Vol. 5 No. 4 • Du 10 au 16 Août 2011

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



WIKILEAKS : USA ET ONU INTÉGRAIENT DES MILITAIRES PUTSCHISTES DANS LA P.N.H

Voir page 4

Bernard Gousse et le chef de la PNH d'alors Léon Charles. Des responsables américains ont déclaré qu'au sein du régime de facto, les principaux acteurs de l'intégration des ex-membres des FADH dans la PNH ont été le Premier ministre Gérard Latortue, le ministre de la Justice, Bernard Gousse, et une poignée d'autres personnalités



NEW YORK MANIFESTATION CONTRE L'OCCUPATION

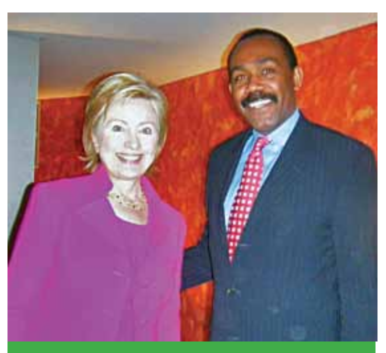
Voir page 14

Bruyante manifestation devant le siège des Nations Unies à Manhattan pour exiger le retrait immédiat des troupes d'occupation de l'ONU en Haïti et le versement de réparations aux familles des 6000 Haïtiens qui sont morts, victimes de l'épidémie de choléra



Kote Lovinsky Pierre Antoine?

Page 3



Stanley Lucas, le nouveau conseiller du président Martelly, accuse et menace !

Page 7



Discours de Raul Castro à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire !

Page 10



Les Etats-Unis se préparent à intervenir militairement en Somalie

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Honneur et Respect au Congrès de Bois Caïman !

Par Berthony Dupont

Dans l'histoire de notre pays, il y a des dates que, nous progressistes, qui luttons pour un changement total dans la société haïtienne, nous ne pouvons laisser passer sous silence comme le font les dirigeants haïtiens. Les 14 et 21 Août, en effet, devraient être des dates historiques de grande valeur nationale et patriotique dans le pays.

Le dimanche 14 Août 2011 rappellera le 220ème anniversaire du Congrès de Bois Caïman. Cette épopée de haut niveau politique revêt encore une importance toute particulière et indélébile : le désir des masses esclaves d'être non seulement libres, de se révolter contre l'injustice, mais de rendre leur pays indépendant. Cette nuit du dimanche 14 Août 1791 arracha l'esclave à l'esclavage, en annonçant également la mort de la domination coloniale, ce système d'oppression et de déshumanisation.

Mais 220 ans après, force est malheureusement de constater que le pays fonctionne encore dans un climat colonial malsain, nauséabond qu'on peut même dire comparable aux temps esclavagistes. Voyez dans quel chaos de misère, de pauvreté et de maladies vit aujourd'hui la majorité déshéritée. En quoi les gens entassés sous des tentes de toile et de plastique, illustrant la misère, la pauvreté et la violence la plus abjecte diffèrent-ils en réalité de ceux-là qui avaient été entassés dans les taudis de l'esclavage ?

A cette situation d'humiliation, s'ajoute la présence de la force de honte, la force occupante de la Minustah, bras armé des Etats Unis : la patrie de l'impérialisme. Ainsi, la terre de Dessalines est devenue la chasse gardée pour les monopoles capitalistes des puissances impérialistes, ci-devant esclavagistes. Ils utilisent le stratagème du système néo-colonial pour perpétuer leur règne dans un pays qu'ils ont considérablement exploité et appauvri à fond depuis leur envahissement en 1492.

A ce compte, pour essayer de stabiliser et mettre au point leur nouveau plan diabolique, leur nouvelle stratégie machiavélique de reconquête, ils nous ont imposé leur régime, à savoir des caricatures de président, des fantômes de dirigeants et par-dessus le marché même des mercenaires de grand chemin.

La répression annoncée par l'équipe de Martelly n'est guère signe de force du régime, mais plutôt aveu de faiblesse. Ce régime ne saurait et ne pourrait résoudre aucun des problèmes du pays qui s'enfonce dans le sous-développement, vu qu'il brade les richesses, le patrimoine et l'indépendance nationale à l'impérialisme international.

Ne sommes nous pas toujours occupés par les mêmes forces exploiteuses et anti-changements qui continuent à s'enrichir en excavant des matières premières de nos sous-sols ? Ne sommes nous pas toujours des esclaves en plein 21e siècle d'un système qui nous empêche de vivre? Telles sont les questions auxquelles tout patriote conséquent et lucide devrait répondre.

Oyez. La réponse est dans les grandes prouesses historiques de nos ancêtres et le Congrès de Bois Caïman préparant la révolte du 21 au 22 Août 1791 en dit beaucoup. Cet événement a été et reste encore pour nous un exemple de solidarité, d'unification et d'organisation la plus parfaite du fait qu'elle a abouti à son objectif, seulement 13 années plus tard. Ce réveil et cette réaction des esclaves en 1791 indiquaient clairement un besoin d'air libre, d'espace de liberté, l'urgence à disposer librement de soi, sans contrainte, sans terreur, sans violence physique ou psychologique. C'était aussi l'éveil à la vie, à une vie digne, au sentiment qu'ils pouvaient rêver d'horizons nouveaux et qu'ils pouvaient se forger un avenir meilleur. N'avons-nous plus aujourd'hui cet idéal ?

Dans ce dynamisme de lutte pour le changement, pour peu qu'existent une volonté et un objectif politique clair et net, la solidarité de classe peut mettre en échec le projet impérialiste pour qu'un véritable redressement puisse se produire.

Ne nous laissons pas réduire au silence par le désespoir, la peur ou la résignation. Nous devons nous préparer pour faire face aux actes répressifs que va entamer le régime en place contre les masses populaires qui vont coûte que coûte revendiquer une vie meilleure.

Compatriotes Progressistes, organisons nous donc en cette circonstance : Honneur et Respect au Congrès de Bois Caïman ! Honneur et Respect à tous les 201 délégués ! Honneur et Respect aux valeureux esclaves qui ont bravé le danger en lançant la révolte ! C'est le Congrès de Bois Caïman qui nous a donné Dutty Boukman, Toussaint Louverture ! C'est le Congrès de Bois Caïman qui nous a donné Jean Jacques Dessalines. C'est le Congrès de Bois Caïman qui nous a donné le Congrès de l'Arcahaie le 18 mai 1803. C'est le congrès de Bois Caïman qui nous a donné Vertières. C'est le Congrès de Bois Caïman qui nous a donné l'indépendance ; et si aujourd'hui il y a Haiti et cette nation qui l'habite, c'est grâce au Congrès de Bois Caïman.

Attaque contre un étudiant à la rue Saint-Honoré



Manifestation d'étudiants de la Faculté d'Ethnologie. Ils s'en sont pris verbalement au président Martelly, qu'ils accusent de n'avoir rien fait pour lutter contre l'insécurité

Le vendredi 5 Août 2011, aux environs de 3h PM, Roosevelt Rosier Verdieu a été attaqué par des bandits armés, à la rue Saint-Honoré au centre de la capitale. Il a été atteint de deux balles, alors qu'il tentait de résister à un vol à mains armées. Les bandits arrivent quand même à le dépouiller de son ordinateur, de son téléphone et de son portefeuille.

Roosevelt Rosier Verdieu est un étudiant de la Faculté de Droit. Il a été grièvement blessé par balles, et transporté en toute urgence à l'hôpital. Roosevelt Rosier Verdieu est le troisième étudiant victime du phénomène de l'insécurité qui sévit dans la zone du Champ de Mars, réputée à risque, fréquentée par des délinquants et des criminels qui agressent quotidiennement les passants.

Cette situation d'insécurité a soulevé la colère de ses camarades à la Faculté d'Ethnologie qui n'ont pris le temps de réagir. Ils ont lancé des pierres sur des véhicules, érigeant des barricades avec des pneus enflammés. Toutes les activités ont été paralysées autour du Champs de Mars après l'incident regrettable. Les protestataires s'en sont pris verbalement au président Martelly, qu'ils accusent de n'avoir rien fait pour lutter contre l'insécurité et respecter les promesses électorales de 30,000 maisons à construire pour les victimes du tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Profanation de la cathédrale du Cap-Haitien

Par Yves Pierre-Louis



La cathédrale du Cap-Haïtien

Suite à des tracts en circulation dans différents endroits du département du Nord au moment de la célébration des fêtes patronales, assimilant l'église catholique à la religion vaudou et invitant les adeptes catholiques à abandonner leur religion pour suivre Jésus, la cathédrale du cap a été vandalisée par des individus sans foi ni loi dans la nuit du samedi au dimanche 7 Août 2011. Ces individus ont pénétré l'enceinte sacrée de la cathédrale par effraction où ils ont détruit des objets du culte, des statues de saints, déchiré le drapeau du Vatican, renversé des mobiliers et emporté le Saint-Sacrement.

Les tracts stipulaient : « *Katolik pa legliz, se pawas e chak pawas se pou yon sen e chak sen se yon lwa ou satan, menm sòti nan pè pou rive jouk nan Lepap, se mechan ak wangatè ankachèt yo ye. Jezi pral mare 4 pat yo jete yo nan lanfè, ou menm zanmi m,* sòti nan mitan yo, *swiv Jezi pito nan yon legliz k ap ba ou lavi etènèl.* ». Avec ces actes de vandalisme, ces individus malintentionnés sont passés des paroles aux actes, ils vont créer une guerre de religion dans le Nord au moment où le pays fait face à toutes sortes de problèmes. On a signalé que ces mêmes individus ont vainement tenté de perpétrer les mêmes actes dans l'église épiscopale du Cap, avant de se diriger vers la cathédrale.

L'archevêque de l'archidiocèse du Nord et le président de la conférence Episcopale d'Haïti, Mgr. Louis Kébreau ont vivement condamné ces actes de profanation perpétrés dans le temple de Dieu, tout en pointant du doigt l'arrivée dans le pays, d'une série de religions qui font beaucoup de promesses fallacieuses aux Haïtiens et qui veulent établir un fanatisme religieux malsain dans le pays. Il a lancé un appel aux autorités du pays pour qu'elles prennent toutes les mesures qui s'imposent pour surveiller les sectes religieuses qui sont prêtes à tout faire pour imposer leur volonté au peuple haïtien. Il a déploré la faiblesse des forces de l'ordre de la ville du Cap, une ville abandonnée à elle-même : « *Ce n'est pas le temps des guerres de religion. C'est plutôt celui de la réconciliation. Nous devons prendre des mesures pour mieux gérer le pays. Tant qu'il n'y aura pas un Etat de droit, nous continuerons à vivre ce genre de situation.* » a-t-il déclaré.

La Police du Nord de son côté a annoncé l'ouverture d'une enquête. Le directeur départemental de la Police Nationale d'Haïti, le Commissaire Joany Canéus a également mis en branle toutes les unités de la Police en vue de mettre la main au collet des malfaiteurs.

Le délégué départemental du Nord, Zéphirin Ardouin offre 50 000 gourdes à quiconque pouvant donner des indices qui permettront d'attraper les responsables de ces actes de vandalisme à la cathédrale.

Le président de la Fédération protestante d'Haïti, le pasteur Sylvain Exantus et le directeur de la Radio Evangélique Lumière d'Haïti, le pasteur Varnel Jeune ont tous deux condamné énergiquement ces actes de vandalisme qu'ils ont qualifiés d'actes criminels et de sacrilège commis par des individus non identifiés.

Prochain retrait des casques bleus brésiliens de la MINUSTAH

Par Jackson Rateau

Une dépêche issue de la Radio France Inter (RFI) en date du lundi 8 août 2011, fait état du prochain retrait des troupes brésiliennes appartenant à la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH). La décision a été prise par le ministre brésilien de la défense, Celso Amorim, récemment entré en fonction au nouveau gouvernement brésilien. Celso Amorim est l'ex-ministre des Affaires Etrangères sous le gouvernement de Lula Da Silva. Il est celui qui avait convaincu ce dernier de saisir l'opportunité de prendre le commandement de la mission onusienne en Haïti et d'imposer sa présence surtout à partir d'un nombre important de son armée. « *La mission des brésiliens touche à sa fin avec le développement de la démocratie et la croissance économique en hausse dans le pays* », a déclaré le ministre.

Le ministre brésilien de la défense, Celso Amorim

La présence militaire du Brésil dans la MINUSTAH, forte de 1280 casques bleus, est la plus représentative de toutes les armées présentes dans la mission.

Par ailleurs, le Département d'Etat Américain a fait savoir qu'en raison de la maladie de choléra et de l'insécurité, il a ordonné à ses ressortissants de ne pas se rendre en Haïti, si ce n'est pour une raison urgente.

Un minibus rempli d'Haïtiens intercepté en République Dominicaine

Le dimanche 7 août dernier, dans le quartier de Carbonera, localité comprise entre Dajabon et Monte Cristi, les soldats du CESFRONT, ont intercepté un minibus qui transportait 40 immigrants haïtiens vers la ville de Santiago. Les deux complices dominicains dont le chauffeur et son assistant, ont eu le temps de prendre la poudre d'escampette.

Les migrants haïtiens au nombre de 40 dont 12 hommes, 16 femmes et 12 enfants, ont déclaré avoir payé 1500 pesos aux escrocs pour les transporter jusque dans la 2e ville dominicaine (Santiago). Ils ont aussi fait savoir aux autorités dominicaines qu'elles doivent s'attendre prochainement à l'arrivée de beaucoup plus d'haïtiens dans la République voisine, vu que beaucoup de sinistrés qui vivaient sous les tentes, ont été chassés des camps par les nouvelles autorités haïtiennes. Le nouveau gouvernement d'Haïti n'a aucune volonté de faire avancer le pays. Et les compatriotes ont tous perdu l'espoir dans un avenir meilleur. Il s'agit toutefois de la 4e interception de convois haïtiens en fuite vers la République Dominicaine, seulement en moins de 5 jours.

Saisie de 2000 cartouches de 9mm à la douane de Port-Au-Prince

Le lundi 1e août 2011 dernier, les autorités douanières, travaillant à l'Administration Portuaire Nationale (APN), ont procédé à la saisie de 1000 cartouches de 9mm. Ces munitions qu'elles ont découvertes emballées dans 20 caisses de 50 cartouches chacune, ont été dissimulées dans un container en provenance de New Jersey, transitant par la Jamaïque. Le container et toute sa contenance appartiennent à un nommé Fedner Turin.

Le propriétaire muni de son colis comme corps du délit, a été remis à la police pour les suites de justice.

Les agents douaniers, assistés d'un juge de paix, poursuivant leurs recherches, ont découvert le lendemain (mardi 2 août) dans le même container, 1000 autres cartouches de même calibre. A noter que des saisies d'une quantité de cartouches dont le nombre n'est pas déterminé, emballées dans des boites et subtilisées dans des containers en provenance des Etats-Unis, ont été opérées par des agents douaniers de Port-Au-Prince et la police, il y a cela 2 semaines.

WikiLeaks dévoile:

Des responsables des Etats Unis et de l'ONU ont aidé à superviser l'intégration des paramilitaires putschistes dans la Police Nationale d'Haïti

Par Jeb Sprague

Tout au long de 2004 et 2005, les autorités non élues de facto d'Haïti, aux côtés de fonctionnaires étrangers, ont intégré au moins 400 paramilitaires de l'ancienne Armée dans la force de police du pays, selon ce que révèlent des câbles secrets de l'ambassade américaine.

Pendant un an et demi après le renversement du gouvernement élu d'Haïti, le 29 février 2004, l'ONU, l'OEA et des responsables américains, en conjonction avec les autorités haïtiennes de l'après-coup, ont passé au crible la nouvelle force de la police du pays - agent par agent - et ont intégré des paramilitaires dans le but de renforcer à la fois le corps policier et en fournissant une «carrière» alternative aux paramilitaires.

Des centaines de policiers considérés comme loyaux au gouvernement renversé du président Jean-Bertrand Aristide ont été purgés. Certains ont été pourchassés pour être jetés en prison, d›autres pour être exécutés, selon de nombreuses sources interrogées.

Dans le même temps, d›anciens soldats des Forces armées d›Haïti (FADH), dissoutes en 1995, qui étaient rassemblés en une force paramilitaire «*rebelle*» qui a travaillé avec l'élite d'opposition du pays à renverser Aristide, étaient stationnés - officiellement et officieusement - dans de nombreuses villes à travers le pays.

Dans ce cadre, une brigade de frappe extrajudiciaire a été assemblée à Pétion-Ville. Elle a participé à des raids brutaux (parfois aux côtés de la police), souvent plusieurs fois par semaine dans des quartiers de la capitale en résistance contre le coup d'Etat, ainsi que cela a été documenté dans une étude des droits de l'Homme de l'Université de Miami, en Novembre 2004.

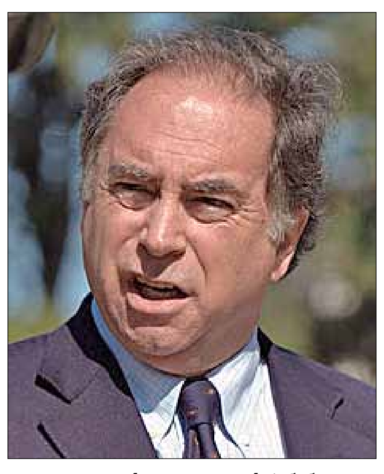
Les dépêches secrètes américaines détaillant le remaniement de la force de la police faisaient partie des 1918 câbles obtenus par l'organisation médiatique Wikileaks et fournis à *Haïti Liberté.*

Les câbles montrent que les fonctionnaires de l'ONU et des Etats-Unis ont considéré le programme comme un moyen utile pour désarmer et démobiliser les combattants, mais les implications en terme de donner aux paramilitaires auteurs du coup d'Etat des emplois dans l'appareil de sécurité du gouvernement ont été cachées ou ignorées.

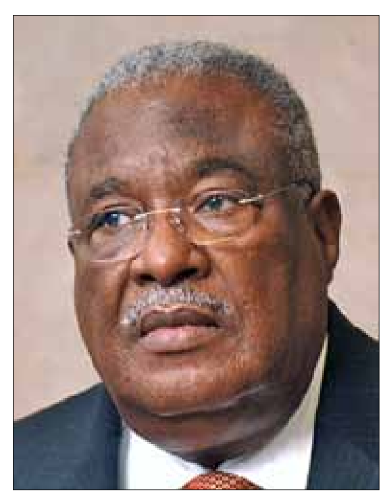
Les câbles aussi ont montré clairement que les responsables américains utilisant le procédé d'indicateurs d'alerte («redlines») et de signaux avertisseurs («redflags») ont pris un rôle prépondérant dans les «réformes», ont minutieusement suivi le processus de repeuplement de la police d›Haïti.



L'ambassadeur des Etats-Unis James Foley



Le représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti d'alors, Juan Gabriel Valdès



Le Premier ministre de facto Gérard Latortue

Des millions de dollars ont été recueillis pour le financement de la démobilisation et de l›intégration des FADH – principalement par le biais de l›ONU et des Etats-Unis – mais les responsables se sont également adressés à d›autres gouvernements pour le financement.

Immédiatement après le coup d'Etat, le processus d'intégration a été réalisé par les fonctionnaires du gouvernement soi-disant provisoire d'Haïti (**IGOH**), sous la supervision des États-Unis, de l'OEA et de l'ONU. Puis, à partir de Novembre 2004, un système portant sur le long terme, le DDR (Désarmement, démobilisation et réinsertion) de l'ONU, a été mis en place. Une partie de ses tâches comprenait la poursuite de l'intégration continue de certains des paramilitaires dans la Police nationale d'Haïti (PNH).

Les câbles de l'ambassade américaine fournissent les détails de l'intégration des paramilitaires dans la PNH et d'autres agences gouvernementales. L'un des câbles le plus révélateur est intitulé «Les ex-militaires du Nord rendent leurs armes; certains entreront dans la police nationale.»

Le câble du 15 mars 2005 donne un aperçu d›une réunion deux jours plus tôt au Cap-Haïtien en Haïti en présence du Premier ministre *de facto* Gérard Latortue et du représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti, Juan Gabriel Valdès. Les fonctionnaires à un moment donné n'ont supervisé qu'un «désarmement *symbolique*», où plus de «300 membres des militaires démobilisés d'Haïti à Cap-Haïtien» ont rendu sept armes purement symboliques et ensuite ont embarqué à bord d'autobus vers la capitale.

Les fonctionnaires de l'ONU et de l'IGOH ont placé les paramilitaires à l'École de la magistrature de Port-au-Prince, où on plaçait de nombreux autres ex-soldats.

Le câble décrit comment précédemment des hauts fonctionnaires de l'IGOH avaient fait des promesses aux paramilitaires de l'ex-FADH. Certains «des ex-soldats au Cap-Haïtien ont dit qu'ils avaient été informés par le neveu du premier ministre et conseiller à la sécurité, Youri Latortue, et le conseiller politique du PM, Paul Magloire, qu'ils seraient admis dans la PNH», a expliqué le câble par l'ambassadeur américain James Foley. «Pour nous et pour le reste de la communauté internationale cela a un signal avertisseur... »

Mais à la réunion du 13 mars, M. Gérard Latortue «avait clairement exprimé que ce n'était pas le cas», disant aux paramilitaires «que l'intégration dans la PNH serait une possibilité pour certains, mais ils devaient comprendre que tout le monde ne serait pas inclus dans la police. Des ex-soldats non qualifié pour la PNH pourraient être embauchés dans d'autres postes de l'administration publique (par exemple, la douane, les patrouilles frontalières, etc)», a écrit Foley.

Mais les autorités de l'ONU et de l'IGOH voulaient garder une partie de l'ensemble des ex-militaires comme une unité cohérente à préparer pour réforme de la Police en cours; donc, ils devaient être étroitement surveillés », explique un câble du 6 mai 2005 .

Ce câble révèle aussi la domination de Washington sur la reconstruction du corps de police. Dans une réunion, l'ambassade a déclaré au chef de la PNH Léon Charles que «la pratique de permettre à une catégorie de gens de recevoir des quotas spéciaux embauchées dans les mois et l'année d'avant.



Le directeur de laPNH Mario Andrésol en compagnie de la patronne de l'inspection générale Gessie Comeau Coicou. Photo François Louis

être intégrée dans la police, révèle le câble. Les fonctionnaires ont remis le dossier à l'UNOPS, une aile de l'ONU qui se concentre sur la gestion de projet et des services d'approvisionnement.

En conséquence, «l'UNOPS a travaillé à la fois pour relocaliser le bureau d'administration [des militaires démobilisés] et les quelque 80 individus de l'Ecole de la Magistrature dans un camp d'anciens militaires dans le quartier de Carrefour en dehors de Port-au-Prince», a écrit Foley. (En Mars 2011, l'auteur a visité un camp d'entraînement des paramilitaire des ex-FADH établi dans la zone de Carrefour).

Les priorités de l'ONU et des responsables américains semblent s'être souvent portées à réaliser des succès symboliques comme la «démobilisation» des paramilitaires. «Le symbolisme du désarmement des ex-militaires et leur départ de la deuxième plus grande ville d'Haïti représentent une percée significative», a conclu Foley dans son câble du 15 mars.

À l'époque, on était en train de loger environ 800 anciens militaires à Port-au-Prince, l'ONU aidant.

Sur les 400 anciens soldats intégrés dans la police, en 2004 environ 200 venaient de la 15 ème classe de cadets de la PNH (appelé «promotion» en Haïti), et 200 de la 17 ème promotion en 2005, disent les câbles.

Le numéro 200 n'était pas un hasard. L'ambassade avait dit à l'IGOH que «l'USG [Gouvernement des Etats-Unis] ne soutiendrait pas l'incorporation de plus de 200 anciens militaires de la 17e *promotion»* parce que «l'USG craignait que l'incorporation des ex-FADH en grand nombre nuise aux mesures de pour inscription dans une promotion (comme cela s'était passé avec les ex-FADH) doit finir», a écrit Foley. Tout soumis, «Charles a exprimé son accord et a déclaré qu'il mettrait fin immédiatement à la pratique.»

Cela ne signifie pas que les ex-soldats ne continueraient pas à être intégrés, mais seulement que «des campagnes de recrutement à venir ne feraient aucune distinction à l'égard des anciens militaires, mais n'exerceraient non plus aucune discrimination contre quiconque ayant servi antérieurement dans les Forces Armées d'Haïti», a dit Charles, selon le câble.

Un câble du 5 avril 2005 explique que la promotion de la 16 ème classe des 370 cadets de la PNH n'incluait «aucun de [ceux qui] avaient une histoire d'activité à *titre d'ex- membre des FADH .»*

Dans un autre câble du 15 mars 2005 intitulé «Le DG [directeur général] Charles fait une mise à jour à propos *d'ex- membres de la FADH dans la Police nationale d'Haïti,»* les responsables américains ont tracé les grandes lignes du processus d'intégration de nouvelles classes de cadets à la PNH.

Le câble a expliqué : «les *fonctionnaires de l'OEA chargés de la vérification de candidature à la police ont rapporté qu'environ 400 des candidats des ex-FADH à l'Académie de police avaient été soumis à un examen pour leur condition physique en date du 11 Mars .»*

Les hommes, qui venaient tout juste de servir dans les escadrons paramilitaires dans des régions du pays, étaient en lice pour 200 places dans la PNH. Le câble explique qu'un certain nombre de ces personnes avaient été

Le chef de police Charles a déclaré «que les ex-membres de la FADH de la 15ème *promotion qu'on avait mis dans les rues à l›automne dernier [de 2004] seraient de retour en classe.»* Il était clair que les fonctionnaires se sentaient un peu inquiets au sujet des nouvelles recrues à intégrer dans la police, alors ils ont décidé que les cadets ex-FADH de la 17ème classe, une fois diplômés, «seraient déployés partout en Haïti sur une base individuelle et non pas comme un groupe.»

Charles a ajouté que parmi les 200 ex-FADH de la 15 ème classe, la plupart «avait été attribuée à de petites garnisons de Port-au-Prince», ajoutant que, *«bien qu'ils aient été disciplinés, ils étaient plus âgés et physiquement plus lents.»*

Des responsables de l'OEA ont noté que les responsables de la police haïtienne qui étaient à ce moment en train d'aider l'OEA dans son processus de vérification craignaient certains des paramilitaires qu'ils interviewaient: «*Le personnel de la PNH qui aidait l'OEA dans le programme de vérification a eu peur d'interviewer certains des candidats des ex-FADH craignant d'être potentiellement ciblés si le jury disqualifiait un candidat.»*

Des responsables américains ont déclaré qu'au sein du régime *de facto,* les principaux acteurs de l'intégration des ex-membres des FADH ont été le Premier ministre Gérard Latortue, le ministre de la Justice, Bernard Gousse, et une poignée d'autres. L'ambassade américaine a cherché à superviser la manière dont les fonctionnaires réalisaient l'intégration, inquiets de l'impact que tout échec pourrait avoir.

«Nous avons soulevé cette question avec eux dans d'innombrables occasions, en soulignant le danger réel pour l'IGOH de perdre le soutien international pour son assistance à la PNH, si le processus d'intégration des membres des ex-FADH dans la police n'était pas conforme pas aux *indicateurs d'alerte que nous avions fixés »,* a déclaré le câble.

Les fonctionnaires de l'ambassade, ainsi que la mission de l'OEA, «surveilleraient le recrutement, les tests, et le processus de formation, y compris une révision des examens écrits, des résultats des tests, et des résultats d'aptitude physique.»

L'ambassadeur Foley a ajouté que «la pression pour amener les ex-membres des FADH dans la PNH reste élevée,» probablement une référence à des appels lancés par certains des plus puissants politiciens de droite et de chefs d›entreprise du pays, qui avaient une relation de longue date établie avec les paramilitaires des ex-FADH.

Mais le Chef de la police Léon Charles, a écrit l›ambassadeur américain Foley à l›époque, était «inquiet que d'autres personnes dans la IGOH aient fait des promesses irréalistes aux ex-FADH relatives à des emplois dans la PNH dans le but de les convaincre de se démobiliser.»

Charles «s'inquiétait de ce que le groupe du Cap-Haïtien ne trace un exemple que d'autres pourraient suivre, et a indiqué que l'IGOH pourrait avoir plus de 1.000 anciens soldats à la recherche d'emplois rapidement, y compris les 235 du Cap-Haïtien; 300 de Ouanaminthe; 200 du Plateau Central; 150 des Cayes; 100 de l'Arcahaie, et 80 de Saint-Marc ».

Le second câble du 15 mars conclut «que l'USG était disposé à verser 3 millions de dollars pour le processus de DDR, mais ne pouvait pas libérer les fonds jusqu'à ce que l'IGOH conclue un accord avec l'ONU sur une stratégie et une programme acceptables pour le DDR.»

Suite à la page (15)

Papa Loko, ou se van, pouse yo ale

Gen delè fò w ka fè yon ti devire nan yon lòt mond ki pèmèt ou pran yon ti repo despri. Si w pa gen mwayen pou pran avyon pou al fè de jou an Ayiti, si bagay yo tèlman rèd ou pa kapab fè yon ti vwèlta nan peyi w, si w pa gen lajan pou al amize w nan yon *croisière*, flannen sou lanmè, respire *l'air frais de l'océan*, bliye tout pwoblèm lavi a, men ou toujou kab imajine, ou toujou kab jwenn yon jan pou fè imajinasyon w mennen w lwen, pi lwen pase sa reyalite te ka pèmèt ou.

Gade kouman yon bèl chante lwa pral mennen m byen lwen. Chante sa ki di : *Papa Loko, ou se van, pouse yo ale. Nou se papiyon, n a pote nouvèl ba yo*. E se yon chante preske nou tout konnen. Se vre m pa janm kwaze a Papa Loko, nou menm tou nou pa janm kwaze ak Papa a. Mwen pa yon inisye ke Papa Loko bay pouvwa sonnen ason. Men ason libète a, ason lapawòl lib la, ason kòz pèp la ki pou defann, ason chanjman kapital ki pou fèt nan estrikti sosyal peyi a, ason mouvman demokratik ki pou pouse do okipan an, n an dwa sonnen l lakay nou, nenpòt jan nou vle, nenpòt lè nou vle. E m pa bezwen benediksyon Papa Loko pou m sonnen ason rasanbleman an, lanbi rasanbleman an pou yon dezyèm endepandans.

E janm fenk di l la, chante a mennen m byen lwen. Van Papa Loko a mennen m byen lwen, nan mond pa m lan menm. Oun mond de rèv ki ka tounen reyalite. Oun mond kote m kab imajine van Papa Loko a k ap pouse yo ale, pouse mechan yo ale. Tout sa ki fè n *du mal* yo, m wè kouman m ap pouse do yo pou y ale, pou yo bay tè a blanch. Mwen wè kouman m ka plannen nan syèl la ak van Papa Loko a pou m domine mechan yo, pou m denonse mechan yo, pou m fè malpouwont yo konnen m se papiyon lavi, papiyon lespwa, papiyon libète, papiyon chanjman ki pote nouvèl ba yo. Nouvèl chanjman, nouvèl òganizasyon popilè ki pou boujonnen nan peyi a, ki pou leve kanpe, brase bil otorite yo, bay tout chèf yo gwo presyon pou yo konnen nan òlòj nasyon an li fè minui pil, minui nasyonal, minui libète, lè pou okipan an bat zèl li, *plier bagage*, kite pèp ayisyen an pran brid peyi a nan pwòp men pa l.

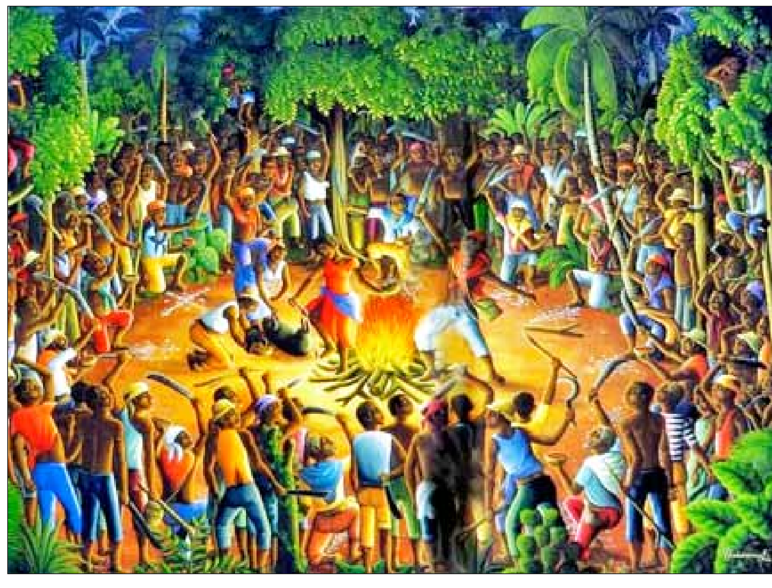
Papa Loko, tout sa ki fè n *du bien* yo, nou konnen yo, n ap mache ak yo, n ap trase chimen pou pèp la wè nan ki direksyon pou nou tout mache, men nan lamen. Tout sa ki fè n *du bien* yo, se papiyon parèy nou yo ye, papiyon demokrasi, papiyon kòz pèp, papiyon lit pèp, papiyon laviktwa pèp. Men, Papa Loko, tout sa ki fè n *du mal* yo, nou konnen yo tou, non yo nan kaye revandikasyon pèp la, non yo grave nan memwa nou kòm ansasen, kòm esplwatè, kòm move je, move grenn, grenn senk, grenn rayisab, grenn egoyis, grenn malpouwont, grenn sansantinan, grenn lawonte anfas majorite nasyon an ki gen diyite, lonnè ak respè valè peyi a, valè tradisyon lit peyi a, valè kilti peyi a.

Papa Loko, ou se van, pouse y ale, pouse do yo, trennen yo, bwote yo, pouse yo lwen, jouk nan peyi aziboutou kote chen ponn, kidonk nan peyi pèdi, pou yo pa janm gen kontak ak kretyen vivan, ak bon kretyen, pou yo rete ansanm ansanm, tankou oun bann bèt fewòs ke yo ye, paske sèl lwa yo konnen se *la loi du plus fort*. Kite yo viv nan mechanste yo, nan kè di yo, nan egoyis yo, nan ipokrizi yo. Papa Loko, nou se papiyon, n a pote nouvèl ba yo, nouvèl nou konprann trè byen jwèt k ap jwe depi 17 oktòb1806 la, depi 7 fevriye 1986 la, depi 16 desanm 1990 la. Se pou van libète a bwote ale tout move anbasadè, move monsenyè, monpè, pastè, militè, konplotè, magouyè, bègwè, vòlè, rastakwè, vè tè, soutirè, piyajè, granmanjè, fèzè, ak tout lòt kalite malfektè ki bezwen vann peyi a ba enperyalis yo pou viza, pou pouvwa, pou richès.

Papa Loko, tout sa ki fè n *du bien yo*, nou se papiyon k ap pote nouvèl ba yo, nan 4 kwen peyi a, nan dyaspora a, depi se kote k gen Ayisyen. Papiyon yo ap pote nouvèl ba yo, nouvèl pou nou rasanble, pou n kole zèpòl ak zepòl, pou n non sèlman pran san nou men tou pou n pran sans peyi a prale depi mouche Martelly pran pouvwa a, nan kondisyon n konnen an. Tout sa ki fè n *du mal* yo, non yo ekri nan kaye pèp la ki ak kreyon ki pa gen gonm, non yo grave nan memwa nou, paske se pa po nou sèlman ki pote mak. Mak yo nan sèvo nou tou, kote yo fòme rigòl lapenn, kannal doulè, marekaj soufrans.

Tout sa ki fè n *du mal* yo, ki anpeche mas pèp la jwenn ledikasyon, jwenn bon laswenyay depi dikdantan ; tout sa ki kenbe pèp la nan mizè, ki drive mas pèp la anba mepri, ki mete ak mouche Blan ak mouche Kouman pou ouvè vant peyi a ba privatizasyon, ki ouvè vant peyi a ba konpè Mimi pou l peye oun ti kal taks, ki fè jodi a peyizan Latibonit la chire paske li paka fè diri Etazini a konkirans ; tout sa yo ki te mete ak Mouche Blan, ak monsenyè, ak anbasadè, ak gwo boujwa yo, ak feyodal yo pou destabilize oun gouvènman lejitim, yo tout gen pou pase devan tribinal pèp la, paske jou va jou vyen fòk gen jistis, menm jan pèp kiben an rive jwenn jistis.

Papa Loko, nou se papiyon, n a pote nouvèl ba yo. N a fè yo konnen yon jou pou chasè yon jou pou jibye. Papiyon jistis yo a fè yo konnen, li te mèt nan 100 ans fòk mas pèp la wè chanjman li reve a, chanjman nou tout reve a. Nou konnen sòti nan Kaonabo ki t ap goumen kont opresè panyòl yo rive nan Desalin, gen syèk ki pase. Nou ta pito chanjman yo fèt avan syèk pase, sepoutètsa noumenm papiyon n ap toujou la pou n pote nouvèl ba yo. Papa Loko, sonnen ason an, ason rasanbleman an. Papa Loko, an n mete ansanm ak tout lwa Bwa Kayiman yo, tout bon lide ki brase nan Bwa Kayiman an, tout rezolisyon goumen tèt ansanm, revòlt tèt ansanm nan Bwa Kayiman an. Kòm ou se van, Papa Loko, pote ban nou espri Bwa a, enèji Bwa a, konviksyon pèp esklav Bwa a. Resisite fòs revòlt sa a paske elit ki ranplase kolon yo te touye l nan dat 17 otòb 1806.



Papa Loko, an n mete ansanm ak tout lwa Bwa Kayiman yo, tout bon lide ki brase nan Bwa Kayiman an, tout rezolisyon goumen tèt ansanm, revòlt tèt ansanm nan Bwa Kayiman an. Kòm ou se van, Papa Loko, pote ban nou espri Bwa a, enèji Bwa a, konviksyon pèp esklav Bwa a. Resisite fòs revòlt sa a paske elit ki ranplase kolon yo te touye l nan dat 17 otòb 1806

Nou paka tout tan se move nouvèl k ap vin jwenn nou : destabilizasyon gouvènman lejitim, masak pèp la pa militè anba zòd laboratwa a, koudeta sou koudeta, masak sou masak, okipasyon sou okipasyon, laboratwa a ki parachite Premye minis soti jouk nan Boca Raton, eliminasyon pati politik ki pi popilè a, abi dotorite, eleksyon-seleksyon klè nan figi pèp la, magouy klè pou enpoze oun kandida *made in USA*, prezidan Martelly ki kòmanse ap ouvri zèl diktatè l. Non, Papa Loko, ou se van, pouse y ale, ede n rele chalbari dèyè yo, ede n sonnen ason òganizasyon an, ason mobilizasyon popilè ki pou òganize e ki pou presipite tout move lawon gòch yo *in infernum*, *au fond des enfers,* nan dife kòlè pèp la.

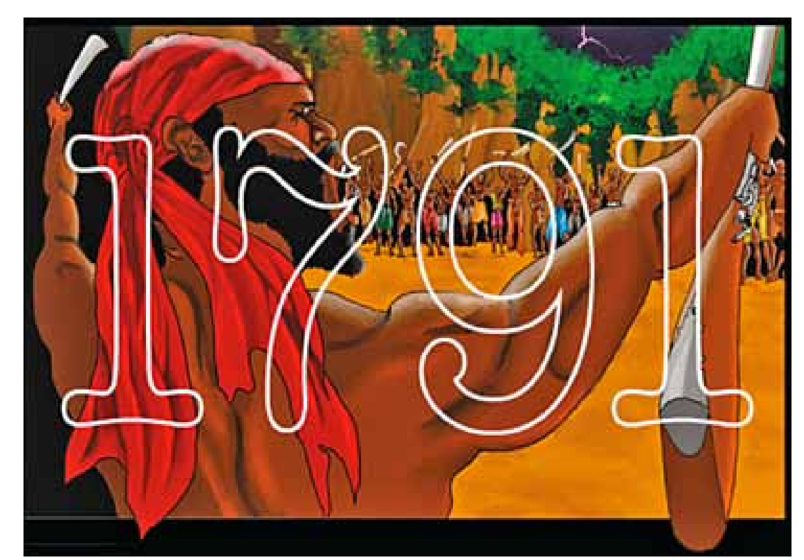
Papa Loko, tout sa ki fè n *du bien* yo, n ap pase ranmase yo, n ap pase chèche yo, depi nan pwent Dame Marie rive jouk Fond Parisien, depi Belle Anse monte jouk Cap-Haïtien, depi Môle St. Nicolas rive jouk Fort Liberté, depi Belladère remonte jouk Gonaïves an pasan pa Dessalines, pou nou fè yon chèn popilè, yon chèn gason vanyan, fanm vanyan ki pou deklannche yon kokennchen tranbleman de tè politik, pou desounen tout malveyan grandan yo, tout sa ki fè nou *du mal* yo e ki anpeche peyi a viv.

Mèsi Papa Loko, grasa oumenm, mwen sot fè yon bèl vwayaj dans *cet imaginaire* ke nou bezwen tanzantan pou n jwenn yon ti repo despri. Pouse yo ale, Papa Loko, jou laviktwa a, n ap toujou papiyon libète ki pou pote nouvèl ba yo.

Fanfan La Tulipe

Pawòl Boukman pou sele rezolisyon Kongrè Bwa Kayiman

Bondje ki fè solèy ki klere nou anwo,
Ki soulve lanmè, ki fè gwonde loray,
Bondje la zòt tande kache nan yon nyaj,
E la a, li gade nou, li wè tou sa blan an fè.
Bondje blan an mande krim e pa nou an vle byenfè.
Men Dje pa nou an ki si bon òdonnen nou vanjans.
Li va kondui bra nou, li va ban n asistans.
Jete pòtre Dje blan an ki swaf dlo nan je nou.
Koute la libète ki pale nan kè nou tout.



Dutty Boukman by Djehuty Graphics

Èske dirijan politik sa yo kapab chwazi ki politik ekonomik yo vle aplike nan peyi a?

Anpil patriyòt nan lari a, ap repete se volonte politik dirijan yo pa genyen pou fè chanjman tout bon nan peyi a. Pawòl sa a, se koze moun ki pa konprann jwèt politik la. Politik piblik gouvènman Ayisyen yo ap aplike pa depann sèlman sou volonte dirijan Leta yo. Si dirijan ki nan tèt Leta a te vle aplike yon lòt politik, yo tap oblije fè faskare ak oligachi a ansanm ak gwo peyi yo. Se makònay otorite yo sou plan nasyonal ak oligachi a epi sou plan entènasyonal ak peyi dominan yo ki pral dikte kalte politik piblik k ap mete kanpe sou popilasyon an. Dirijan sa yo, nan fòm pouvwa tradisyonèl ki la a, pa ka deside ak pwòp tèt yo ki politik fiskal, monetè, agrikòl, komèsyal, elatriye y ap mete an aksyon, swadizan an favè popilasyon an. Se sektè ekonomik ki gen kontwòl richès peyi a, se dirijan peyi sousè yo ki defini objektif yo genyen pou peyi a.

Pafwa menm, se nan yon relasyon soumisyon total oligachi lokal la ak moso boujwazi a kanpe gade aplikasyon politik piblik yo. Se ekzakteman nan modèl relasyon sousou sa a nou ye nan peyi Ayiti. Kòm pa gen yon pwojè nasyonal ki kanpe pou fè faskare ak pwojè dominasyon peyi sousè yo, oligachi tradisyonèl la ak ti zèl boujwazi ki rete a, pa gen kapasite pou reziste devan piyajè entènasyonal yo. Yo senpman chache adapte yo ak mannigans peyi dominan yo.

Volonte politik pa sifi pou fè transfòmasyon tout bon nan peyi a.

Zafè dwa grandèt peyi a pou li chwazi epi deside aji pou pwòp popilasyon li twò enpòtan pou li ta chita sou yon bagay ki rele volonte kèk dirijan. Desizyon adopte politik piblik pou chanje peyi a tout bon se yon demach revolisyonè. Òganizasyon politik pwogresis demokratik yo kap travay pou pran pouvwa a dwe konprann inisyativ sa a pa ka chita nan voye eslogan monte tèt kale ak nan ekri gwo tèks sèlman. Fòk gen yon ansanm kondisyon k ap reyalize, youn apre lòt, nan yon demach metodik, transparan ak patisipatif k ap bay rezilta si yo korèk. Men kèk nan kondisyon sa yo:

1) Òganizasyon ak vizyon se 2 premye kondisyon sou wout chanjman an. De kondisyon sa yo makonnen paske youn pa mache san lòt. Yon vizyon chanjman rete yon rèv si li pa chita anndan yon gwoup moun, fanm ak gason, ki òganize. Yon òganizasyon ap tounen yon kabwèt san chofè, si li pa gen yon vizyon k ap ba li oryantasyon nan transfòmasyon fondalnatal li vle fè nan sosyete a, ak pèp la epi an favè majorite a.

2) Anpil diskisyon sou vizyon an anndan òganizasyon an ak nan alantou li ap pèmèt yon ansanm lide sòti klè nan mitan dividal moun ki abitye diskite yo. Lide klè sa yo ka pran fòm yon manifès, yon kredo, yon batistè kote anpil moun dakò sou kisa yo vle tout bon pou peyi a ; ki kalte chanjman yo swete fè nan peyi a lè yo pran kontwòl pouvwa politik la.

3) Manman kesyon an kounye a se desann sou teren an pou al fwote lide ak popilasyon an, ak gwoup sib yo pou mobilize yo pou fè chanjman an. Lè sa a, nou antre nan estrateji batay pou chanjman. Fòk estrateji mobilizasyon sa a defini klè, epi fòk li reyèlman chita sou enterè ak revandikasyon fondamantal popilasyon ak nasyon an.

4) Gwo lide ki nan vizyon an pral detaye, kote òganizasyon an ak baz sosyal li vize kòm motè chanjman an pral di ki sa yo vle nan chak sektè aktivite yo: ekonomi, politik, sosyal ak kiltirèl peyi a. Pwogram sektoryèl sa yo ap gen adaptasyon an diplis k ap fèt ladan yo, swivan divès reyalite nan chak rejyon. Lè sa a, nou pral demokratikman chwazi divès politik piblik ki koresponn ak vizyon epi pwogram jeneral ki te deside ansanm ak baz sosyal yo.

5) Koze mwayen lajan, materyèl, lojistik pou mete chita vizyon an ak estrateji a enpòtan anpil. Si kondisyon sa a pa reyini, òganizasyon an ap rete yon ti klib zanmi. Pa gen mwayen se yon pwoblèm. Al chache lajan chango nan òganizasyon entènasyonal, nan men oligachi a, nan men dilè dwòg, nan men mafya lokal ak entènasyonal, se yon lòt pwoblèm. Gwo malè ap pandye sou oryantasyon yon òganizasyon k ap pale chanjman, lè li deside pote bòl ble li tout kote. L ap tounen yon ONG, osèvis politik piblik imanitè gwo konpayi miltinasyonal yo mete kanpe sou paravan òganis devlopman.

Gasner JOSEPH

Kote Lovinsky Pierre Antoine?

12 Out 2007-12 Out 2011, sa fè 4 lane depi Lovinsky Pierre Antoine disparèt. Lendi 8 out 2011 lan, kòdonatè nasyonal Fondasyon Trant Septanm nan, Wilson Mesilien te konvoke yon konferans pou laprès nan okazyon 4triyèm anivèsè disparisyon sa a, pou te enfòme piblik la e mande otorite yo nan peyi a plis esplikasyon sou disparisyon Lovinsky. Daprè Wilson, 4 lane aprè disparisyon kanmarad la, dosye a toujou ap trennen nan kabinè denstriksyon nan men jij Chavannes Etienne, ki fè konnen li toujou ap chache endis yo. 3 moun lapolis te arete nan kad dosye sa a toujou fèmen nan Penitansye nasyonal.


Lovinsky Pierre Antoine


Lovinsky Pierre-Antoine ak Fondasyon 30 septanm nan yon sitin pou revandike jistis pou viktim koudeta 30 septanm 91 lan

Daprè lalwa, jij denstriksyon an genyen 2 mwa pou l renmèt dosye a bay Komisè gouvènman an, e ant jij denstriksyon an ak Komisè gouvènman an yo gen 3 mwa pou yo rann òdonans yo epi voye dosye a devan jij natirèl. Prensip sa yo pa respekte nan kad dosye disparisyon Lovinsky Pierre Antoine nan. Se nan sans sa a, Wilson Mesilien ap mande otorite yo, kisa y ap fè ak disparisyon Lovinsky Pierre Antoine ? « E otorite nan Leta yo, kote Lovinsky Pierre Antoine ?

Jodi a Fondasyon Trant Septanm chita pale avèk laprès sou dosye kòdonatè nasyonal li, Lovinsky Pierre Antoine ki te toujou ap defann viktim yo e pou n di pèp la kijan dosye a ye, batay kont enpinite ki se yon kansè pou peyi Dayiti. 12 Out 2007 gwo gason vanyan sa viktim yon anlèvman politik, sou rejim Preval/Aleksi a ki te toujou ap bay enpinite a jarèt.

Depi 4 lane otorite yo ap fè laviwonndede, jodi a n ap di yo "ou menm otorite Leta, ou gen yon gwo responsabilite pou w di ki kote Lovinsky ye, kisa ki te rive li jou 12 out 2007 la ?"

Otorite nan Lapolis la kisa ou fè ak ankèt ou di ou t ap mennen sou dosye a ? Otorite nan Lajistis n ap mande w eske ou se sèl moun ki nan aparèy jistis la ki gen dwa viv ? Otorite nan Palman yo, eske se senatè ak depite ki gen dwa viv e ki merite jistis? Otorite ou menm ki prezidan n ap mande w eske se ou menm ak fanmi w manm kabinè w ki merite viv e jwenn lajistis.

Si tout moun gen dwa pou viv, di yon mo nan dosye Lovinsky Pierre Antoine nan, jis pou otorite yo sispann dirije sou san sitwayen onèt nan peyi a. Se nan sans sa a n ap raple pou tout sitwayen konsekan ki kwè nan lavi, tout sila yo ki kont enpinite, vyòl, vòl, kòripsyon ak kidnapin. Pote kole avèk Fondasyon Trant Septanm nan 2 jounen aktivite l ap òganize 11 ak 12 Out 2011 lan pou fòse otorite yo di ki kote yo mete Lovinsky.

1- Operasyon kole foto Lovinsky Pierre Antoine devan pakè Pòtoprens jedi 11 Out.

2- Mach pasifik jou vandredi 12 Out la k ap fè 4 lane jou pou jou depi rejim Rene Preval la te kidnape Lovisky Pierre Antoine. Pou mach la n ap rasanble, n ap li yon mesaj sou plas viktim yo, epi n ap vini devan palè a pou n li yon lòt mesaj, renmèt prezidan Repiblik la, Michel Joseph Martelly yon lèt tou louvri sou dosye Lovinsky a.

Fondasyon Trant Septanm konte sou prezans tout òganizasyon nan sosyete sivil la ak tout sitwayen ki kont kidnapin ak tout krim k ap fèt nan sosyete a ».

Aba enpinite !
Aba kidnapin !
Viv dwa a lavi !

Stanley Lucas, le nouveau conseiller du président Martelly, accuse et menace !

Par Joël Léon

Depuis des années, l'analyste politique haïtien n'a jamais été autant gâté avec tant d'événements, les uns plus comiques que les autres, entre temps le pays se meurt. Le ridicule est au pouvoir. La bêtise s'impose. L'infamie revient au pas de galop. La démagogie est sur toutes les lèvres. Ajouter à tout cela, le machiavélisme international.

Le choix de Stanley Lucas comme conseiller spécial du président Martelly, lève le voile sur son orientation politique et définit sans équivoque sa présidence. C'est-à-dire l'idéologie politique, les choix stratégiques et surtout les limites démocratiques du régime. Les journalistes haïtiens tremblent d'effroi. Fidèle à la longue tradition extrême droitiste, le gouvernement s'enlise dans une perspective permanente de crise, car il faut un bouc émissaire pour culpabiliser l'échec annoncé. Jean B. Aristide doit être à nouveau immolé. L'ancien président reçoit chez lui des invités, cela fait la une de tous les médias de la république de Port-au-prince. L'homme a été président en deux fois, il est chef d'un grand parti de masse, homme politique par excellence, c'est normal qu'il rencontre des citoyens de son pays. Stanley Lucas, Sauveur Pierre Etienne, Michel Soukar…tous crient au complot. Paradoxalement, l'ancien dictateur Jean Claude Duvalier reçoit gentiment ses partisans chez lui. Philippe Vorbe, ancien joueur de football de la sélection nationale, Franck Romain, ancien colonel de l'armée et assassin de dizaines de citoyens haïtiens…tous défilent à la résidence privée de celui-ci. Personne n'en parle. Baby doc voyage partout, on n'a vraiment pas d'yeux pour le repérer. Martelly, adepte du duvaliérisme, reproduit fidèlement les manœuvres duvaliéristes en créant des événements comme ce qui s'est passé dans la deuxième ville du pays, le Cap-Haïtien. Donc, Martelly fait partie de la droite radicale et extrémiste.

Cependant, le gouvernement en place se présente plus comme un embrouille idéologique, version tiers-mondiste, qu'un régime classique défendant la réaction. En général, les régimes extrémistes de droite brandissent toujours une banderole nationaliste effrayante pour pouvoir exercer une mainmise totale sur les institutions et les hommes. Celui de Martelly est totalement différent, non seulement il perpétue voire renforce la politique vassale de son prédécesseur vis-à-vis du grand capital financier international, René Preval, mais l'accentue d'avantage en nommant à la commission intérimaire de reconstruction d'Haïti (CIRH) des hommes totalement acquis à l'ordre impérial.

Une autre caractéristique de la droite radicale est l'utilisation de la religion et de la morale comme instruments politiques de manipulation des masses. Martelly est l'antithèse de la religion et un adepte de l'obscénité. Toutefois, cela n'empêche pas qu'il soit embrassé par l'occident chrétien et certains opportunistes du protestantisme en Haïti.

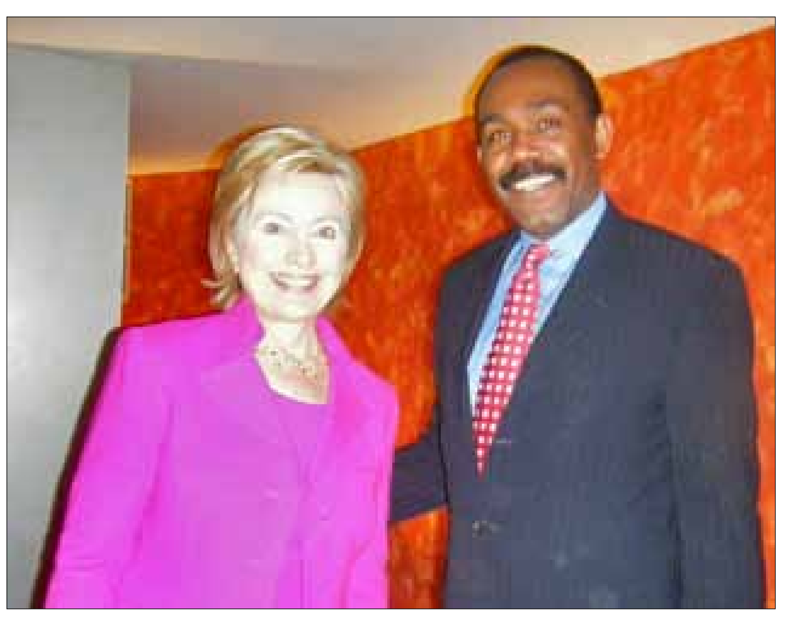
Là où le régime est fidèle à l'idéologie réactionnaire, c'est le mépris cultivé pour les institutions nationales. Le parlement haïtien est dans le collimateur de Martelly pour qu'il soit dissous. Des voix autorisées, dont celle de Stanley Lucas, réclament la tête des sénateurs les plus influents de l'institution, parce qu'ils sont inquiets de l'orientation gouvernementale et demandent des comptes. En termes clairs, ces sénateurs n'entendent plus être la caisse de résonance d'un régime antipopulaire. La justice haïtienne est domestiquée avec l'introduction de Josué Pierre-Louis au ministère de la justice comme ministre, mais sans en porter le titre.

L'anti- intellectualisme du président est connu de tous. Au cours de sa campagne électorale, il reprochait beaucoup à Myrlande Manigat, sa concurrente au deuxième tour, que les intellectuels n'ont rien fait pour le pays. De ce fait, il faut placer au pouvoir le plus vulgaire des incultes. En ce sens, Stanley Lucas, un apprenti anglo-saxon s'aventure dans une campagne active pour remplacer les éléments de la classe moyenne nationale par ceux de la diaspora. A travers une soi-disant « banque de curriculum vitae », Stanley Lucas continue de collecter des CV de cadres techniques de la diaspora avec l'idée de leur trouver des emplois bien payés en Haïti. Ces derniers temps, d'après une source digne de foi, ils mobilisent des dizaines de cadres de la diaspora sous ce label. Maintenant, on peut imaginer le pire avec sa nomination dans l'administration de Martelly. La question fondamentale est : qu'en sera-t-il des cadres indigènes nationaux qui, malgré vents et marées, restent dans le pays. Ils sont dans l'éducation comme enseignants et directeurs d'école, l'administration publique et privée… l'existence d'Haïti repose sur les épaules de la classe moyenne, spécifiquement les non corrompus. Maintenant, le conseiller spécial de Martelly veut les remplacer par d'autres cadres que le gouvernement sera obligé de payer en monnaie forte. Dans l'article « le retour à l'infamie d'avant 1946 », j'avais annoncé la révolte de la classe moyenne en un seul bloc, la colère monte déjà.

Le régime est autoritaire. L'arrogance du président est allée jusqu'à exiger des journalistes de se taire, publiquement. Des voix de la société civile s'élèvent avec force pour dénoncer la dérive dictatoriale de Sweet Mickey. Quelques jours après, il reprend le même refrain, responsabilisant la presse comme catalyseuse d'une campagne destructrice de l'image du pays à l'étranger. Ensuite, il y a l'incident du Cap-Haïtien. La réaction du président et de son équipe a été disproportionnée. Une bouteille a été lancée contre le cortège présidentiel, près de 40 innocents ont été arrimés puis transférés illégalement à Port-au-Prince, avant d'être relâchés plus tard, parce qu'il n'y avait rien à reprocher à ces pauvres malheureux qui vaquaient normalement à leurs activités quotidiennes.

Pendant que Martelly continue ses menaces contre la presse haïtienne, son entourage n'est pas différent. Un agent de la sécurité du président a saisi une voiture blindée qui devrait être allouée à l'ancien président Aristide, manu militari. D'autres agents se sont pris à des confrères journalistes photographes qui voulaient immortaliser le président dans l'un de ses moments de délire à travers une prise photographique. Les sbires du régime, largement dénoncés comme tortionnaires et cupides par une organisation défendant les droits de l'homme en Haïti, RNDDH, se font de plus en plus menaçants. D'ailleurs, ils composent l'essentiel de l'unité d'élite de la sécurité rapprochée du président. Maintenant, ils peuvent fusiller à leur guise parce que leurs signatures riment avec pouvoir.

La nomination de Lucas est une aberration. Cet homme n'a plus l'audience d'antan. Depuis sa mise à pied de l'IRI pour excès de zèle, l'homme de Jean Rabel ne fait que traîner sa bosse un peu partout à Washington en vue de trouver une nouvelle audience. A l'OEA, au cours d'une énième conférence sur Haïti, Stanley Lucas, prévu comme « keynote speaker » fut contesté par l'assistance à un point tel que les ayant-droit décidèrent de lui interdire de parler. Donc, l'homme est décrié. Certaines personnes de l'OEA soupçonnent que Stanley manipule les listes des invités en ajoutant des zombis comme faisant partie de son organisation pour faire croire aux dirigeants qu'elle compte beaucoup de membres. Il est sous haute surveillance. Au cours de cette même conférence, il photographia cavalièrement une consœur journaliste, qui avait l'habitude de jouer le rôle de porte-parole de l'ancien Jean B. Aristide pour la presse étrangère. C'était une forme claire d'intimidation.



Hillary Clinton et le conseiller spécial de Martelly, le très réactionnaire Stanley Lucas

Gérard Latortue décida de tenir Stanley Lucas à l'écart de son gouvernement après avoir reçu des informations concordantes sur la mauvaise réputation politique de l'homme. Apres avoir tournoyé à n'en plus finir autour du premier ministre defacto en envoyant des notes sous formes de propositions stériles au gouvernement intérimaire, qui restèrent sans suite, il gagna l'opposition, devenu très amer contre son camarade républicain. En attendant que le vent change d'air, il ne pardonnera jamais à Latortue son influence sur les frères Bush, gouverneur de l'état de Floride et président des Etats-Unis, pour l'avoir effacé sur la scène politique. Il entendait prendre sa revanche avec John Mc Cain lors des dernières présidentielles, un monsieur qu'il connaît personnellement. Celui-ci a été battu par Barack Obama ce qui a mis fin définitivement à ses rêves de devenir le plus grand valet de Washington en Haïti. Le laquais de Washington est à la tête d'une organisation bidon appelée « Washington Haïti Project », mais il est totalement isolé. Ses accointances au Congrès et au Sénat américains n'existent plus, certains ont pris leurs retraites dans les affaires, c'est le cas de Jesse Helmes et Porter Goss, les autres ont été battus par des démocrates au cours des dernières élections. C'est un tonneau vide qui est devant nous, les jeunes loups du parti républicain tournent le dos à la vieille garde. L'homme est politiquement mort. C'est pourquoi il s'envole de branche en branche afin de se poser quelque part. Martelly lui offert une sur un cabaret en or. Une récompense déméritée, parce qu'au commencement Stanley Lucas était contre les élections sous le gouvernement de Préval. Après avoir réalisé que parmi les crabes candidats Sweet Mickey était le mieux placé, il se ravisa pour prendre le train déjà en marche, donc il est un opportuniste.

Stanley Lucas a des ennemis politiques très puissants dans le milieu diplomatique américain en Haïti. Il est mal vu à l'ambassade des États-Unis à cause de sa bousculade dans les protocoles diplomatiques des années 2002, 2003 et 2004 contre l'ancien ambassadeur Brian Dean Curran. Stanley Lucas eut à déclarer aux leaders gnbistes de l'époque « c'est lui qui représente les vraies intentions de l'administration Bush en Haïti mais non l'ambassadeur ». Mr Brian, tellement indigné après cette histoire, a pris une retraite anticipée dans les affaires après 30 ans de carrière au service de son pays. D'après une ancienne connaissance, qui tient à garder l'anonymat, Stanley utilisa son influence de l'époque pour favoriser le financement de certaines organisations non gouvernementales proches de l'opposition en présentant des projets bidon. Et ceci, au détriment des autres ONG qui présentèrent des projets bien équilibrés. Dans ce secteur aussi, notamment l'USAID et autres, Stanley Lucas a des comptes à rendre. Sa fulgurante montée fut réalisée en faisant des victimes. De son passage à l'AFL-CIO au bas de Lalue pour s'imposer comme représentant tout-puissant de l'IRI il a bousculé des seniors qui, jusqu›à présent ne le lui pardonnent pas. Et, beaucoup d'entre eux sont encore en poste en Haïti. D'où la nécessité pour lui de rester dans son coin de Washington pour ne pas rendre compte de son opportunisme.

Personnellement, j'ai rencontré l'homme de Jean-Rabel au cours de l'année 1992 ou 1993. Il travaillait pour le compte de l'AFL-CIO, faisant partie d'une délégation qui contactait des organisations internationales en vue d'influencer la balance diplomatique contre les putschistes au pouvoir. J'étais présent lorsqu'un camarade cita le nom d'un américain qui travaillait pour le gouvernement de son pays. Il s'était brusquement énervé et mit prématurément fin à la réunion tout en suppliant le camarade de ne pas citer son nom avec le monsieur. En rencontrant l'américain, après l'incident, très curieux j'avais demandé qui était ce Stanley Lucas ? L'interlocuteur avait répondu que c'était un petit poisson voguant sur les hautes mers. Par la suite, j'ai appris qu'il avait supplanté tous les gros poissons pour s'imposer comme incontournable. Ces messieurs sont toujours en place en Haïti, donc rester dans un coin de Washington est sa seule option. Pourtant, il continue à faire savoir jusqu›à hier encore que ce sont les « chimères lavalas » qui lui feraient du mal, s'il mettait les pieds en Haïti. C'est faux !

Certains, jusqu›à présent se demandent qui sont les conseillers de Michel Martelly, c›est-à-dire leurs compétences et expériences dans les affaires. Parce que jamais, au grand jamais, le président n'aurait pas dû officiellement nommer un homme aussi décrié à un poste de pareille envergure. Il n'apportera rien que des complications pour le pouvoir. Il a déjà commencé. Le Jeudi 4 août 2011, Stanley Lucas à posté un texte sur Facebook, dans lequel il m'a accusé directement d'avoir pris part aux assassinats de journalistes haïtiens, notamment, Jean Dominique, Brignole Lindor…En bon revanchard, il a récidivé après avoir republié sur le net un article que j'avais écrit en 2009, sous le titre « Stanley Lucas, l'homme des occupants ». Beaucoup de confrères de la presse et amis personnels me conseillent de ne pas me rendre en Haïti, mon pays natal, de peur de ne plus me revoir comme ce fut le cas de Lovinsky Pierre Antoine. Donc, mon deuxième exil commence avec la nomination de Stanley Lucas comme conseiller spécial du président de la république. Ma famille vit dans la peur depuis lors, parce qu'on croit que l'homme est tout puissant.

En ma qualité de journaliste et penseur progressiste, la démarche de Stanley ne va pas me freiner. Ma foi dans une Haïti juste et démocratique est plus forte que les intimidations du conseiller du président. Toutefois, je tiens à mettre l'opinion publique haïtienne et mondiale au courant que depuis jeudi 4 Août une grande menace plane sur ma vie et celle de ma famille. Que Dieu nous protège !

Coupable économie basée sur le profit

Ce ne sont pas quelques individus, ni même un régime qui sont incapables mais toute l'économie basée sur le profit privé.

Par Nadine Lemoine

Un an et demi après le tremblement de terre, rien ou presque rien n'a été fait pour construire des logements pour les milliers de familles qui s'entassent dans des camps de toile. Les quartiers populaires restent des champs de ruine. Le choléra sévit, de façon endémique, non seulement dans des communes rurales éloignées de tout centre de soin, mais à Port au Prince, sur la zone industrielle elle-même. Mais comment pourrait-il en être autrement, alors que les fatras s'accumulent, les eaux usées et les déjections empestent les quartiers pauvres, qu'il est impossible de respecter les règles les plus élémentaires de l'hygiène ?



Carl Braun, le président du conseil d'administration de l'UNIBANK

Pendant que les classes pauvres s'enfoncent dans la misère aggravée par les destructions du séisme, s'intensifie autour d'Haïti la sarabande des affairistes grands et petits. La misère elle-même et les pires catastrophes sont transformées en source de profits. La reproduction par le journal « *Le Nouvelliste* » d'un discours de Carl Braun, président du conseil d'administration de l'UNIBANK, présenté par la rédaction comme « *l'un des plus grands financiers haïtiens des trente dernières années* », est significative. Devant ses collègues de la « Banque interaméricaine de développement », ce Monsieur rêve des affaires que l'on pourrait faire dans l'immobilier avec ce qu'il appelle les « classes moyennes » dont les logements ont subi des dégâts pendant le tremblement de terre. Ce financier ne prend évidemment pas en considération les besoins immenses des classes populaires en matière de logement. Il sait qu'elles ne sont pas solvables et ne le seront jamais. Manifestement, par le qualificatif de « classes moyennes » Carl Braun désigne ceux qui sont susceptibles de payer sinon aujourd'hui, du moins demain.

Car l'idée de génie de ce « gourou de la finance » est là : le crédit. Les banques ont trop de liquidités dont elles ne savent pas que faire. Un milliard de dollars de « surliquidités » dans les banques d'Haïti ! Il y a de quoi prêter, moyennant intérêts, évidemment à ceux qui pourront rembourser leurs emprunts. Et Carl Braun de faire miroiter l'intérêt de l'opération : les banquiers y gagneraient, les promoteurs aussi comme leurs compères de la spéculation immobilière. Et voilà le tremblement de terre devenu profitable !

Il n'y avait pas besoin des conseils d'un « gourou de la finance » pour qu'un certain nombre de bourgeois petits et moyens, possesseurs d'hôtels, de maisons de location de voitures, etc. se saisissent de l'aubaine constituée par l'afflux des ONG et des conseillers en tout genre pour louer à prix d'or. La pénurie de logement est une calamité pour qui en est victime mais une source de confortables bénéfices pour quelques-uns.

Ceux-là ne sont cependant que de petits charognards dans la meute. A côté d'eux, au dessus d'eux, il y a les grands fauves, ceux notamment du bâtiment et des travaux publics qui louchent vers les contrats qui leur permettraient de décrocher qui la réfection du Palais présidentiel, qui celle des ministères ou divers bâtiments publics, qui les installations aéroportuaires. Pour ceux-là, le mécanisme de l'accès à la mangeoire est différent ; mais la mangeoire est autrement plus remplie. Les Bouygues, les Venci de France et leurs concurrents américains ou canadiens savent que l'Etat haïtien est pauvre comme Job et que même le peu de recettes qu'il récupère, s'évapore dans la corruption généralisée. Cela ne fait rien, ce n'est pas sur l'Etat haïtien qu'ils comptent, mais sur leurs propres Etats respectifs. D'abord, pour décrocher le contrat. Puis, pour les financer. Chaque Etat tutélaire conditionne ce qu'il appelle « l'aide à Haïti » à la signature du contrat avec un groupe industriel sous sa protection. Cette aide à Haïti est en réalité une subvention à ses propres industriels.

Pour tout ce beau monde, le tremblement de terre et ses conséquences désastreuses pour la population ne sont que de la matière première pour leurs affaires, comme le pétrole pour les trusts pétroliers, le fer pour les barons de la sidérurgie, ou les actions et les créances sur les Etats pour les financiers. Cette branche spécifique et occasionnelle de l'économie engendre ses propres besoins, sécrète sa propre logique et attire ses grands et petits profiteurs. Jusque et y compris les ONGs diverses. L'« industrie de la charité » remplit un vide à défaut d'apporter de véritables solutions. Au moins, produit-elle quelques retombées pour la population pauvre. Ceux qui sont enfermés dans un camp de toile apprécient certes les quelques latrines que des ONGs installent ou les tours d'inspection sanitaire. Mais cela contribue à transformer le provisoire en définitif et consacre la condamnation d'une partie de la population démunie à être privée de logements en dur. La machine ronronne ainsi, les ONGs expatriées touchent des salaires confortables, roulent en 4x4 adaptées à des routes qu'on ne peut appeler ainsi qu'avec une imagination flamboyante, fournissent une clientèle pour la petite bourgeoisie de la restauration, de l'hôtellerie ou des supermarchés.

Par bonheur, ils embauchent aussi un peu. Reste pour la majorité des pauvres une nouvelle variante des bidonvilles, de nouvelles « Cité Soleil », à ceci près que la toile remplace la tôle et le carton, et que ces camps de concentration pour pauvres se situent non pas à la périphérie de la capitale, mais en son centre ; ne se prolongent pas par la mer ou des marécages mais butent sur la Faculté d'Ethnologie, le Palais présidentiel en ruine et l'élégant hôtel Le Plaza quand ils n'occupent pas les abords du stade Sylvio Cator. Mais pour le reste, les mêmes causes engendrent les mêmes effets : l'insécurité, la criminalité et la prostitution. Et les nouvelles « Cité Soleil » ont engendré leurs propres margoulins légaux ou illégaux, leurs propres maffias, leurs propres réseaux d'affaires et d'affairistes entre ceux qui vendent l'eau, de la nourriture ou proposent de remplacer votre tente en train de tomber en morceaux par des vrais « palais en toile », à condition que vous puissiez payer, bien sûr.

Une grande partie des milliards promis à Haïti au lendemain du tremblement de terre ont été volés avant même qu'ils parviennent aux prétendus destinataires ou du moins, n'ont jamais quitté les caisses des pays « généreux donateurs ». Ce qui reste alimente toute une économie qui profite avant tout à quelques grands groupes capitalistes intéressés par le business de la reconstruction mais avec des retombées pour toute une hiérarchie de profiteurs, grands et petits, légaux ou illégaux. Mais une économie qui ne sert en rien la population frappée par la catastrophe ou si peu, qui ne se traduit pas ou si peu par un véritable programme de reconstruction, en mieux, des infrastructures. Le contraste est révoltant entre les milliards d'aide brandis et l'image offerte par une capitale toujours en ruine, par l'agitation des affairistes et la

continued on p(15)

Gousse /Inité, la ligne de fracture

Par Catherine Charlemagne

Selon nos informations, jusqu'à la dernière minute du vote fatidique du groupe des 16, le Président de la République, Michel Joseph Martelly et toute l'équipe de la présidence croyaient encore qu'ils allaient gagner la partie devant le Parlement. Pendant la fameuse séance du 3 août, les hommes et les femmes du Président, peut-être ceux qui lui ont menti depuis le début sur l'éventualité d'avoir une majorité à l'Assemblée Nationale, tentaient à coup d'appels téléphoniques et de SMS de rallier à leurs causes des sénateurs récalcitrants. Mais l'on connaît la suite, rien n'y fit.

Le groupe des 16 a tenu jusqu'au bout. C'est une première pour le Sénat, qu'un groupe de parlementaires



Me. Bernard Gousse, en effet, s'étant révélé un rancunier et de ce fait, à travers sa longue lettre en guise de réaction à son rejet par l'assemblée des sénateurs, montre son vrai visage de politicien traditionnel haïtien qui croit que seule la force peut avoir raison de tout

puisse rester uni jusqu'au jour d'un vote crucial en dépit des pressions, menaces, chantages et des promesses mirobolantes venues de toutes parts. Comme nous l'avions écrit la semaine dernière, il y a et il y aura plusieurs leçons à tirer du choix et du rejet de Me. Bernard Gousse pour diriger la Primature. La première leçon consiste à comprendre les raisons du choix par le chef de l'Etat d'un personnage aussi controversé pour un poste aussi exposé politiquement devant le Parlement. Alors qu'il dispose en Haïti, selon ses propres déclarations, pas moins de dix millions d'haïtiens.

Donc cela veut-il dire que M. Gousse était le choix de cœur tout en sachant que raisonnablement et en dépit de toutes les mises en garde, le Premier ministre désigné n'avait aucune chance. C'est une interrogation. Or, on l'a vu, non seulement le Président avait mis tout son poids dans la balance pour obtenir l'agrégation de son ami mais il avait donné carte blanche au prétendant de négocier avec les sénateurs. Conclusion, ce choix était lui aussi idéologique. Me Bernard Gousse n'était en rien un choix politique ou de raison mais tout simplement du cœur, de conviction, de principe et d'idéologie.

Quand on sait qu'on peut transiger sur tout sauf sur les principes et sur les valeurs auxquels on croit, on comprend mieux après coup que la désignation de M. Gousse pour être chef de gouvernement d'une Administration présidée par Michel Joseph Martelly était mûrement réfléchie. C'est pour cela qu'aujourd'hui, on peut sérieusement parler d'aveuglement de l'équipe présidentielle et du comportement très peu politique du chef de l'Etat dans ce dossier. Et, probablement c'est la raison pour laquelle la plupart de ses conseillers lui ont effrontément menti quand ils le laissaient croire qu'il pouvait non seulement dégager une majorité au Sénat, mais mieux encore, disposer de cette majorité avec près de 18 sénateurs.

C'est là la première vraie erreur politique de Michel Martelly, se laisser guider par ce qu'il veut voir et conduire par ce qu'il veut entendre. Or, la politique et surtout la gestion d'Etat sont avant tout une affaire de raison, jamais de cœur encore moins de bon sentiment. Naturellement, dans certaines circonstances il est recommandé de suivre son instinct, mais s'agissant de gestion des choses publiques ou de la collectivité, les meilleures solutions restent la raison.

D'autres leçons qu'on peut tirer dans cette affaire, c'est le retour de M. Bernard Gousse sur la scène politique haïtienne. Finalement, on découvre la vraie personnalité de cet avocat à la réputation d'homme opiniâtre mais très peu politique en fin de compte. Me. Bernard Gousse, en effet, s'étant révélé un rancunier et de ce fait, à travers sa longue lettre en guise de réaction à son rejet par l'assemblée des sénateurs, montre son vrai visage de politicien traditionnel haïtien qui croit que seule la force peut avoir raison de tout. Ce qui nous paraît curieux pour

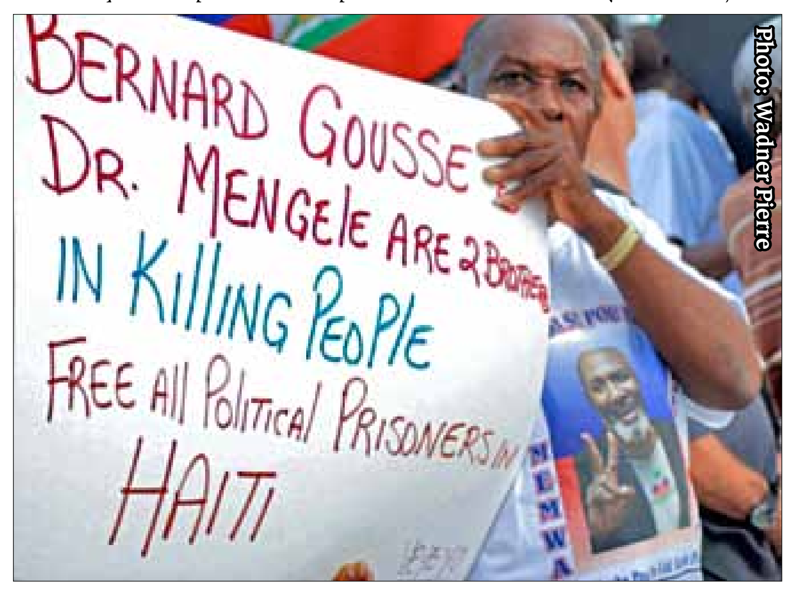


Photo: Wadner Pierre

quelqu'un ayant une formation d'avocat donc connaissant la force du verbe.

Mais en même temps, nous trouvons son attitude conforme de par son appartenance sociale et politique dans un pays où de tous les temps, il est inacceptable pour la majorité de la population de revendiquer ses droits, voire d'oser s'opposer à ses oppresseurs. La missive de Me. Bernard Gousse publiée dans le journal *Le Nouvelliste* à l'attention des seize sénateurs de *Inité* et alliés qui ont osé le défier et finalement stopper net son ascension au sommet du pouvoir est un pur chef-d'œuvre de littérature de la classe conservatrice haïtienne exprimant in fine son amertume voire son dégoût pour des gens des bas-fonds, de l'arrière pays ou du pays en-dehors.

Sur un ton moqueur, celui qui rêvait de s'emparer des clés de la Primature, remercie le groupe des 16 pour la publicité faite autour de son nom et se disant prêt à « *leur faire parvenir leurs honoraires s›ils me soumettent une facture pour un travail décidément bien fait* ». Sans oublier de traiter au passage les sénateurs, auteurs de son échec au Sénat, d'« *incompétents* » et de « *schizophrènes* ». Décidément, nous sommes très loin de faire la politique autrement. Et c'est triste de voir une personnalité d'une telle stature se laisser aller au niveau du plancher dans un débat dont l'origine étant politique qui se termine politiquement sans aucune attaque personnelle, en tout cas, en ce qui concerne les sénateurs.

Encore plus surprenant de la part de M. Gousse c'est quand, dans sa dite réaction intitulée « Promesses d'Avenir », il laisse sous-entendre qu'il se prépare à se lancer dans la politique active. Puisque selon ce qu'il a écrit, il ne laisse aucun doute sur sa décision : **« Le combat dans lequel je suis engagé dépasse désormais ma personne ; je ne peux l'abandonner. L'horizon de ce combat ne s'arrête pas à la question de premier ministre ».** Ce qui, d'ailleurs, est son droit le plus absolu dans la mesure où les parlementaires continuent de se battre pour la défense de la liberté d'opinion, de la démocratie, de la tolérance et du pluralisme politique dans une société qui ne soit pas prise en otage par un petit groupe de revanchards.

Il faut croire que ce vote des 16 sénateurs contre M. Gousse a eu un bon côté puisque cela a suscité des vocations auprès des personnalités et des hauts cadres du pays qui préfèrent toujours prendre le pouvoir soit par coup d'état soit par procuration. Ayant toujours refusé de solliciter le suffrage de la population par mépris d'aller à la rencontre de la masse populaire. Souhaitons que sa nouvelle signature « *Gousse Pi* **Rèd** » (GPR) ne soit pas une simple trouvaille intellectuelle inspirée par un homme vindicatif et meurtri par la déception voyant passer sous son nez l'occasion d'entrer vivant dans l'histoire.

Après le rejet de sa candidature par le groupe des 16, l'affaire aurait pu en rester là, s'il n'y avait pas eu ce courrier au vitriol dans lequel l'ancien ministre de la justice du gouvernement de Gérard Latortue (2004-2006) s'en prend vertement et maladroitement aux parlementaires. Ceux-ci ne se laisseront pas démonter. Par la même voie de transmission, ils ont répondu du tac au tac et avec un rare verbe politique nous rappelant le bon vieux temps des polémiques entre marxistes et anti-marxistes des années 60-70.

Les parlementaires qui se placent d'emblée dans le camp des masses populaires voient dans le discours de Me Bernard Gousse, « *un discours manichéen, opposition de l'axe du mal à l'axe du bien absolu, est propre au fascisme et au nazisme. On le retrouve dans les annales du Mussolinisme en Italie, de l'Hitlérisme en Allemagne et du Ku Klux Klan aux États-Unis comme dans le Duvaliérisme authentique* ». Ils se félicitent même d'avoir sauvé le pays d'une nouvelle hécatombe politique en faisant échec à l'arrivée de M. Bernard Gousse à la tête du gouvernement. « *La sortie de la catastrophe ne passera pas par un retour à l'autoritarisme, mais par un compromis honnête entre tous les acteurs nationaux…* », **écrivent-ils.**

On l'a vu, une ligne de fracture a belle et bien été dessinée à l'occasion du retour spectaculaire de M. Gousse au devant de la scène. Etait-ce voulu par le nouveau locataire du Palais National ou simple coïncidence dans une conjoncture politique très incertaine pour le pays ? Cette ligne de démarcation peut-elle servir de point de départ afin d'apporter une clarification idéologique au sein de la classe politique haïtienne ?

Nous l'espérons tous. On a tout de même remarqué l'alignement inattendu de certains sénateurs membres de l'Alternative au camp du Président de la République et même des déclarations favorables à l'actuel pouvoir de certains chefs des partis qui, autrefois, se réclamaient de la gauche. La vraie bataille pour former une réelle alternative aux forces conservatrices est peut-être en train de se mettre en place au Parlement. L'histoire peut nous réserver bien des surprises. Fort souvent, c'est dans les moments inattendus que les femmes et les hommes se révèlent et apportent des solutions à des problèmes qu'on croyait tous insolubles. Au point où l'on est aujourd'hui en Haïti, un miracle s'avère toujours possible.

C.C.

WikiLeaks Reveal:
U.S. and UN Supervised Integration of Coup-Making Ex-Soldiers into Haiti's Police


Tony Savino

Soldiers of the Haitian Armed Forces (FAdH) marching in 1991. After FAdH's dismantling in 1995, some soldiers joined the paramilitary "rebels" of the 2004 coup and then were recycled into the Haitian police

By Jeb Sprague

Throughout 2004 and 2005, Haiti's unelected *de facto* authorities, working alongside foreign officials, integrated at least 400 ex-army paramilitaries into the country's police force, secret U.S. Embassy cables reveal.

For a year and a half following the ouster of Haiti's elected government on Feb. 29, 2004, UN, OAS, and U.S. officials, in conjunction with post-coup Haitian authorities, vetted the country's new police force – officer by officer – integrating paramilitaries with the goal of both strengthening the force and providing an alternative "*career path*" for paramilitaries.

Hundreds of police considered loyal to President Jean-Bertrand Aristide's deposed government were purged. Some were jailed and a few killed, according to numerous sources interviewed.

At the same time, former soldiers from the disbanded Haitian Armed Forces (FAdH), who were assembled in a paramilitary "*rebel*" force which worked with the country's elite opposition to bring down Aristide, were stationed – officially and unofficially – in many towns across the country.

As part of this, an extrajudicial strike brigade was assembled in Pétion-Ville. It carried out brutal raids (sometimes alongside police), often several times a week, in the capital's coup-resisting neighborhoods, as documented in a November 2004 University of Miami human rights study.

The secret U.S. dispatches detailing the police force's overhaul were part of 1,918 Haiti-related cables obtained by the media organization WikiLeaks and provided to *Haïti Liberté*.

The cables show that UN and U.S. officials saw the program as a useful way to disarm and demobilize combatants, but the implications of providing coup-making paramilitaries with government security jobs have been hidden or ignored.

The cables also make clear that the US officials – using "*redlines*" and "*red flags*" – took on a leading role in the "*reforms,*" minutely following the process of repopulating Haiti's police.

Millions of dollars in funding for the demobilization and integration of the FAdH was gathered — mainly through the UN and the U.S. — but officials also looked to other governments for funding.

Immediately after the coup, the integration process was carried out by officials of the so-called Interim Government of Haiti (IGOH), under U.S., OAS and UN supervision. Then, starting in November 2004, a longer-term apparatus, the UN's DDR (Disarmament, Demobilization, and Reintegration) program, was set up. Part of its duties included a continued integration of some of the paramilitaries into the Haitian National Police (HNP).

The U.S. Embassy cables go into detail about the integration of paramilitaries into the HNP and other government agencies. One of the most revealing cables is titled "*Haiti's Northern Ex-Military Turn Over Weapons; Some to Enter National Police.*"

The Mar. 15, 2005 cable provides an overview of a gathering two days earlier in Cap-Haïtien attended by Haiti's *de facto* Prime Minister Gérard Latortue and the UN Secretary-General's Special Representative to Haiti, Juan Gabriel Valdès. The officials oversaw a "*symbolic disarmament,*" where more than "*300 members of Haiti's demobilized military in Cap-Haïtien*" turned in a token seven weapons and then boarded buses to the capital.

The UN and IGOH officials parked the paramilitaries at Port-au-Prince's Magistrates' School, where many other ex-soldiers were being placed.

The cable describes how previously high-level IGOH officials had made promises to the ex-FAdH paramilitaries. Some "*of the ex-soldiers in Cap-Haitien said they had been told by the PM's nephew and security advisor Youri Latortue and the PM's political advisor Paul Magloire that they would be admitted into the HNP,*" explained the cable by U.S. Ambassador James Foley. "*This raised a red-flag for us and the rest of the international community...*"

But at the Mar. 13 meeting, Gérard Latortue "*made clear this was not the case,*" telling the paramilitaries "*that integration into the HNP would be a possibility for some, but they had to understand that not everyone would make it into the police. Ex-soldiers not qualified for the HNP could be hired into other public administration positions (e.g., customs, border patrol, etc.),*" Foley wrote.

But the UN and IGOH authorities wanted to keep some of the ex-military together as a cohesive unit prepped for integration into the police, the cable reveals. The officials handed the matter over to UNOPS, a wing of the UN that focuses on project management and procurement services.

Accordingly, "*UNOPS has been working to relocate both the Managing Office [for Demobilized Military] and the approximately 80 individuals from the Magistrate's School to a former military camp in the Carrefour neighborhood outside of Port-au-Prince,*" wrote Foley. (In March 2011, the author visited an ex-FAdH-run training camp in the Carrefour area.)

UN and U.S. officials appear to have often focused on achieving symbolic successes like the "*demobilization*" of paramilitary forces. "*The symbolism of the ex-military disarming and leaving Haiti's second-largest city represents a significant breakthrough,*" Foley concluded in his Mar. 15 cable.

At the time, around 800 ex-military men were being housed in Port-au-Prince, with UN help.

Of the 400 former soldiers integrated into the police, about 200 came in 2004 from the 15th graduating class of HNP cadets (called a "*promotion*" in Haiti), and 200 from the 17th promotion in 2005, the cables say.

The number 200 was no coincidence. The Embassy had told the IGOH that "*the USG [U.S. Government] would not support more than 200 former military being included in Promotion 17*" because "*the USG was concerned that inclusion of ex-FADH in large numbers would detract from ongoing police reform measures; they therefore had to be closely scrutinized,*" a May 6, 2005 cable explains.

This cable also reveals Washington's dominance of the police force's reconstruction. In a meeting, the Embassy told the HNP's chief Léon Charles that "*the practice of allowing a class of people to receive special quotas for class enrollment (as had happened with the ex-FADH) had to end,*" wrote Foley. Dutifully, "*Charles agreed and stated that the practice would end immediately.*"

This did not mean that ex-soldiers wouldn't continue to be integrated, only that "*future recruitment drives would make no distinction with regard to the former military, but would also not discriminate against anyone for previous duty in the Haitian Armed Forces,*" Charles said, according to the cable.

An Apr. 5, 2005 cable explains that the 16th promotion of 370 HNP cadets included "*none of [those who] had a history of ex-FADH activity.*"

In another Mar. 15, 2005 cable entitled "*DG [Director General] Charles Update on Ex-FADH in the Haitian National Police,*" Foley outlined how the process of integration was occurring with new HNP cadet classes.

"*OAS officials charged with vetting police candidates reported approximately 400 ex-FADH candidates at the Police Academy on March 11 undergoing physical fitness testing,*" his cable explained. The men, who had just previously served in paramilitary squads around the country, were vying for 200 slots in the HNP. The cable explains that a number of such individuals had been hired in prior months.

Police chief Charles, stated "*that the ex-FADH from the 15th class who were rushed on to the streets last fall [of 2004] would return to class.*" It was clear that officials felt somewhat worried about the new men they were bringing into the police force, so they decided that the ex-FAdH cadets from the 17th promotion would, upon graduation, "*be deployed throughout Haiti on an individual basis and not as a group.*"

Charles added that, among the 200 ex-FAdH in the 15th promotion, most "*had been assigned to small stations in Port-au-Prince,*" adding that, "*although they were disciplined, they were older and physically slower.*"

OAS officials noted that Haitian police officials who were now assisting the OAS in its vetting process feared some of the former soldiers they were interviewing: "*HNP personnel assisting the OAS with the vetting program were afraid to interview some of the ex-FADH candidates out of concern they might be targeted if the panel disqualified an applicant.*"

The U.S. embassy closely supervised how Haitian *de facto* officials conducted the integration, worried about the impact of any failures. Foley was pleased that Charles was holding ex-soldiers to "*the same requirements as civilians for entrance into the HNP,*" a policy resulting from "*continuous pressure from us,*" he wrote in the Mar. 15 cable. But Foley worried about "*political pressures and decisions of PM [Gérard] Latortue, Justice Minister [Bernard] Gousse, and others,*" his cable reported.

"*We have raised this issue with them on countless occasions, pointing out the real danger the IGOH runs of losing international support for assistance to the HNP if the process of integrating ex-FADH into the police does not hew to the redlines we have laid down,*" Foley wrote.

Embassy officials, along with the OAS mission, would "*monitor the recruitment, testing, and training process, including a review of the written exam, test scores, and fitness results.*"

Ambassador Foley added that "*the pressure to bring ex-FADH into the HNP remains high.*" He was likely referring to the calls made by some of Haiti's most powerful right-wing politicians and businessmen, many having established relationships with the paramilitaries back when they were soldiers.

Furthermore, Chief Léon Charles was "*worried that others in the IGOH had made unrealistic promises to the*

continued on p(15)

New York:
During an All-Day Demonstration, Hundreds Demand "UN Out of Haiti!"


Kim Ives/Haïti Liberté

Scores of demonstrators rallied in front of the UN on Aug. 5 to demand an immediate end to the military occupation of Haiti

By Kim Ives

On August 5, Haitians and their international supporters held a boisterous eight-hour demonstration in front of the United Nations General Headquarters in Manhattan to demand the immediate withdrawal of UN occupation troops from Haiti and the payment of reparations to the families of the 6,000 Haitians who have now been killed by a cholera epidemic. The disease was imported into Haiti by UN troops last October.

Organizers estimate that a few hundred demonstrators cycled through the picket-line in Ralph Bunche Plaza during the course of the all-day demonstration, which began at 10 a.m. and ended at 6 p.m.. At any given time during the day, there were about 70 people holding signs and chanting anti-occupation slogans like "*UN Troops Out of Haiti Now!*" and "*Down with MINUSTAH!*", the acronym for the UN Mission to Stabilize Haiti.

A number of demonstrators paraded with symbolic card-boards coffins in front of others waving blue and red Haitian flags, as journalists photographed and filmed. On the side of the coffins, which were covered with images of skulls, one could read slogans like "*UN Troops Brought Cholera to Haiti!*" and "*Reparations Now for Cholera Victims!*"

The demonstration was called by a new committee called the "*Komite Sitwayen pou Pwoteksyon Ayisyen*" (KOSIPPA) or Citizens Committee for the Protection of Haitians. Numerous other Haitian community groups in the New York area supported the action, as well as U.S. groups like the International Action Center, the ANSWER Coalition, and the Newark-based Peoples Organization for Progress (POP).

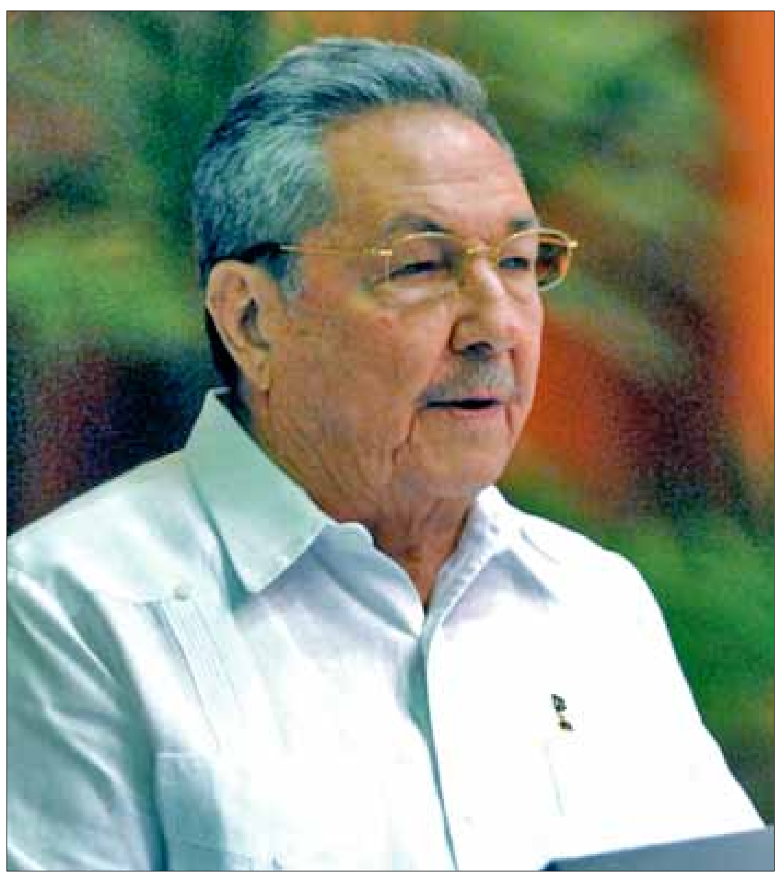
The MINUSTAH was first deployed in Haiti on June 1, 2004, to take over from U.S., French, and Canadian troops which occupied Haiti immediately following the February 29, 2004 coup d'état against former President Jean-Bertrand Aristide.

Generally, the UN Security Council renews MINUSTAH's mandate for one year every year. The last mandate expires on October 15, 2011, and most Haitians are demanding that it not be renewed.

However, Washington and its allies want to keep the occupation in place, even now after seven and a half years. "*A premature departure of MINUSTAH would leave the [Haitian] government...vulnerable to...resurgent populist and anti-market economy political forces—reversing gains of the last two years,*" wrote US Ambassador Janet Sanderson in an October 1, 2008 secret embassy cable obtained by WikiLeaks and provided to *Haïti Liberté*. MINUSTAH "*is an indispensable tool in realizing core USG [US government] policy interests in Haiti.*"

On July 28, 2011, the 96th anniversary of the 1915 U.S. Marine occupation of Haiti, a coalition of grassroots organizations also demonstrated in Port-au-Prince to demand an end to the UN occupation.

DISCOURS DE RAUL CASTRO À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU POUVOIR POPULAIRE !



Le général d'armée Raul Castro Ruz, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, prononçant une allocution à la 7e Période ordinaire de sessions de la 7e Législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le 1er août 2011



Une phase de la session de l'Assemblée nationale le 1er août 2011 dernier

Discours prononcé par le général d'armée Raul Castro Ruz, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, à la 7e Période ordinaire de sessions de la 7e Législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le 1er août 2011, « Année 53 de la Révolution »

Camarades :

Étant donné le nombre de réunions que nous avons tenu ces derniers jours, dont un Conseil des ministres élargi, la cérémonie nationale pour le 58e anniversaire du 26 Juillet, et le 2e Plénum du Comité central du Parti samedi dernier, en présence de beaucoup d'invités, je serai bref dans mon discours devant cette Assemblée, car je ne vais pas répéter tout ce qui a été dit à ces rencontres.

D'une part, au sein de leurs différentes commissions et à l'assemblée plénière, les députés ont analysé l'information détaillée sur l'évolution de l'économie pendant le premier semestre et les estimations pour le reste de l'année, et ils ont approuvé le rapport sur la liquidation du budget 2010.

Ils ont également été informés sur la constitution et le fonctionnement de la Commission permanente d'exécution et de développement, créée à partir des accords du 6e Congrès du Parti pour mener le processus d'actualisation du modèle économique cubain de façon harmonieuse et intégrale.

D'autre part, le Parlement a décidé aujourd'hui de soutenir et d'approuver, dans son esprit et dans sa lettre, les Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution, ce qui se traduira par un travail législatif accru afin de jeter les bases juridiques et institutionnelles en faveur des modifications fonctionnelles, structurelles et économiques du pays.

À cette même fin, l'Assemblée nationale a autorisé la réalisation de l'expérience dans les provinces d'Artemisa et Mayabeque dans l'intérêt de la séparation des fonctions entre les assemblées du Pouvoir populaire et les conseils d'administration, dans le but d'étudier cette expérience en vue de sa généralisation ultérieure, ce qui demandera préalablement d'introduire les modifications pertinentes dans la Constitution de la République.

Ce qui m'évite d'entrer dans les détails et me permet de me concentrer sur des aspects plus spécifiques.

Pendant le 1er semestre, l'économie s'est accrue de 1,9% par rapport à la même période de l'année dernière, et nous espérons boucler l'année avec une croissance de 2,9% du Produit intérieur brut, autrement connu comme PIB.

Même si les résultats peuvent être considérés comme positifs en général, les insuffisances persistent dans l'agriculture, les industries alimentaires, légères et de matériaux de construction à cause d'erreurs dans la planification et du manque d'intégralité dans la direction de ces branches de l'économie.

En dépit des insuffisances qui persistent, on peut affirmer que l'efficience énergétique nationale s'est améliorée. La production de pétrole brut a augmenté, et même si la production de gaz associé a légèrement baissé, le programme établi pour l'année devrait être respecté.

On est également parvenu à enrayer la détérioration de la production de sucre ; nous avons enregistré une croissance significative du nombre de touristes, et obtenu de meilleurs résultats dans plusieurs secteurs. Le pays a réussi à préserver un équilibre monétaire adéquat, et il existe un rapport favorable entre la productivité et le salaire moyen.

Le volume des exportations a augmenté, et celui des importations a baissé. Mais la situation des finances extérieures reste tendue, même si elle a été partiellement soulagée par les processus de restructuration de dettes avec nos principaux créanciers, ce qui a contribué à continuer de diminuer les retenues de transfert à l'étranger, et nous permet de confirmer que ces retenues seront définitivement supprimées avant la fin de l'année, comme l'a annoncé le ministre de l'Économie et de la Planification.

Nous persisterons dans la voie qui est la nôtre : rétablir la crédibilité internationale de l'économie cubaine.

Le Conseil des ministres, dans sa session du mois de juin dernier, a approuvé les lignes générales pour l'élaboration du plan de l'année prochaine, et qui devraient permettre de surmonter les incohérences et l'insuffisante conciliation, encore présentes.

En 2012, l'économie nationale continuera de subir les effets de la crise et de la hausse des prix des aliments annoncée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; les prix des combustibles et d'autres matières premières resteront élevés, et les restrictions pour obtenir de nouveaux financements subsisteront, de même que les effets du blocus des États-Unis.

Ces réalités nous obligent à accélérer le perfectionnement du travail de direction des organismes et d'autres institutions, à élever le niveau de formation des dirigeants pour transformer en réalité les Orientations de la politique économique et sociale du PCC et de la Révolution, en particulier pour renforcer le rôle de la comptabilité et du contrôle interne en tant qu'instruments irremplaçables de la gestion des entreprises et des contrats, un facteur décisif des différents acteurs de la vie économique de la nation.

Il faut absolument rétablir la discipline financière dans l'économie et en finir avec la superficialité et la négligence qui caractérisent la gestion, consistant à payer et à se faire payer.

En ce qui concerne les investissements, bien que des progrès ont été réalisés, il reste beaucoup à faire pour bannir l'improvisation et les grosses dépenses irrationnelles.

Je passe à un autre sujet. C'est en vertu des accords du 6e Congrès qu'a été créée la Commission permanente pour l'application et le développement des Orientations, appelée à mener à bien le processus d'actualisation du modèle économique, y compris le perfectionnement fonctionnel et structurel du gouvernement à toutes les instances. Cette Commission est chargée de proposer l'introduction, à brève échéance, de changements structurels dans diverses sphères de la vie économique du pays, et de procéder à la conceptualisation théorique intégrale de l'économie socialiste cubaine, une tâche qui, comme vous le savez, demandera beaucoup de temps et d'efforts.

Le Conseil des ministres a aussi approuvé la structure fonctionnelle de base initiale et la composition de cette Commission, et défini ses principes de travail, parmi lesquels il faut relever le fait que cette commission ne remplace pas la responsabilité institutionnelle des organes et des entités, que toutes les opinions sur un sujet ou une étude doivent être analysées et qu'en cas de non consensus, elles seront soumises aux instances supérieures.

Connaissant les Cubains et en raison de leur importance, je répète : toutes les opinions doivent être analysées, et en cas de non consensus, les divergences seront soumises aux instances supérieures, habilitées à décider, et nul ne peut l'interdire.

En marge des définitions organisationnelles associées au travail de la Commission, le gouvernement a progressivement adopté plusieurs décisions découlant du Projet d'orientation, dont un nouvel assouplissement du travail indépendant et de son régime d'impôts, l'adoption d'une politique, visant à simplifier le transfert de propriété des logements et des véhicules entre les citoyens, la politique bancaire et de crédits aux personnes naturelles, y compris aux travailleurs indépendants, la définition des bases pour l'élaboration de la nouvelle Loi sur l'impôt, et pour la réduction du prix du matériel, destiné aux producteurs agricoles, et la commercialisation de matériel divers dont la vente n'était pas autorisée, ainsi que les ventes en gros de produits agricoles pour répondre à la demande de formes non étatiques de gestion.

Nous continuerons d'étudier une autre série de mesures afin qu'elles soient appliquées dans les prochains mois, et sur lesquelles je ne vais pas m'étendre ici vu l'information fournie à cette session de l'Assemblée.

Je vais parler maintenant d'un triste incident provoqué par des erreurs dans l'application de la politique des cadres et dans les rapports avec la religion, qui a amené au limogeage d'une camarade qui affichait de bons résultats dans son travail. Si j'aborde publiquement cette question, c'est pour que l'injustice soit réparée, et pour vous présenter un exemple éloquent du tort que peuvent causer aux personnes et à la Révolution des concepts obsolètes et de surcroît, contraires à la légalité, des concepts ancrés dans la mentalité de nombreux dirigeants à tous les niveaux.



Une manifestation aux Etats-Unis, demandant au gouvernement d'Obama de mettre immédiatement fin au traitement injuste et illégal administré aux 5 héros cubains



Continuer d'éliminer n'importe quel préjugé, empêchant d'unir dans la vertu et dans la défense de notre Révolution, toutes et tous les Cubains, croyants ou non…



Le président cubain Raul Castro saluant son homologue de la République bolivarienne du Venezuela, Hugo Chavez Frias pour son anniversaire

Cette camarade, dont je ne citerai pas le nom, ni celui de son centre de travail ou de sa province, non pas dans un souci de secrétisme inutile, mais par respect pour sa vie privée, est d'origines humbles, mariée, mère de deux enfants qui, comme elle, sont militants du Parti, tout comme son mari à la retraite. Cette camarade au parcours professionnel remarquable a été victime de la mentalité régnante, à différents niveaux du Parti et de l'État, parce qu'elle professe des croyances religieuses et se rendait le dimanche à la messe à l'église de sa commune.

Il a été jugé malhonnête qu'en sa qualité de militante du Parti et de cadre de l'administration, elle n'ait pas informé de ses croyances religieuses, ce que, soit dit en passant, elle n'était pas tenue de faire et qui constitue une violation flagrante des droits des citoyens consacrés dans la Constitution de la République, dont l'article 43 sur cette question stipule: « L'Etat consacre le droit conquis par la Révolution, selon lequel les citoyens, sans distinction de race, de couleur de peau, de sexe, de croyances religieuses, d'origine nationale et n'importe quelle autre chose préjudiciable à la dignité humaine :

– ont accès, selon leurs mérites et leurs capacités, à toutes les charges et à tous les emplois de l'État, de l'Administration publique, de la production et de la prestation de services… » (Fin de la citation).

C'est ainsi que cette décision de la limoger de son poste a été masquée par l'application de la mesure « libération pour cause de rénovation », en avançant le prétexte que malgré ses excellents résultats on ne lui voyait aucune possibilité de promotion, et qu'elle devrait céder son poste à un autre camarade. Pour compliquer encore plus la situation, ils ont donné l'instruction de ne pas faire allusion à la question religieuse dans son centre de travail ni au sein de la cellule du Parti au moment de parler de son remplacement.

Ceci s'est produit en février de cette année. Elle a commencé à travailler ailleurs, en perdant 40% de son salaire, elle a continué à militer au Parti et s'est résignée en silence à la douleur de l'injustice dont elle avait été victime, jusqu'à ce qu'après avoir lu le rapport central du 6e Congrès du Parti, le deuxième jour de cette réunion, elle a décidé, le 17 avril, de porter sa plainte auprès du président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, ce qui a donné lieu à une enquête qui a confirmé ses dires.

Bien entendu, si elle le souhaite, cette camarade, doit être réintégrée à son poste, comme l'a proposé à l'instance des autorités gouvernementales concernées le 2e Plénum du Comité central le 30 juillet dernier, et en marge de sa décision, strictement personnelle, que ces paroles puissent servir d'acte de revendication morale.

Ceci dit, quelle leçon pouvons-nous tirer de cette expérience amère et du tort causé à une famille cubaine par des attitudes basées sur une mentalité archaïque, alimentée par la simulation et l'opportunisme ? J'ai rappelé plus d'une fois que notre pire ennemi n'était pas l'impérialisme, et encore moins les gens qui travaillent à sa solde sur notre territoire. Ce sont nos propres erreurs, et que si ces erreurs sont analysées en profondeur et avec honnêteté, elles nous serviront de leçon pour ne pas les répéter. En conséquence, il nous faut revoir toute cette vision étroite et excluante, définitivement, et l'adapter à la réalité émanant des accords du 4e Congrès de 1991 qui ont modifié l'interprétation des statuts qui limitaient l'entrée au parti des révolutionnaires croyants, et des accords du 6e Congrès du Parti que nous venons de tenir. Il y a longtemps que notre Révolution a surmonté le théâtre de confrontation avec certaines des institutions religieuses, une étape pendant laquelle les deux parties ont commis des excès plus ou moins importants. Nous n'ignorons pas non plus les aspirations de l'ennemi d'attiser l'affrontement et la méfiance entre les croyants et le processus révolutionnaire. Des calculs qui se sont avérés faux car dès les premiers moments l'immense majorité des Cubains humbles et croyants ont appuyé la Révolution.

Ceux qui ont encore des doutes à ce sujet peuvent jeter un coup d'œil au Plan Bush (fils) pour la transition à Cuba qui, que nous sachions, n'a toujours pas été dérogé, et au rôle que l'on cherche à donner à toutes les organisations religieuses dans sa stratégie subversive contre notre pays. Malgré les revers essuyés, nous savons qu'ils n'ont pas renoncé à leurs intentions.

Fidel s'est maintes fois référé à cette question depuis des dizaines d'années, et plus récemment dans le Rapport central au Congrès du Parti, où il a lancé un appel – je cite – : « Continuer d'éliminer n'importe quel préjugé empêchant d'unir dans la vertu et dans la défense de notre Révolution toutes et tous les Cubains, croyants ou non… » (Fin de la citation).

C'est pourquoi je ne crois pas nécessaire d'abonder dans ce sens. J'aimerais seulement attirer l'attention sur le fait que des attitudes comme celles que j'ai critiquées ici attentent contre notre principale arme pour consolider l'indépendance et la souveraineté nationale, autrement dit l'Unité de la Nation.

Ce genre d'incident confirme, une fois de plus, que le plus grand obstacle auquel nous nous heurtons dans l'exécution des accords du 6e Congrès est la barrière psychologique générée par l'inertie, l'immobilisme, la simulation ou la duplicité, l'indifférence et l'insensibilité, que nous nous devons de dépasser avec constance et fermeté. Et ce travail revient en premier lieu aux dirigeants du Parti, de l'État et du gouvernement aux différentes instances nationales, provinciales et municipales.

Nous serons patients et persévérants face aux résistances aux changements, qu'elles soient conscientes ou non. Je préviens que toute résistance bureaucratique à la stricte exécution des accords du Congrès, qui ont été appuyés massivement par le peuple, sera inutile.

Je n'ai jamais été partisan ni de la précipitation, ni des changements brusques. Je préfère mille fois raisonner, convaincre, éduquer et additionner que sanctionner. Mais face aux violations de la Constitution et de la légalité établie, il n'y a pas d'autre alternative que de recourir au Ministère public et aux tribunaux, comme nous avons commencé à le faire, afin d'exiger des comptes aux infracteurs, quels qu'ils soient, car tous les Cubains sans exception sont égaux devant la loi.

Si nous ne changeons pas les mentalités, nous serons incapables de mener à bien les changements nécessaires pour assurer la durabilité où, ce qui revient au même, l'irrévocabilité du caractère socialiste et du système politique et social consacrés dans la Constitution de la République.

Nettoyons nos têtes de toutes sortes de bêtises. N'oubliez pas que la première décennie du XXIe siècle est passée, et c'est le moment.

Dans mon discours de clôture d'avant-hier devant les membres du Comité central et les invités, en abordant le sujet et en leur suggérant de soulever ces questions ici, comme je l'ai fait, je signalais que cette camarade était née – d'après mes informations – en janvier 1953. J'ai rappelé ensuite que c'était l'année de l'attaque de la caserne Moncada, et j'ai dit aux membres du Comité central : « Je ne suis pas allé à la Moncada pour cela ! » *(Applaudissements).*

J'ai aussi rappelé que le 30 juillet, le jour de la réunion dont je parle, c'était le 54e anniversaire de l'assassinat de Frank Pais et de son fidèle compagnon Raul Pujol. J'avais connu Frank au Mexique, je l'avais revu dans la Sierra Maestra, et je ne me souviens pas d'avoir connu une âme aussi pure. C'était un jeune extrêmement courageux, révolutionnaire, noble et modeste. En m'adressant à l'un des responsables de cette injustice qui avait été commise, je lui ai dit *: « Frank croyait en Dieu et pratiquait sa religion, et que je sache, jamais il ne cessa de le faire. Comment auriez-vous procédé avec Frank Pais ?* »

J'aborderai maintenant une autre question de notre actualité. Dans le cadre des mesures à l'examen, visant à réduire le nombre de prohibitions et de réglementations adoptées à d'autres moments du processus révolutionnaire – des mesures de légitime défense face aux agressions auxquelles nous avons été soumis pendant plus de 50 ans – et aussi pour modifier plusieurs décisions qui, dans des circonstances données, ont joué leur rôle et sont restées ensuite en vigueur sans qu'elles soient nécessaires. Je profite de l'occasion pour informer les députés et les citoyens que nous sommes attelés à l'actualisation de la politique migratoire en vigueur, et que nous avons progressé dans la reformulation et l'élaboration d'un ensemble de normes de réglementation dans cette sphère, en les adaptant aux conditions du présent et de l'avenir prévisible.

Nous faisons ce pas comme une contribution à l'élargissement des liens de la nation avec la communauté d'émigrés, dont la composition a radicalement changé par rapport aux premières décennies de la Révolution lorsque le gouvernement des États-Unis offrit un abri aux criminels de la dictature de Batista, à des terroristes et à des traîtres en tout genre, et encouragea la fuite de cerveaux pour saigner le pays. Rappelons, pour ne citer qu'un exemple, que sur les 6 000 médecins qu'il y avait à Cuba au triomphe de la Révolution en 1959, la moitié – 3 000 – partirent à l'étranger.

Aujourd'hui, les émigrés cubains, dans leur écrasante majorité, le sont pour des raisons économiques, même si un petit nombre d'entre eux se prétendent encore victimes de persécutions politiques, ceci pour s'attirer des adeptes et les sympathies de leurs sponsors à l'étranger, ou justifier l'abandon d'une mission ou d'un contrat. Mais le fait est qu'ils préservent presque tous leur amour pour la famille et la patrie qui les a vus naître, et manifestent de différentes manières leur solidarité envers leurs compatriotes.

L'espoir d'améliorer le niveau de vie constitue le principal objectif des mouvements migratoires, pas seulement à Cuba, mais à l'échelle mondiale, encouragés en plus par le vol éhonté de cerveaux auquel se livrent les pays puissants au détriment du développement du tiers monde.

Dans notre cas, nous ne pouvons pas oublier que nous sommes le seul pays de la planète dont les habitants se voient accorder le permis de séjour et de travail en territoire étasunien, sans besoin de visa, en vertu de la Loi criminelle d'Ajustement cubain en vigueur depuis 1966, il y a 45 ans, et de ladite « politique des pieds secs et des pieds mouillés » qui encourage le trafic de personnes et a provoqué de nombreuses morts innocentes.

Pendant longtemps, ce sujet sensible a fait l'objet d'une manipulation politique et médiatique qui a pour but de dénigrer la Révolution et de la brouiller avec les Cubains qui vivent à l'étranger.

Personne dans la grande presse internationale ne parle de la Loi d'Ajustement. C'est comme si elle n'existait pas. Les ressortissants cubains seraient, d'après les mensonges mille fois répétés, des « exilés politiques » qui fuient le communisme. Autrement dit, selon eux, les Cubains « s'échappent » de Cuba, alors qu'ailleurs les gens émigrent.

Qu'adviendrait-il si une loi d'ajustement latino-américaine, asiatique ou africaine était appliquée aux États-Unis ou dans l'Union européenne ? La réponse est évidente. Voyez le mur gigantesque érigé au Mexique, et les milliers de morts qui ont lieu chaque année dans des déserts et des mers proches des centres du pouvoir mondial.

Logiquement, l'assouplissement de la politique migratoire prendra en compte le droit de l'État cubain de se défendre des plans d'ingérence et de subversion du gouvernement étasunien et de ses alliés, et il y aura des contre-mesures raisonnables pour préserver le capital humain créé par la Révolution face au vol de talents auquel se livrent les puissants.

Jusqu'ici le sujet de l'émigration

Par ailleurs, l'occasion est propice pour, au nom des députés de l'Assemblée nationale et de tout le peuple cubain, transmettre au président de la République bolivarienne du Venezuela, le camarade Hugo Chavez Frias, nos félicitations pour son anniversaire (Applaudissements), et lui faire part de notre admiration pour son exemplaire esprit de lutte contre l'adversité, comme le font les vrais révolutionnaires, et lui dire que nous avons pleinement confiance qu'il vaincra cette nouvelle épreuve que lui a imposée la vie.

Finalement, cette session de l'Assemblée nationale a commencé par l'adoption, par acclamation des députés, d'un accord demandant au gouvernement des États-Unis de mettre immédiatement fin au traitement injuste et illégal réservé à Gerrardo Hernandez Nordelo, et exhortant à augmenter la solidarité des parlementaires et des gens honnêtes de toute la planète jusqu'à obtenir la libération de nos Cinq héros et leur retour inconditionnel dans la patrie. C'est précisément avec ce sujet que j'aimerais conclure mon discours, en leur envoyant une grande accolade et en leur faisant part de la décision inébranlable de notre peuple de ne jamais céder dans la lutte pour votre liberté.

C'est tout.

Merci beaucoup (Applaudissements)

Des “indignés” à New York

Par Reynaldo Henquen

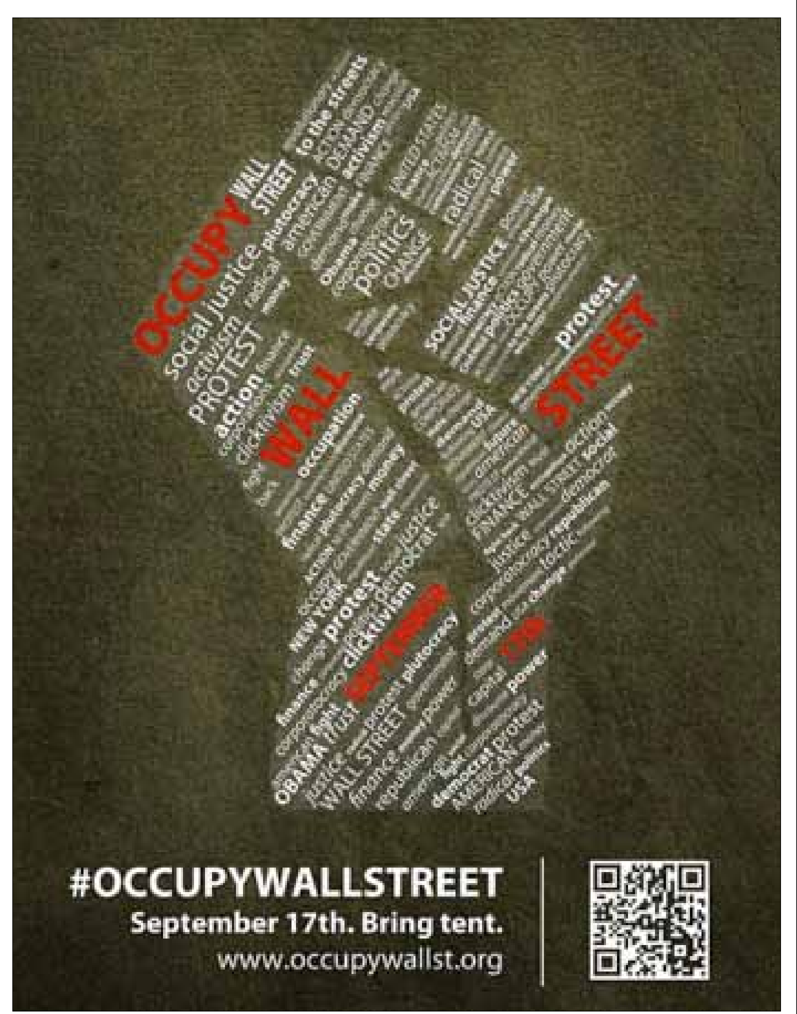
Dans la même mesure où la pauvreté se généralise à cause de la crise imparable du capitalisme, le dit mouvement des “indignés” le fait aussi. Il a traversé l’atlantique et s’apprête à occuper le coeur des finances mondiales, Wall Street, la fameuse “rue du mur” dans la ville de New York.

Ainsi, alors que sur les places de Madrid, Barcelone et d’autres villes espagnoles les manifestants jouent à cache-cache avec les policiers envoyés par le gouvernement pour essayer d’apaiser par la force, la flamme allumée par ses politiques, à New York, les gens commencent à se mobiliser.

Des raisons de se préoccuper ne manquent pas. Il faudra voir quelles sont les conséquences de l’accord passé entre Barack Obama et les leaders des chambres du congrès au sujet du plafond de la dette publique étasunienne.

Comme nous l’avions dit dans un commentaire précédent, la capacité d’endettement s’élèvera, mais la Maison Blanche s’est engagée à entreprendre des mesures pour obtenir une baisse rapide du déficit budgétaire, mesures qui n’incluent pas l’augmentation des impôts aux plus riches.

Suite à la page (16)



L’initiative “Prenons Wall Street”, entend réunir des milliers de personnes dans cette rue qui est le symbole du système financier capitaliste

Communiqué du Parti communiste d'Israël



Des milliers de manifestants brandissant des drapeaux rouges et des banderoles du Hadash [Alliance politique menée par le Parti communiste] : « Le peuple avant les profits » et « Le gouvernement contre le peuple – Le peuple contre le gouvernement »

Plus de 150 000 personnes sont descendues dans la rue samedi soir pour protester contre l’escalade du coût de la vie en Israël, contre le gouvernement Netanyahu et [en faveur de] la justice sociale. Des défilés et des rassemblements ont eu lieu dans onze villes du pays, avec les plus importantes à Tel-Aviv, Jerusalem, Be’er Sheva et Haifa. Les manifestants scandaient «le peuple demande la justice sociale», «Bibi (Benyamin Netanyahu) go home !» et «nous voulons la justice, pas la charité.»

La manifestation la plus massive eut lieu à Tel-Aviv, où 120 000 manifestants ont défilé depuis la place HaBima jusqu’au musée de Tel-Aviv. Des milliers de manifestants brandissant des drapeaux rouges et des banderoles du Hadash [Alliance politique menée par le Parti communiste]: «Le peuple avant les profits » et « Le gouvernement contre le peuple – Le peuple contre le gouvernement».« Nous sommes très contents de voir le peuple Israélien descendre dans la rue », a déclaré Yonatan Levy, un des organisateurs. « Nous avons été étonnés de voir tout au long de la journée que les questions soulevées dans les divers rassemblements et campements qui ont émaillé le pays ne sont pas si éloignés

Suite à la page (16)

La France à l’ONU: «Une puissance intéressée»

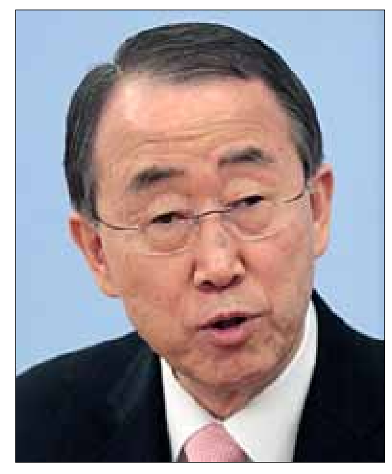
Par David Mauger

Tandis que Ban Ki-Moon commence son second mandat de secrétaire général des Nations unies, son représentant spécial en Côte d’Ivoire, Young- Jin Choi – qui s’était dépêché de régulariser l’élection d’Alassane Ouattara en décembre - est remplacé par le Néerlandais Bert Koenders.

Grâce à Wikileaks (télégramme 05THEHAGUE2309 et Billets n°198), on sait que la diplomatie américaine apprécie beaucoup le volontarisme des Pays-Bas à intervenir sur les différents théâtres d’opération - Irak, Afghanistan. L’État- major de l’armée néerlandaise disait en 2005 « envisager d’étendre leur implication militaire en Afrique », ciblant explicitement la zone des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, l'est de la RDC), le Botswana, la Zambie et la Côte d’Ivoire, pour y « ajouter des yeux et des oreilles sur le terrain ».

Le diplomate américain ajoutait que « les Néerlandais sont les quatrièmes plus grands fournisseurs de programmes d’aide en Afrique ».

Quant aux Français, ils ne sont pas les derniers dans les remaniements en cours. InnerCityPress (le 9 juin) a rapporté qu’avant sa réélection, Ban Ki-Moon avait promis de reprendre un Français à la tête du Département des Opérations de maintien



Ban Ki-Moon avait promis de reprendre un Français à la tête du Département des Opérations de maintien de la paix (DPKO)

de la paix (DPKO).

Après Bernard Miyet (1997-2000), Jean-Marie Guéhenno (2000- 2008) et Alain Le Roy (2008-...), qui cédera sa place d’ici fin août, c’est, selon des sources à l’ONU citées par Inner City Press, Éric Chevalier, qui devrait allonger la liste des diplomates français à la tête de ce département. Très proche de Kouchner – dont il a été le conseiller pendant plus de dix ans – Chevalier est l’actuel ambassadeur de France en Syrie. Le départ de Le Roy n’est peut-être pas étranger à certaines fuites de documents du département qu'il dirige.

Inner City Press ajoute que Kofi Annan avait fait la même promesse que Ban Ki- Moon avant d’obtenir, lui aussi, son second mandat. C’était Jean-Marie Guéhenno qui avait été nommé. Après ses huit années à la tête du DPKO (2000-2008), Guéhenno figurerait aujourd’hui encore sur le registre du personnel de l’ONU ! Ce département est depuis quatorze ans aux mains de la France, sur dix-neuf ans d’existence. Son budget annuel atteint 7,8 milliards de dollars, dont 5,2 milliards pour des missions en Afrique.

Un télégramme édité par Wikileaks (06PARIS1720) confirme le rôle crucial de Paris dans les interventions des Nations unies en Afrique. Dans une « confession » de mars 2006, recueillie par l’ambassadeur des Etats- Unis à Paris, l’ex-ministre de la défense Alain Richard (1997-2002, sous Jospin) « [critiquait] la façon dont la communauté internationale et l’ONU (et spécialement Kofi Annan) « dépendaient de la France » (et à un degré moindre, le Royaume Uni) pour s’occuper des problèmes en Afrique. »

Le poids de la France à l’ONU sur certaines zones géographiques porte un nom, celui de « Puissance intéressée » (« Power concerned » en anglais). Dans le jargon diplomatique, ce terme désigne la puissance qui administre un « territoire non autonome » (« non-self-governing territory ») et se trouve chargée de transmettre les informations concernant celui-ci.

En 1946, la France s’est trouvée dans ce rôle concernant ses « colonies ». Et ça continue…

Billets d’Afrique Juillet Août 2011

Entretien avec Samuel F. Hart, ambassadeur des États-Unis

Par Silvia Cattori

(Deuxième partie et fin)

Ceux qui le peuvent ont l’obligation de se dresser contre l’oppression des plus faibles.

Samuel F. Hart, 77 ans, un ambassadeur états-unien à la retraite, était l’un parmi quelques trois cents participants à la « Flottille de la Liberté II » attendant à Athènes que le gouvernement grec l’autorise à appareiller pour Gaza. Humble et discret, le regard bleu intense, M. Hart a répondu aux questions de Silvia Cattori. Il a exprimé sans hésiter ce que tout politicien honnête, ou tout diplomate, devrait être capable d’exprimer, mais ne vous dit généralement pas.

Silvia Cattori: La plupart des gens, à cette époque, ne comprenaient pas ce qu’était Israël. Mais les dirigeants que nous connaissons aujourd’hui - Barak, Netanyahou, Sharon - nous avons appris à savoir avec quelle brutalité ils agissent. Les dirigeants que vous avez rencontrés à cette époque étaient-ils du même genre, aussi brutaux, aussi cruels ?

Samuel F. Hart: Un peu d’histoire au sujet de Begin. Sa préoccupation essentielle était psychologie de la population israélienne. Et on peut comprendre jusqu’à un certain point pourquoi. Mais lorsqu’il s’agit de Netanyahou ou de Sharon, la question devient: quels moyens utilisez-vous pour arriver à vos fins ?

Begin était le chef de l’Irgoun qui a capturé deux soldats britanniques à l’époque du mandat, les a exécutés, et les a pendus la tête en bas en piégeant leurs corps avec des explosifs en représailles contre les Britanniques pour avoir capturé des membres de l’Irgoun. Il avait donc du sang sur les mains.



Samuel F. Hart, ambassadeur des États-Unis

Shamir était le chef du « gang Stern », qui a fait sauter l’Hôtel King David. Sharon a toujours été un soldat. Et son attitude envers les ennemis était : nous ne faisons pas de prisonniers, nous ne montrons aucune pitié. Ce n’était pas un mauvais soldat si vous l’aviez à vos côtés, mais personne ne l’aurait jamais appelé un humanitaire. Pour tous ces hommes, une vie israélienne innocente a toujours valu la vie d’une multitude, d’une infinité peut-être, de non-Israéliens innocents.

Est-ce que cela a toujours été ainsi? Non. En fait avant eux, avant la montée du Likoud au pouvoir,

Suite à la page (16)

Sénat de la République : le groupe des 16 justifie sa position

Par Yves Pierre-Louis

Après le rejet de Bernard Honorat Gousse comme Premier Ministre au Sénat de la République, le mardi 2 Aout 2011, pour des raisons d'ordre politique, avancent les parlementaires, le combat continue sous d'autres formes, tant par la parole que par écrits publics. Le Premier ministre désigné par le président Martelly puis évincé par les sénateurs de la République, Bernard Gousse n'a pas tardé à réagir. Dans une lettre rendue publique, le mercredi 3 Aout, il a écrit : « *Ma désignation a soulevé un débat public salutaire où les forces saines de la population se sont exprimées en faveur du bien, de la vie, de l'éducation, contre le mal absolu incarné dans une barbarie s'étant abattue éhontément sur les bébés, les femmes âgées, les petites marchandes et les ouvriers.* »

De là, Bernard Gousse a parlé des forces saines de la population. Certainement il faisait allusion aux néo-duvaliéristes et aux GNBistes qui se sont mis du côté de la bourgeoisie, constituant un système macouto-bourgeois pour terroriser la classe défavorisée des quartiers populaires, exploiter les travailleurs, voler les deniers publics, hypothéquer la souveraineté nationale. Rappelons pour l'histoire que Bernard Gousse fut le ministre de la Justice et de la Sécurité Publique du Premier ministre, Gérard Latortue, le chef du gouvernement, qui a signé l'accord entre l'organisation des Nations Unies et le gouvernement de facto haïtien qui mit Haïti sous l'occupation des forces étrangères. Alors qu'aujourd'hui les soldats de l'ONU ont introduit l'épidémie de Choléra qui a déjà tué plus de 7 mille Haïtiens et qui continue de faire rage dans le pays.


Le Président Michel Martelly


Le président du Sénat, Rodolph Joazil

Malgré la bataille déclarée d'un représentant arrogant et présomptueux du camp macouto-bourgeois, les honorables sénateurs du groupe des 16 n'entendent pas baisser les bras. Dans des lettres et des déclarations responsives, des sénateurs ont clairement fustigé Bernard Gousse comme un prédateur des droits humains en Haïti au cours des années 2004 et 2005. Et même Martelly l'a reconnu car au cours d'une entrevue diffusée le lundi 8 Août 2011 à la télévision de Radio Canada, il a fait savoir que « *dans le cas de M. Gousse, il y a eu, un petit problème puisqu'il y avait un conflit entre certains parlementaires et le Premier Ministre désigné dans les années passées, c'est peut-être la raison pour laquelle M. Gousse n'a pas été ratifié.* »

Dans une lettre ouverte au président Martelly, le sénateur du Plateau Central, Simon Desras a réaffirmé sa position « *...si je devais le refaire, je revoterais de la même façon et sans doute de manière encore plus convaincue que je ne l'ai fait il y a de cela quelques jours, ayant désormais obtenu de Me. Gousse lui-même, l'indéniable confirmation qu'il n'est définitivement pas le rassembleur qu'il nous faut à ce carrefour. D'ailleurs sa rage schizophrène à l'endroit des parlementaires qu'il tentait à peine vingt-quatre heure plus tôt de ramener en endossant les valeurs de tolérance et de compromis politiques de Nelson Mandela montre qu'il est et demeure un homme vindicatif comme nous le craignions. La vérité [...] est tout simplement, que Me. Gousse n'a pas su convaincre les parlementaires dont je fais partie, qu'il était cet homme empreint de sagesse et de pragmatisme politique, capable de nous amener vers une transition inclusive, seul espoir d'un lendemain meilleur, tant économiquement que socialement, pour notre peuple aujourd'hui aux abois.* », a-t-il écrit.

Le sénateur du Nord-Ouest, Evalière Beauplan de son côté a fait savoir que malgré toutes les tentatives de corruption, le groupe des 16 maintient sa position et sa conviction. Selon lui l'équipe de Martelly/Gousse a offert à chaque sénateur du groupe un montant de 200.000 dollars US pour la ratification de Bernard Gousse. Le Sénat n'est

Suite à la page (14)

Clarens Fortuné prend congé de nous Un bouquet d'amitié en guise d'adieu

Par Prince Guetjens

La nouvelle du départ pour l'au-delà du rédacteur en chef du journal Le Matin Clarens Fortuné, a jeté l'intelligentsia et le monde intellectuel haïtiens dans la plus grande consternation. Quoiqu'il fut malade pendant un certain temps, dans le milieu on s'attendait à ce qu'il remontât le courant. Mais l'hépathite qui a eu raison de lui, il y a quelques jours, ne l'entendait de la même oreille.

Moi personnellement, quand je l'ai appris sur le mur (facebook) de mon collègue journaliste et écrivain Jean Emmanuel Jacquet, je me refusais à accepter cette invraisemblable réalité. C'est à ce moment précis que je me rends compte, qu'au-delà de nos sentiments, qu'un être cher tout comme un parent ou un ami de longue date avait le droit de décider de nous quitter quand son heure avait sonné, indépendamment de la tristesse que cela nous aura causée.

Clarens Fortuné qu'il ne faut pas confondre avec l'autre Clarens ; le journaliste qui a travaillé autrefois pour une radio de la capitale, fut un technicien de la plume doté d'une culture générale à toute épreuve, qui lui permettait de mener à bon port la barque du journal Le Matin pendant plus d'une vingtaine d'années. Il a travaillé à ce poste d'abord quand le quotidien se trouvait encore au bas de la grand-rue, à la rue du magasin de l'Etat et qu'il appartenait encore à la famille Magloire. Et quand le journal est tombé entre les mains du commerçant Réginald Boulos et déplacé dans un autre local à Pétion-ville, après une courte période de réflexion, il a repris sa fonction.


Le rédacteur en chef du journal Le Matin Clarens Fortuné

Clarens Fortuné a vu beaucoup de journalistes de la presse écrite faire leur premier pas. Généreux, ouvert il les a accompagnés sans jamais manifester le moindre signe d'impatience ou de condescendance. Je me souviens encore, comme si c'était hier de mon intégration au journal Le Matin, au moment où je venais de terminer mes études à l'Enarts. Il n'a pas mis longtemps pour m'évaluer et je devenais en très peu de temps responsable de la page culturelle. Pendant plus de deux ans je publiais régulièrement une rubrique de deux pages (les pages du milieu) intitulée Sauvons L'Art, que je signais en tandem avec mon camarade de promotion Hébert Polycarpe. Cette tribune d'intellection qui réunissait à l'époque les meilleures plumes du pays, constituait pour moi une école, un lieu d'apprentissage pour améliorer et remettre en question le savoir que je venais d'accumuler à l'université.

Je me souviens encore, comme si c'était hier, les soirs, où après la parution du journal Le Matin et les dernières corrections du périodique Le Rouleau, Winchel Voltaire (le PDG), Clarens et moi qui y collaborions, on faisait le tour des boites de nuit de Pétion-ville, en quête d'un îlot de loisir. Les rendez-vous du samedi matin chez Winchel à Lalue pour déguster entre amis (Gary Augustin, Jean, Winchel, Clarens, Turnier, moi et d'autres collaborateurs du journal) nos plats préférés qui étaient souvent prétextes pour poser en profondeur la problématique haïtienne.

Clarens Fortuné Prend congé de nous. C'est un départ qui va bouleverser le journal Le Matin, avec des répercussions sur les centaines de milliers de lecteurs qui le consultent régulièrement. Soumis aux lois de la distance, je ne pourrais pas, en personne, offrir à ce grand Monsieur l'hommage qui lui est dû le jour des funérailles. Toutefois, en guise d'adieu j'ai opté pour un bouquet d'amitié à l'endroit de celui qui m'a conseillé et corrigé dans mes premières ébauches de textes journalistiques.

Quand l'Etat prendra-t-il ses responsabilités dans la gestion de l'environnement ?

Par Yves Pierre-Louis

A côté de la dégradation constante de la situation politique d'Haïti avec l'arrivée du régime Tèt Kale de Michel Joseph Martelly à la tête du pays, le 14 mai 2011, la dégradation de l'environnement physique soulève des inquiétudes au sein de la population haïtienne. La tempête tropicale Emily qui a menacé Haïti le jeudi 4 Août dernier suscitait également des inquiétudes chez bon nombre d'Haïtiens, à cause de la fragilité de l'environnement. Donc la problématique de l'environnement physique d'Haïti relève inévitablement de la responsabilité de l'Etat. Selon des statistiques concernant la situation environnementale ; la couverture végétale représente seulement 1% du territoire d'Haïti, environ 12 à 30 millions d'arbres sont, en effet abattus annuellement en Haïti et l'utilisation de charbons de bois pour faire la cuisine représente 80% des moyens de cuisson. Le manque de protection et la gestion inadéquate des forêts, les mauvaises pratiques agricoles et l'extrême pauvreté rurale figurent parmi les facteurs favorisant le déboisement et l'exode rural. La forte concentration des habitants dans la capitale du pays fait que Port-au-Prince à elle seule absorbe plus de 70% du total de charbon produit à travers le pays, ce qui équivaut à plus de 7,000 tonnes de charbon de bois par semaine.

En dépit de la création d'un ministère de l'Environnement en 1994, après le retour à l'ordre démocratique et constitutionnel; l'adoption des moyens légaux par un décret d'Octobre 2005 et l'élaboration d'un Plan d'Action pour l'Environnement (PAE), adopté par l'Etat haïtien en 1999, la gestion effective de l'environnement de 27 750 km2 d'Haïti reste toujours problématique.

Certains observateurs estiment que le manque d'une politique axée sur l'environnement et le manque d'une volonté réelle des autorités étatiques contribuent à la détérioration de l'environnement. Le pire c'est que l'Etat laisse toujours l'initiative de la protection de l'environnement aux organisations Non Gouvernementales (ONG), nationales et internationales dont l'unique objectif est de faire de l'argent au grand dam et au détriment des masses pauvres du Tiers-monde.

C'est dans cet ordre d'idées que la Plateforme des organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH) a organisé une conférence débat le vendredi 29 juillet 2011 à Port-au-Prince, autour du thème : « La gestion de l'environnement, une responsabilité première de l'Etat dans la lutte pour la réduction des risques et des désastres en Haïti. » Dans un document remis à la presse et aux participants, on lisait : « Vivre dans un environnement propre et sain constitue l'un des facteurs essentiels et indispensables dans la vie de l'être humain. Le droit à l'environnement en tant qu'un droit transversal embrasse et garantit tout un ensemble de droit tels : les droits à la Santé, à l'éducation, à l'alimentation, au logement etc.


L'ancien ministre de l'environnement, Yves André Wainright

Ce droit incitatif a développé une vision de ménagement de l'environnement faisant de celui-ci et de ses obligations, un outil de valorisation de l'ensemble de l'entreprise et des produits.

Depuis quelques années, malgré la présence du ministère de l'environnement, on constate un désengagement ou l'absence de l'Etat dans la gestion et la protection de l'environnement. Cette absence qui a eu déjà des conséquences très néfastes sur la vie de la population haïtienne se manifeste par plusieurs facteurs : l'abattement progressif des arbres et la pollution de l'environnement. »

L'ancien ministre de l'environnement, Yves André Wainright dans son intervention a fait savoir que la solution du problème de l'environnement n'est pas seulement une affaire technique, elle est également d'ordre politique. La question de la météorologie n'est pas la cause réelle de la dégradation de l'environnement en Haïti. La détérioration de l'environnement est liée directement à la mauvaise gouvernance, le manque de transparence dans la gestion des micro-projets sur l'environnement. Selon lui plusieurs autres facteurs internes sont à la base de la situation dégradante de l'environnement telles : la concentration de l'administration de l'Etat, la centralisation à outrance des instances décisionnelles, l'ignorance des lois relatives à l'environnement, la faiblesse de contrôle et de gestion au sein même de l'Etat. « La gestion de l'environnement est une responsabilité de chacune des institutions étatiques, avec la participation de la société civile, au niveau national, au niveau thématique et au niveau de base multisectoriel. » a-t-il conclu.

Après l'intervention d'Yves André Wainright, le débat a été très houleux, des participants estimant que la question de l'environnement, au prime abord, doit s'inscrire dans la politique globale de l'Etat. L'Etat et les collectivités Territoriales doivent prendre leurs responsabilités en matière de l'environnement. La « société civile » et les « ONG » sont trop monopolisées pour qu'on puisse laisser la gestion de l'environnement sous leur contrôle.

New York

Manifestation contre l'occupation et la Minustah

Par Kim Ives

Le 5 août, les Haïtiens et leurs partisans internationaux ont tenu une bruyante manifestation de huit heures devant le siège des Nations Unies à Manhattan pour exiger le retrait immédiat des troupes d'occupation de l'ONU en Haïti et le versement de réparations aux familles des 6000 Haïtiens qui sont morts, victimes d'une épidémie de choléra. Une maladie qui a été importée en Haïti par les troupes de l'ONU en Octobre 2010.

Les organisateurs estiment que quelques centaines de manifestants, venant en vagues, ont participé à la démonstration qui a duré toute la journée, débutant à 12 heures et clôturant à 18 heures. À tout moment de la journée, il y avait un bon nombre de personnes détenant des pancartes et scandant des slogans anti-occupation comme «troupes de l'ONU hors d'Haïti maintenant! » et «A bas la MINUSTAH!», acronyme de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

Un certain nombre de manifestants ont défilé avec des cercueils symboliques quand d'autres agitait des drapeaux bleu et rouge haïtiens.

Sur le côté des cercueils recouverts d'images de crânes, on pouvait lire des slogans comme «Les troupes de l'ONU ont porté le choléra en Haïti!» et «Réparations maintenant pour les victimes du choléra!»

La manifestation a été appelée par un nouveau comité appelé le «*Komite Sitwayen Pou Pwoteksyon Ayisyen*» (KOSIPPA) ou Comité des citoyens pour la protection des Haïtiens. De nombreux autres groupes communautaires haïtiennes dans la région de New York ont soutenu l'action, ainsi que des groupes américains comme l'International Action Center, la Coalition ANSWER, et l'Organisation des peuples pour le progrès (POP) de Newark.

La MINUSTAH a été déployée en Haïti le 1er Juin, 2004, pour prendre le relais des troupes des Etats-Unis, de la France et du Canada qui ont occupé Haïti immédiatement après le coup d'État du 29 Février, 2004 contre l'ancien président Jean-Bertrand Aristide.

En général, le Conseil de sécurité renouvelle le mandat de la MINUSTAH pour un an chaque année. Le dernier mandat expire le 15 Octobre, 2011, et la majorité des Haïtiens exige qu'il ne soit pas renouvelé.

Cependant, Washington et ses alliés veulent garder l'occupation en place, même maintenant, après sept ans et demi. «Un départ prématuré de la MINUSTAH laisserait le gouvernement haïtien ... vulnérable ... à la résurgence des forces politiques populistes et anti-marchés, renversant les bénéfices réalisés ces deux dernières années», écrit l'ambassadeur américain Janet Sanderson dans un câble secret du 1 Octobre, 2008 obtenu par WikiLeaks et fourni à *Haïti Liberté*. La MINUSTAH «est un outil indispensable dans la réalisation des intérêts politiques clés de l'USG [du gouvernement américain] en Haïti.»

Le 28 Juillet 2011, le 96ème anniversaire de l›occupation d›Haïti par les Marine des E.U. en 1915, des dizaines des manifestants d'une coalition d›organisations de base ont également manifesté à Port-au-Prince pour réclamer la fin de l›occupation de l›ONU.

Une vue de la manifestation devant les locaux des Nations Unies à Manhattan *(Photo Tony Savino)*



Les manifestants écoutant le message de Guesly Morisseau de Fanmi Lavalas *(Photo Edgard Lafond)*



(Photo Edgard Lafond)



(Photo Edgard Lafond)



Un certain nombre de manifestants défilant avec des cercueils symboliques *(Photo Tony Savino)*





Un enfant défilant avec son cercueil dénonçant les forces occupantes qui ont importées le choléra en Haiti *(Photo Edgard Lafond)*

Suite de la page (13)

pas prêt à ratifier n'importe quel Premier Ministre désigné comme celui-ci, mais les sénateurs ratifieraient un Premier ministre répondant à des critères techniques et politiques.

Parallèlement, le groupe des 16 prépare un document qui va être proposé pour faire valoir sa position et les priorités du Parlement selon le sénateur du Nord Kely Clédor Bastien. Ce document définira la vision du groupe sur la conjoncture politique et qui tient compte des revendications sociales, économiques, en d'autres termes le développement des sections communales, des quartiers populaires, de l'éducation gratuite, de l'amendement de la constitution. Certains observateurs estiment que ce document devrait prendre en compte également la question de la décentralisation, de l'environnement, de la souveraineté nationale, de la privatisation des entreprises publiques entre autres. «... la position du groupe des 16, n'est pas une position qui a été exprimée par rapport à un individu, mais c'est par rapport à un ensemble de revendications auxquelles il croit, à ce jour. Nous-mêmes comme Sénateurs, nous devons nous battre [du point de vue de] celles-ci et nous devons maintenant participer avec le Président de la République, [pour contribuer] à donner un instrument légal, un instrument politique nécessaire pour assoir ces positions. Dans la semaine qui vient, nous sommes supposés *devoir présenter un document qui va faire valoir notre point de vue, positionnement et [nos] priorités [...] Nous nous sommes entendus sur une proposition que nous allons faire [...] c›est une bataille que les parlementaires avaient engagée dans la 48ème [législature] et nous allons la continuer. Il s'agit de donner la possibilité aux communes de se développer, en mettant un budget à leur disposition. L'année dernière c›était 8 millions de gourdes par commune, cette année, les Députés avec les Sénateurs, vont demander 50 millions de gourdes par commune, pour que celles-ci aient les moyens de faire leur développement régional et communal et pour permettre qu›un minimum de service social, de base, puisse leur être accessible. Nous voulons également proposer un paquet minimum de services dans les quartiers populaires [...] les habitants ont besoin du logement, de la nourriture, de la santé, de l›éducation et de loisirs. [...] Il y a un gros projet auquel nous adhérons tous, c›est l›école gratuite [...] nous aimerions voir maintenant la stratégie, de l›idée jusqu›à sa mise en opération pour voir comment nous allons arriver à offrir ça. Nous sommes supposé avoir donné notre collaboration totale et les ressources demandées par rapport à la stratégie qui va être définie* », a expliqué Kely Bastien.

Environ 8 jours après le rejet de Bernard Gousse, selon le président du Sénat, Rodolph Joazil, le président Michel Martelly n'a encore entrepris aucune consultation auprès des présidents des deux Chambres en vue de la désignation d'un nouveau Premier ministre. Entretemps, le président Martelly devrait se rendre en Argentine et au Chili cette semaine. Des parlementaires ont critiqué Michel Martelly qui a préféré entreprendre des voyages très coûteux à l'Etat au lieu de s'asseoir avec les différents acteurs politiques pour résoudre les problèmes du pays. Des parlementaires critiquent la lenteur du président Martelly à désigner un prochain Premier ministre. Guy Gérard Georges, le député de la circonscription Torbeck/Chantal et premier secrétaire de la Chambre basse a déclaré : Au lendemain du rejet il aurait dû y avoir des consultations entre la présidence et les présidents des deux Chambres pour aboutir à la désignation d'un Premier ministre. Aujourd'hui, il y a la nécessité d'avoir un gouvernement qui est dûment responsable, un gouvernement à sortir du Parlement qui soit capable de prendre ses responsabilités. De son côté, le Sénateur Jean Hector Anacacis, qui accuse d'incompétence les conseillers politiques de l'équipe présidentielle, n'hésite pas à affirmer que : « *Le Président Martelly a une grande part de responsabilité dans le blocage politique en raison de son refus de désigner une personnalité acceptable. Le Président doit être prêt à partager des postes politiques avec les secteurs majoritaires et ne pas se confiner dans un jusqu'auboutisme sans avenir.* » De là, il a proposé sans équivoque, un véritable partenariat dans la gestion du pouvoir, qui selon lui, est l'unique condition pour qu'un Premier Ministre soit ratifié sans difficulté au Parlement.



Le sénateur du Nord-Ouest, Evalière Beauplan

Par ailleurs, dans cette même entrevue citée plus haut, Martelly répondant à une autre question cette fois sur l'option de gouverner par décrets et la Constitution, il a déclaré ceci «...Toutes les options sont là, je dois vous dire que je n'y pense pas aujourd'hui, parce que je continue de travailler, j'avance bien en ce qui me concerne [...] l'une des pièces qui nous empêche d'avancer est cette Constitution, une Constitution que nous avons votée *en 1987, lorsqu›on est finalement sorti de la dictature de l'Exécutif. En voulant éviter la possibilité que cela se reproduise, on est allez un petit peu trop loin de l›autre coté... et aujourd›hui, on remarque que nous vivons tous simplement une dictature du pouvoir Législatif.* »

Suite de la page (8)

grande misère de ces centaines de milliers de pauvres qui sont abandonnés par tous.

Les bonnes âmes des pays donateurs évoqueront la corruption de l'Etat haïtien et son incapacité totale à faire face aux conséquences de la catastrophe. Ils n'auront aucun mal à illustrer leurs propos tant l'Etat haïtien est, en effet, pourri jusqu'à la moelle, tant sa classe dirigeante conjugue l'impuissance avec la vénalité. Mais ce n'est qu'un des aspects du problème, suggéré avec insistance pour ne pas parler de ce qui est plus fondamental encore. L'organisation capitaliste de l'économie est organiquement incapable de faire face aux grandes catastrophes naturelles. Pire, elle empêche la collectivité humaine à se mobiliser pour y faire face. Pour ne prendre que cet exemple concernant Haïti : la construction des 200.000 logements ou même 300.000 nécessaires pour reloger, en dur et dans des conditions convenables, toutes les familles dont le logement a été détruit, aurait pu être réglée en moins de deux ans avec le financement promis par l'aide des grandes puissances, si les sommes avaient été versées.

Et même le milliard qui dort dans les coffres des banques - ces fameuses « surliquidités » dont parle Carl Braun – permettrait de construire entre 50.000 à 100.000 maisonnettes, certes modestes mais en dur, qui permettraient de répondre aux urgences. Car si les finances sont nécessaires pour acheter le matériel, du moins, ce qui n'est pas produit en Haïti même, pour le reste, ce n'est qu'une question de travail. Il aurait fallu embaucher des centaines de milliers d'hommes et femmes, au besoin en former une partie pour les métiers les plus pointus du bâtiment, pour que la tâche puisse être accomplie. Et elle l'aurait été, de plus, dans l'enthousiasme, si les femmes et les hommes ainsi embauchés avaient eu la conviction de travailler pour eux-mêmes, pour leurs familles, sans enrichir encore les parasites petits et grands. Cela aurait donné du travail à des centaines de milliers de femmes et d'hommes qui sont aujourd'hui au chômage, tout en satisfaisant un besoin, oh combien vital. Cela n'a pas été fait, ni même envisagé. Car les projets de Carl Braun et de ses semblables ne visent que des constructions assez chères pour payer le profit du promoteur immobilier, du spéculateur en foncier, sans parler évidemment du banquier.

L'économie capitaliste est incapable de fonctionner autrement qu'avec le ressort du profit. Même l'argent réellement dépensé en aide fabrique surtout des profiteurs, mais pas des maisons ! Si Haïti est l'illustration extrême de cette incapacité, elle n'en est pas une illustration isolée. Même les riches Etats-Unis n'ont pas vraiment fait face aux conséquences de l'ouragan Katrina. Plusieurs années après la catastrophe, les classes pauvres en subissent encore les conséquences. Et le peu d'informations qui filtrent de la triple catastrophe qui a frappé le Japon, entre tremblement de terre, tsunami et accident nucléaire, montre que si les grandes entreprises, de l'automobile ou de l'informatique, elles aussi frappées, ont rapidement liquidé les séquelles de la catastrophe, des dizaines de milliers de pauvres n'ont que leurs yeux pour pleurer leurs maisons et le peu de biens qu'ils ont perdu.

Alors, sachons-le, si une partie des malheurs des classes pauvres d'Haïti nous est spécifique – et encore, n'a été vraiment spécifique que le tremblement de terre car la pauvreté qui en a rendu les conséquences si graves, a des causes universelles – les raisons les plus décisives de ces malheurs n'ont rien de spécifique. Elles découlent de l'organisation économique qui domine toute la planète, celle qui est basée sur la propriété privée des moyens de production, sur le marché et la recherche du profit. Il est vital pour l'avenir de l'humanité de renverser cette organisation économique, exproprier la classe capitaliste qui a mis la main sur tout ce que l'homme a produit et accumulé dans le passé afin de reconstruire l'économie sur de nouveaux fondements qui excluent l'exploitation, la recherche du profit et la concurrence. Et dans cette tâche, les exploités d'Haïti ne sont pas seuls. Elle ne pourra être que l'œuvre commune de tous les exploités du monde. Mais ils peuvent apporter leur contribution à cette œuvre collective dont dépend l'avenir de l'humanité.

Suite de la page (4)

L'ambassade des Etats-Unis, jouant un rôle dominant, a voulu clairement travailler en accord avec la politique d'un réseau transnational. Des responsables américains avaient aidé à superviser d'autres processus d'intégration, par exemple au Salvador et en Irak, et le programme de DDR a été déployé dans un certain nombre d'autres pays où opèrent les forces onusiennes, comme le Burundi, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Libéria, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, l'Ouganda, l'Afghanistan, le Népal, et les îles Salomon.

Après que Charles ait fourni des informations sur le suivi et les processus par lesquels les groupes paramilitaires des ex-FADH avaient été intégrés dans les forces de police, l'ambassadeur Foley remarquait dans un câble du 5 avril 2005: «Les réponses épisodiques à nos demandes pour des mises à jour sur des enquêtes à propos des droits humains démontrent l'incapacité de la PNH à effectuer des enquêtes internes.»

Pendant leur première année au pouvoir, les autorités de l'IGOH semblent avoir eu beaucoup moins de surveillance dans leur traitement de l'intégration des ex-FADH dans la police. «Jusqu'à présent, le ministère de l'Intérieur et / ou le Bureau d'administration [des soldats démobilisés] ont été en charge de l'identification d'éventuels candidats des ex-FADH à la PNH,» a écrit Foley dans un de ses câbles du 15 mars. Puis il a précisé que c'était les Etats-Unisqui menaient le bal: «Cela doit changer, de telle sorte que les candidats des ex-FADH à la police proviennent du processus de réinsertion / conseils qu'administrera l'ONU (avec le soutien des Etats-Unis à travers l'Organisation internationale pour les migrations).»


L'Unité de la Sécurité de la Garde du Palais National

Il est clair également, en se rapportant aux câbles, qu'une fois que la MINUSTAH et la PNH confrontaient un segment «renégat» des paramilitaires, les responsables de l›IGOH étaient inquiets de la façon dont cela pourrait saper le soutien auprès de leurs supporteurs de droite, d'autant que beaucoup d›alliés de l›IGOH étaient de la riche classe bourgeoise d›Haïti.

Après plusieurs tentatives pour arrêter l›un des paramilitaires les plus brutaux des commandants opérationnels, Rémissainthe Ravix (qui avait dirigé une faction de l›ex-armée qui s›est avéré finalement être peu coopérative), l›ambassade américaine a noté en Mars 2005 que, selon le chef du personnel du Premier ministre Latortue, «l'action récente de la MINUSTAH contre les renégats des ex-FADH était en train de jouer largement contre l'IGOH.»

Des fusillades ont continué à se produire entre la police haïtienne et une poignée de gangs dans les bidonvilles les plus pauvres de la capitale en 2005, et à de nombreuses reprises la police a ouvert le feu sur des manifestations pacifiques contre le coup d'Etat. «Le 27 avril a été la quatrième occasion depuis Février quand la PNH a utilisé la force de façon meurtrière», a expliqué un câble du 6 mai 2005. L'ambassade a été vexée du fait que «malgré les demandes répétées, nous n'avons pas encore vu les rapports objectifs écrits par la PNH qui articulent suffisamment les motifs pour le recours à la force meurtrière. Tout aussi inquiétants sont les rapports de première main de ces événements sur les lieux mêmes *par la PNH. Ils sont souvent confus et irrationnels et ne répondent pas aux exigences minimales des rapports de police.*»

La PNH, cependant, a travaillé avec les forces de l'ONU dans la conduite de ces raids meurtriers. Léon Charles a reconnu, d'après le câble du 6 mai, que les troupes de l'ONU avaient comme «pratique courante» de mettre les forces de la PNH, plus légèrement armées, à la tête de leurs unités en entrant dans Cité Soleil, et cela «donnait souvent lieu à des réactions excessives de la PNH qui prématurément faisait recours à l'usage de force mortelle.»

Les câbles de WikiLeaks révèlent à quel degré Washington et l›ONU ont supervisé la formation de nouveaux policiers en Haïti et ont approuvé l›intégration des paramilitaires des ex-FADH qui avaient pendant des années ciblé avec violence les classes populaires d›Haïti et des gouvernements élus démocratiquement.

Jeb Sprague a un blog à http://jebsprague.blogspot.com/ et les tweets au http://twitter.com/ #! / jebsprague.

WikiLeaks Reveal

continued from p(9)

ex-FADH about jobs in the HNP in order to convince them to demobilize," the ambassador wrote.

Charles "*fretted that the Cap-Haïtien group set an example that others may follow, and indicated the IGOH could have over 1,000 former soldiers looking for jobs soon, including the 235 from Cap-Haïtien; 300 from Ouanaminthe; 200 from the Central Plateau; 150 from Les Cayes; 100 from Arcahaie, and 80 from St. Marc.*"

The second Mar. 15 cable concludes "*that the USG was willing to contribute $3 million to the DDR process but could not release the funds until the IGOH concluded an agreement with the UN on an acceptable DDR strategy and program.*" The U.S. Embassy, playing a dominant role, was also clearly seeking to operate in accord with a transnational policy network — U.S. officials had helped to oversee other such integration processes in El Salvador and Iraq, and the DDR program has been deployed in a number of other countries where UN forces operate, such as Burundi, the Central African Republic, Cote d'Ivoire, Democratic Republic of Congo, Liberia, Sierra Leone, Somalia, Sudan, Uganda, Afghanistan, Nepal, and the Solomon Islands.

After Charles provided information on the monitoring and processes through which the ex-FAdH paramilitaries were integrated into the police force, Ambassador Foley remarked in an Apr. 5, 2005 cable: "*The fleeting reply to requests for updates on human rights investigations demonstrate the HNP's inability to perform internal investigations.*"

During their first year in office, IGOH authorities appear to have received far less oversight in their handling of ex-FADH integration into the police. "*Until now, the Interior Ministry and/or the Managing Office [for Demobilized Soldiers] have been in charge of identifying possible ex-FADH candidates for the HNP,*" Foley wrote in one of his Mar. 15 cables. Then he made clear Washington's oversight: "*This needs to change, so that ex-FADH candidates for the police come out of the reintegration/counseling process that the UN (with U.S. support through the International Organization for Migration) will manage.*"

While former soldiers were being integrated into the HNP, hundreds of police who had been loyal to Aristide's government were fired, their names and positions documented in a list put together by Guy Edouard, a former officer with the Special Unit to Guard the National Palace (USGPN). In a 2006 interview, Edouard explained that some of these former police and Palace security officers had been "*hunted down*" after the coup. Furthermore, with US support, Youri Latortue, a former USGPN officer and Prime Minister Latortue's security and intelligence chief, had led efforts to "*get rid of the people he did not like,*" Edouard said.

Gun battles continued to occur between the Haitian police and a handful of gangs in the capital's poorest slums well into 2005, and on numerous occasions, police opened fire on peaceful anti-coup demonstrations. "*April 27 was the fourth occasion since February where the HNP used deadly force,*" explained a May 6, 2005 cable. The Embassy was vexed that "*despite repeated requests, we have yet to see any objective written reports from the HNP that sufficiently articulate the grounds for using deadly force. Equally disturbing are HNP first-hand reports from the scene of these events. These are often confusing and irrational and fail to meet minimum police reporting requirements.*"

The HNP, however, was working with UN forces in conducting lethal raids. Léon Charles acknowledged that UN troops had a "*standard practice*" of putting more lightly armed HNP forces in front of its units as they moved into Cité Soleil, and this "*often resulted in the HNP overreacting and prematurely resorting to the use of deadly force,*" the May 6 cable notes.

In a 2001 study published in the academic journal *Small Wars and Insurgencies*, researcher Eirin Mobekk explained how the U.S. worked to integrate large numbers of former soldiers into the HNP after Aristide, to thwart future coups, dissolved the FAdH in 1995. Washington's strategy was to hedge in Lavalas with the new police force.

A decade later, this policy was resurrected. Just as Washington recycled part of the military force that carried out the 1991 coup, it recycled part of the paramilitary force that carried out violence leading up to the 2004 coup.

The WikiLeaked cables reveal just how closely Washington and the UN oversaw the formation of Haiti's new police and signed off on the integration of ex-FAdH paramilitaries who had for years prior violently targeted Haiti's popular classes and democratically elected governments.

Jeb Sprague will publish a book on paramilitarism latter this year with Monthly Review Press. He has a blog at jebsprague.blogspot.com and tweets as jebsprague.

Entretien avec Samuel F. Hart, ambassadeur des États-Unis

Suite de la page (12)

il y avait des gens au sein du gouvernement, comme Moshe Sharett, qui avaient une opinion différente. Ils étaient prêts à accepter les frontières d'Israël comme elles étaient, et à essayer de développer une relation positive avec leurs voisins ; à être un membre pacifique du Moyen-Orient. Pour d'autres raisons, cela ne s'est pas produit. Les Arabes, à cette époque, n'y étaient pas prêts. Ils en étaient encore à essayer de renverser les résultats de la guerre de 1947-48. Ils pensaient encore qu'ils pourraient vaincre Israël. Ils n'étaient donc pas de bons partenaires pour la paix. Mais, après Sharett, de plus en plus nombreux ont été les membres de l'« establishment » politique israélien à accepter ce qui était essentiellement la vision du monde de Ben Gourion et certainement de Begin: «Israël est entouré d'ennemis, nous sommes constamment menacés d'anéantissement ; par conséquent, tout ce que nous faisons pour préserver notre existence est justifié. Par conséquent, la fin justifie les moyens. Par conséquent, nous ne sommes pas liés par des règles comme les Conventions de Genève ou les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies ».

Israël a commencé l'escalade de la violence en partie en réponse à des attaques à petite échelle. Mais une fois que vous entrez dans un cycle de violence, vous ne savez jamais qui a commencé. Il ne s'agissait pas d'une guerre sainte puisqu'elle ne porte pas sur la religion - mais la spirale de la violence était violemment engagée à l'époque du Traité de paix avec l'Égypte. L'Égypte a obtenu quelque chose, Israël a beaucoup obtenu, et les Palestiniens n'ont rien obtenu. J'étais le représentant des États-Unis aux pourparlers, après Camp David, avec les soi-disant « notables » palestiniens, qui ont été autorisés à venir et à parler avec les Israéliens. Nous avons eu deux réunions. Lors de la première réunion, il est apparu très clairement que les Israéliens n'étaient pas prêts à faire quoi que ce soit. Ils voulaient un traité de paix avec l'Égypte et ils ont donc accepté d'avoir quelques discussions, mais elles étaient dès le début supposées arriver à l'échec. Et après la deuxième réunion, cela s'est terminé.

Silvia Cattori: Avez-vous compris à cette époque que les Israéliens ne rendraient jamais la moindre parcelle de terre aux Palestiniens ?

Samuel F. Hart : Je ne dis pas cela. Je dis que le gouvernement Netanyahou ne rendra jamais rien. Mais il y a eu un moment où cela a été près de se produire ; alors qu'Yitzhak Rabin était Premier ministre et qu'il a négocié de bonne foi avec l'OLP, et que les Accords d'Oslo ont suivi. Parce que Rabin jouissait d'une grande crédibilité dans l'opinion publique israélienne - on l'appelait Monsieur Sécurité - il a pris la décision de faire la paix et de renoncer à la terre. Il était prêt à le faire et ceux qui appartenaient à l'école de pensée de Netanyahou l'ont tué. Tout comme les Frères musulmans ont tué Sadate. C'est la récompense que vous obtenez quand vous êtes un pragmatique et un faiseur de paix dans cet environnement.

Silvia Cattori: Le rejet de l'injustice n'est généralement pas ce qui guide les autorités des États-Unis ; un pays qui mène des guerres dévastatrices qui ont provoqué depuis les années 1950 des millions de morts et détruit des pays entiers. Je persiste à dire qu'il n'est pas courant ici en Europe de voir un ambassadeur se joindre en toute humilité à l'action de simples citoyens pour appeler les instances internationales à cesser de couvrir les crimes d'Israël. Quel a été votre parcours ?

Samuel F. Hart: J'ai rejoint les services des affaires étrangères en partie parce que je pensais que je pourrais y faire quelque chose de positif ; en quelque sorte rendre le monde un peu meilleur. Pour aller plus loin, ce qui me dérange le plus n'est pas que les Israéliens fassent ce qu'ils font, mais que mon gouvernement et mes impôts les aident à le faire. Et c'est la raison pour laquelle je pense que, comme un homme qui en sait assez sur cette situation pour pouvoir en parler avec une certaine autorité, j'ai l'obligation de le faire ; c'est pourquoi je suis ici.

Silvia Cattori: Quand est-il devenu évident pour vous que votre gouvernement allait continuer de mener des guerres illégales contre de nombreux pays ; que la politique étrangère des États-Unis était catastrophique ?

Samuel F. Hart : Avant d'avoir été en Israël je n'ai jamais focalisé mon attention sur les Israéliens. Quand j'y étais, il y avait assez peu d'Américains qui n'étaient pas juifs à l'ambassade des États-Unis. Et il y en avait beaucoup qui étaient juifs. Et la meilleure façon de convaincre un Américain juif qu'Israël n'a pas toujours raison et ne mérite pas toujours le soutien des États-Unis est de l'envoyer à l'ambassade américaine à Tel-Aviv ; parce que vous y voyez tous les jours la duplicité, la méchanceté, la division du monde entre eux et nous. Et vous auriez pu penser qu'il y aurait une certaine réciprocité, quelque reconnaissance de la part des Israéliens qui reçoivent journellement du contribuable américain une part de ce qu'ils mangent et de ce qu'ils utilisent pour jouir de la vie. Vous auriez pu penser qu'il y aurait un peu plus de sensibilité à l'égard de ce que les États-Unis considèrent comme leur intérêt. Et vous voyez que ce n'est pas le cas.

Alors, pourquoi est-ce que cela continue ? C'est ici que vous entrez dans la politique intérieure états-unienne. Comme je l'ai souvent dit, si vous voulez trouver aux États-Unis trois questions qui sont clairement des questions de politique étrangère mais qui ne peuvent pas être traitées comme des questions de politique étrangère, la première est la politique envers Cuba, la deuxième est la politique de la drogue, et la troisième est la politique vis-à-vis d'Israël. Toutes sont des questions de politique intérieure qui sont déterminées de façon parallèle, non pas par les intérêts de politique étrangère des États-Unis, mais par des considérations de politique intérieure du président et des membres du Congrès. Et cela est vrai tant pour les Républicains que pour les Démocrates. Et cela ne va pas changer.

Silvia Cattori: Mais, à l'extérieur, il est difficile de comprendre pourquoi les gouvernements successifs des États-Unis laissent Tel-Aviv faire tout ce qu'il veut, y compris leur répondre de manière très arrogante.

Samuel F. Hart: J'ai posé une fois cette question à un membre du Congrès qui était en visite en Israël. Je lui ai dit : dites-moi pourquoi chaque année quand nous recevons la demande d'aide israélienne et que j'ai passé en revue chaque ligne et écrit un rapport (et j'en sais peut-être plus que quiconque sur ce sujet) qui généralement recommande certaines réductions, lorsque ce rapport arrive à Washington vous maintenez le montant ou même vous l'augmentez. Pourquoi cela ? Il m'a répondu : si vous ne comprenez pas cela, vous ne comprenez pas le système politique des États-Unis. Si vous êtes un membre du Congrès ou un président ou n'importe quel fonctionnaire élu, et que vous voulez être réélu, vous regardez qui va travailler pour vous et qui va travailler contre vous.

Silvia Cattori: L'argent, l'argent...

Samuel F. Hart : Il ne s'agit pas seulement d'argent. Et il ne s'agit pas seulement de la composante juive du lobby pro-israélien américain. Il est probable qu'en nombre, la composante protestante évangélique du lobby pro-israélien est plus importante - les églises fondamentalistes. C'est un très curieux partenariat. Mais ils viennent et ils disent à quelqu'un au Congrès : si vous votez avec nous sur les questions liées à Israël, si vous vous faites le défenseur d'Israël, nous allons vous soutenir avec de l'argent, en convainquant les électeurs, et en exprimant des vues positives à votre sujet. Sur la plupart des questions il existe deux côtés, mais sur la question israélienne il n'y a pas de deuxième côté. Les Palestiniens n'ont pas de voix crédible. Les politiciens vont avec les Israéliens parce que, si vous ne le faites pas - et il y en a eu qui ne l'ont pas fait - ils vont travailler aussi dur qu'ils le peuvent pour vous battre. Et ils y arrivent souvent.

Interview réalisée à Athènes le 4 juillet 2011 par Silvia Cattori

Notes

[1] M. Hart a été invité à participer à la Flottille par le «Free Palestine Movement» (à ne pas confondre avec l'association concurrente «Free Gaza" qui l'a superbement ignoré).

[2] L'ambassadeur Samuel Hart a été soldat, diplomate et enseignant. Il est diplômé de l'Université du Mississippi, de la Fletcher School of Law and Diplomacy, et de l'Université Vanderbilt. Il a également suivi la JFK School of Government à Harvard. Comme soldat il a été parachutiste et aide d'un général. Il a été libéré avec le grade de capitaine. Pendant 27 ans Samuel Hart a été diplomate de carrière au Département d'État des États-Unis. Ses affectations ont principalement été en Amérique latine (Chili, Uruguay, Costa Rica, et Équateur), mais elles ont aussi inclus le Moyen-Orient (Israël) et l'Asie (Indonésie et Malaisie). De 1980 à 1982 il a été en poste à Washington en tant que directeur des relations des États-Unis avec le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie. Au cours de sa carrière au Département d'État, Samuel Hart a reçu de nombreuses récompenses pour services exceptionnels. Cela a conduit à sa nomination comme ambassadeur en Équateur en 1982.

Depuis sa retraite, Samuel Hart est resté actif comme consultant en affaires et comme conférencier sur des questions de politique étrangère dans de nombreux collèges et universités en tant que Woodrow Wilson Visiting Fellow. Au cours des 15 dernières années, il a également été un conférencier très populaire sur des navires de croisière, principalement sur des questions de politique étrangère des États-Unis. En 1994, Samuel et son épouse, Jo Ann, ont déménagé à Jacksonville, en Florida, où ils ont été tous deux actifs au sein du World Affairs Council et dans d'autres activités bénévoles.

NDLR. Silvia Cattori . Journaliste suisse. Après avoir écrit sur la diplomatie en Asie du Sud-Est Elle se consacre depuis à attirer l'attention du monde sur le sort subi par le peuple palestinien sous occupation israélienne.et dans l'Océan Indien, elle a été témoin de l'opération « Bouclier défensif » lancée par Tsahal contre les Palestiniens.

Texte original en anglais (25.07.2011) –
Traduit de l'anglais par JPH (28.07.2011)
Info Palestine 29 juillet 2011

Des "indignés" à New York

Suite de la page (12)

Tout le monde sait qu'il n'y a que deux façons d'équilibrer les finances d'une personne, d'une entreprise ou d'un état. Et c'est augmenter les revenus et baisser les dépenses. Une application équilibrée de ces mesures pourrait résoudre le problème sans provoquer des traumatismes, mais ce n'est malheureusement pas ce que l'administration Obama a obtenu.

Face à cette réalité, des millions d'Étasuniens qui sont au bord de la pauvreté et dépendent de programmes du gouvernement pour survivre, attendent angoissés, de voir ce qui va se passer, quand le gouvernement va commencer à introduire des coupes aux programmes sociaux d'aide, qui seront sans doute les premiers à être réduits.

C'est justement de cette incertitude qu'a surgi l'étincelle qui a allumé la flamme. L'initiative "Prenons Wall Street", entend réunir des milliers de personnes dans cette rue qui est le symbole du système financier capitaliste.

L'endroit n'a pas été choisi au hasard. L'une des choses que la population a le plus critiquée c'est que jusqu'à présent aucun des responsables de la crise n'a été déféré devant les tribunaux.

Bien au contraire, des milliards de dollars ont été dépensés pour sauver les banquiers, au lieu de créer des postes de travail pour relancer l'économie.

Et nul n'oublie que ce sont justement les banques et les autres corporations financières, celles qui ont gonflé la bulle spéculative qui a eu fini avec les économies et les petits investissements de millions de citoyens, qui ont perdu leurs logements et d'autres biens sans recevoir aucune compensation.

Les "indignés" étasuniens ont dit s'inspirer du mouvement né sur la Place Tahrir, en Egypte et qui s'est étendu à l'Europe, nourri par la crise de la dette et les programmes draconiens d'ajustement, imposés aux populations de plusieurs pays.

Ils se proposent de camper à Wall Street dans des tentes, avec des kitchenettes portables, de dresser des barricades et ils sont prêts à faire face aux charges qu'ils attendent de la part de la Garde Nationale et de la police.

Sans aucun doute, ce sera intéressant d'observer comment l'élégant Manhattan devient le théâtre d'opérations de répression similaires à celles survenues à Athènes ou Madrid.

Chaque bombe lacrymogène, chaque coup de bâton de la police, ou chaque canon à eau, sonneront avec des échos funéraires, dans les aspirations d'Obama de se réélire. Nous ne savons pas si l'extrême droite étasunienne sera capable de se rendre compte, dans sa tentative de contrôler le pays le plus riche de la planète, que ces cloches vont sonner aussi pour elle.

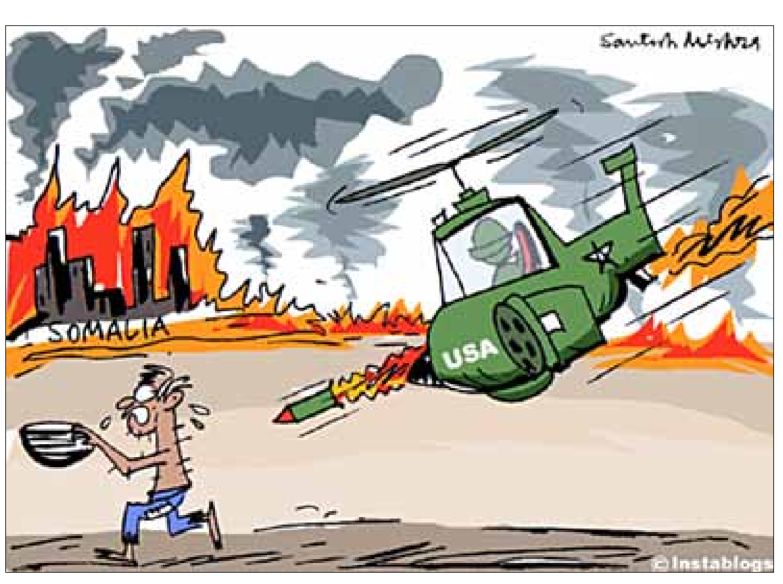
CSL 6 août 2011

Les Etats-Unis se préparent à intervenir militairement en Somalie

Par Susan Garth

Le gouvernement Obama prépare une nouvelle intervention militaire en Somalie, prétextant des préoccupations humanitaires pour les victimes de la sécheresse qui meurent de faim. Les médias se sont alignés sur une campagne mêlant larmes de crocodiles et lamentations avec des dénonciations du mouvement islamiste al-Shabaab qui est accusé d'avoir aggravé la crise.

Tout comme la campagne de bombardement de la Libye a été lancée en appelant à sauver du massacre la population civile de Benghazi, à présent une nouvelle intervention se prépare en Afrique pour soi-disant sauver les enfants de Somalie qui meurent de faim. Il s'agit là d'un exercice cynique de tromperie publique.



Obama prépare une nouvelle intervention militaire en Somalie, prétextant des préoccupations humanitaires pour les victimes de la sécheresse qui meurent de faim.

Al-Shabaab ne compte guère plus de 10 000 partisans, selon un rapport produit pour le Conseil américain des relations étrangères. Ses forces les plus loyales ne dépassent probablement pas quelques centaines de combattants. Il n'a aucun lien organisationnel avec Al Qaida, selon le Centre national de lutte contre le terrorisme.

Et pourtant les responsables américains attribuent à cette organisation la responsabilité de la famine qui sévit actuellement. « *Le terrorisme incessant d'al-Shabaab contre ses propres gens a transformé une situation déjà grave en une situation extrême et qui ne peut qu'empirer,* » a déclaré la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton la semaine dernière.

En fait, c'est Washington qui a refusé toute aide pour les régions de Somalie qui ne sont pas sous le contrôle du Gouvernement fédéral de transition (GFT) soutenu par les Etats-Unis, ce qui veut dire que l'aide est limitée à quelques kilomètres carrés. « *Nous sommes déterminés à sauver des vies en Somalie et nous travaillons déjà dans toutes les régions qui ne sont sous contrôle d'al-shabaab,* » a dit Donald Steinberg, administrateur adjoint de l'USAID dans une conférence de presse à Londres. « *Malheureusement, près de 60 pour cent des personnes touchées se trouvent dans les territoires d'al-Shabaab.*»

On ne pourrait avoir de déclaration plus claire de l'intention de Washington d'utiliser la nourriture et la famine comme arme de guerre contre une population civile. Quelque 3,7 millions de personnes sont menacées de famine en Somalie et 2,8 millions d'entre eux se trouvent dans le sud du pays où le GFT n'a aucune autorité. Toute agence qui cherche à fournir de la nourriture dans des zones étendues de Somalie court le risque d'être poursuivie pour assistance matérielle à une organisation terroriste.

En 2009, les Etats-Unis avaient forcé le Programme mondial d'alimentation à mettre un terme à leurs programmes d'alimentation à l'intention des mères et des enfants malnutris au motif qu'il aidait une organisation terroriste. Les zones où l'ONU a officiellement déclaré l'état de famine se voient refuser depuis deux ans toute aide en nourriture.

Le président Yoweri Museveni de l'Ouganda voisin et un allié des Etats-Unis réclame une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Somalie. Le but est, dit-il, de déraciner la milice al-Shabaab.

Mais al-Shabaab n'a absolument aucune puissance aérienne, ni même des missiles sol-air. Ses combattants, dont beaucoup ne sont que des adolescents, conduisent des pick-ups.



La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton

Une zone d'exclusion aérienne n' a d'autre but que celui de préparer le terrain à une invasion. Le général Carter F. Ham, qui est à la tête du commandement américain pour l'Afrique AFRICOM a clairement fait comprendre que le Pentagone serait d'accord pour une zone d'exclusion aérienne - à condition que ce soit présenté comme une demande émanant de pouvoirs régionaux et non de Washington. Il veut que l'Union africaine mette en avant ce projet de la même façon que l'appel à une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye avait émané de la Ligue arabe. Ce serait une opération militaire américaine sous un faux pavillon.

Les forces de l'Union africaine, soutenues par les Etats-Unis, et connues sous le nom de AMISOM ont tout juste lancé une offensive terrestre majeure contre la milice al-Shabaab. Des reportages font états de combats féroces à Mogadiscio et à proximité de la ville d'Elwak, dans la région de Gedo au sud de la Somalie.

Les Etats-Unis eux-mêmes ont déjà la capacité de frapper à l'intérieur de la Somalie. En juin de cette année, ils ont lancé une tentative d'assassinat par drone téléguidé. Auparavant, ils avaient fait atterrir des troupes des Forces spéciales par hélicoptères pour tuer ou capturer des suspects. Ils peuvent lancer des attaques d'une nouvelle base de la CIA à Mogadiscio, des vaisseaux de sa flotte qui patrouille au large de la côte somalienne ou de la base militaire qu'ils maintiennent à Djibouti, non loin de là.

Al-Shabaab, dont les Etats-Unis disent qu'il est lié à Al Qaida, est présenté comme une menace militaire majeure pour les Etats-Unis. Le président du comité de la Chambre sur la sécurité intérieure (House Homeland Security Committee), Peter King a qualifié al-Shabaab de « menace grandissante pour notre pays », prétendant qu'il recrutait des Américains d'origine somalienne pour le terrorisme.

Ecrivant dans le Guardian, Karen Greenberg, administrateur du

Suite à la page (18)



A droite, Donald Steinberg, administrateur adjoint de l'USAID

Hugo Chavez confirme la centralité de l'alliance avec les communistes

Le président a salué les 526 délégués nationaux et 43 représentants internationaux qui participent au XIVème Congrès du Parti communiste vénézuelien (PCV), qui se tient dans le contexte du 74ème anniversaire du PCV.

Le président de la république, Hugo Chavez Frias, a déclaré ce jeudi que l'alliance du processus révolutionnaire avec le Parti communiste vénézuelien (PCV), bien au-delà du conjoncturel, est une nécessité historique. «Notre alliance va bien au-delà du conjoncturel, c'est une nécessité historique que nous devons continuer à construire», a affirmé le président lors d'une brève participation téléphonique pour l'ouverture du XIVème Congrès du Parti communiste vénézuelien, qui s'est tenue dans la salle de conférence du Parc Central.

Dans son discours, le chef de l'État a remercié les militants du PCV « pour leur soutien de toujours »et a confirmé son appui à cette formation politique.



Le président de la république, Hugo Chavez Frias, a déclaré ce jeudi que l'alliance du processus révolutionnaire avec le Parti communiste vénézuelien (PCV), bien au-delà du conjoncturel, est une nécessité historique

Il a réaffirmé que les États-Unis étaient plongés dans une crise capitaliste, moment propice pour passer à l'offensive, une occasion

Suite à la page (18)

À Benghazi, l'insurrection colorée se délite

Par Thierry Meyssan

Les musulmans sont invités à cesser les hostilités durant le mois de Ramadan. Rien de significatif ne devrait donc avoir lieu au plan militaire en Libye jusqu'au 28 août. Mais à qui profite le temps qui passe ?

En ce début de Ramadan, l'opération militaire de l'OTAN en Libye s'enfonce dans la confusion la plus totale, note Alexis Crow.

L'analyste de Chatham House spécialisée dans l'étude de l'Alliance atlantique avait été un des premiers experts de think tanks occidentaux à aborder publiquement la question du rôle d'Al Qaida au sein des «forces rebelles». Elle est aujourd'hui la première à mettre les pieds dans le plat: les dirigeants politiques de l'Alliance ont abandonné leurs buts de guerre, officiels et officieux. Ils n'ont pas à proprement parler de stratégie de rechange, hormis la recherche d'une sortie de crise qui leur permette de garder la tête haute. À l'évidence, ce n'est plus simplement l'état-major français, mais aussi Londres qui s'inquiète de voir ses forces embourbées en Libye sans solution en vue.

La «protection des populations civiles» n'a jamais été qu'un slogan déconnecté de la réalité. Mais il n'est plus question pour

Suite à la page (18)

Hugo Chavez appelle à renforcer la Révolution bolivarienne

Par Reynaldo Henquen

Le Président Hugo Chávez a appelé les socialistes vénézuéliens à l'unité pour approfondir le processus de changements entrepris en 1999.

Il a signalé que l'unité est un facteur clef pour obtenir la victoire dans ce défit immédiat que devra relever la Révolution, les élections de 2012, auquel il sera le candidat du PSUV, le Parti socialiste unifié du Venezuela. «Nous avons besoin d'un parti et d'un peuple unis pour mettre en déroute les putschistes et gagner avec un large avantage les élections, démontrant ainsi à l'Empire, qu'ici c'est le peuple qui gouverne », a déclaré le président, lors d'une conversation téléphonique avec des militants du PSUV, réunis dans l'état de Miranda.

Hugo Chavez a d'autre part annoncé, lors d'un contact avec Venezolana de Televisión qu'il avait demandé un nouveau permis à l'Assemblée Nationale pour se rendre à Cuba où il se soumettra à une nouvelle séance de chimiothérapie.

CSL 8 août 2011

Suite de la page (17) Hugo Chavez confirme...

selon lui à saisir pour construire des modèles alternatifs. «La voie (vers le socialisme) est pleine de contradictions et de dilemmes, mais c'est la nôtre, nous mettons le cap vers une nouvelle hégémonie», a souligné le Chef de l'État.

Il a rappelé que 2011 marque le septième anniversaire de la déclaration du caractère socialiste et anti-impérialiste de la Révolution bolivarienne, née comme le fruit d'un enchaînement d'événements qui ont émaillé une voie «qui est encore pleine de contradictions, de doutes et de dilemmes, mais qui continue à avancer».

Par ailleurs, le président Chavez a annoncé qu'il entamera d'ici quelques heures la deuxième phase de sa chimiothérapie. « C'est une bataille que je remporterai avec l'aide de vous tous, la solidarité du peuple vénézuelien et des médecins vénézueliens et cubains. Je vivrai pour que, tous ensemble, nous continuions à construire la patrie socialiste », a-t-il affirmé.

Un total de 526 délégués nationaux et 4 représentants de 31 organisations venant de 28 pays des cinq continents participent à ce Congrès, intégré dans les célébrations du 74ème anniversaire du PCV.

La cérémonie d'ouverture a vu la présence du vice-président de la République, Elias Jaua Milano ; du président de l'Assemblée nationale (AN), Fernando Soto Rojas ; du ministre des Affaires étrangères Nicolas Maduro ainsi que de la députée Cilia Flores, des dirigeants du PCV ainsi que d'autres personnalités de la vie politique nationale et internationale.

Compte-rendu publié par le PC Vénézuelien
Traduction MA
Solidarite-internationale 8 août 2011

Suite de la page (17) À Benghazi...



L'ex-candidat à la présidence des Etats-Unis le sénateur républicain John McCain flanqué des rebelles libyens à Benghazi

l'OTAN de «changer le régime» à Tripoli, ni même de diviser le pays en deux États distincts ayant pour capitales Tripoli et Benghazi. Tout au plus Bruxelles espère obtenir un statut d'autonomie pour quelques enclaves.

Conscient du désastre politico-militaire, Washington cherche une sortie négociée, tout en faisant savoir que ce n'est pas parce que l'OTAN a perdu la guerre qu'elle doit arrêter ses bombardements. Le temps joue en notre faveur, affirment les émissaires états-uniens, tandis que le Conseil national de transition vide les comptes bancaires de la Jamahiriya gelés par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Quoi qu'il en soit, si Washington s'est trompé et ne parvient pas à rétablir la situation, c'est qu'il ne comprend rien au comportement des Libyens. Intoxiqués par leur propre propagande, les États-Unis croyaient avoir à faire à une dictature centralisée et verticale, ils découvrent un système horizontal et opaque dans lequel le Pouvoir est émietté, y compris l'autorité militaire. Ils rencontrent en diverses capitales de nombreux émissaires dont ils ne parviennent pas à mesurer la représentativité. Et par dessus tout, ils ne comprennent rien aux réactions de Mouammar Kadhafi, insaisissable, qui est —lui aussi— persuadé que le temps joue en sa faveur.

La stratégie occidentale était simple: profiter de la normalisation de la Libye et de son ouverture économique pour constituer une classe de golden boys et de technocrates libyens qui finiraient par préférer l'American Way of Life au Livre Vert. Une fois ce processus arrivé à maturité, la CIA a organisé les événements de Benghazi et leur déformation médiatique. Les Français et les Britanniques ont été mis en avant, avec leur discours humanitaire, en vue d'une possible action au sol qui eut nécessité de la chair à canon. Le Conseil national de transition a été créé en récupérant des membres américanisés de la classe dirigeante, en y ajoutant de vieux exilés organisés par la CIA depuis la chute de la monarchie, plus des combattants d'Al Qaida encadrés par une faction saoudienne.

Bien qu'hétéroclite en apparence, cette coalition repose sur l'histoire commune des individus qui la composent. La plupart ont travaillé pour les États-Unis depuis longtemps et ont changé plusieurs fois d'appartenance politique au gré des changements tactiques que leur ordonnait Washington. Beaucoup sont secrètement membres de la confrérie des Frères musulmans.

Fidèle au Livre vert, Mouammar Kadhafi a consciemment accentué cette fracture de classe en annonçant le 22 février la dissolution de plusieurs ministères et la distribution de leur budget à parts égales entre tous les citoyens (soit 21 000 USD par personne). Voyant le « Frère Guide » renouer avec son projet anarchisant, les privilégiés qui se sont enrichis durant l'ouverture économique ont pris peur. Certains ont choisi de fuir en Occident avec leur famille et leur magot, d'autres ont cru en une victoire rapide de l'Alliance atlantique et se sont ralliés au CNT, espérant gouverner la Libye de demain.

Pour réaliser cette insurrection colorée, Washington disposait d'une seule carte : le débauchage d'un des compagnons de Mouammar Kadhafi, le général Abdel Fatah Younes, ministre de l'Intérieur. C'est son retournement qui a rendu possible la transformation de cette opération de déstabilisation politique en aventure militaire. Or, l'assassinat du général Younes par ses rivaux, le 28 juillet 2011, provoque l'effondrement de « l'armée rebelle » et révèle le caractère artificiel du Conseil national de transition.

Il existe aujourd'hui plus de 70 groupes armés dits « rebelles ». Presque tous reconnaissaient l'autorité d'Abdel Fatah Younes, lequel tentait de les coordonner. Dès l'annonce de sa mort, chacun de ces groupes a repris son autonomie. Certains, qui ont créé leur propre gouvernement, tentent de se faire reconnaître par des États membres de la Coalition —notamment le Qatar— au même titre que le CNT. Chaque localité a son seigneur de la guerre qui veut la proclamer indépendante. En quelques jours, la Cyrénaique s'est « irakisée ». Le chaos est tel que le propre fils du général Younes, lors de ses obsèques, a appelé au retour de Kadhafi et du drapeau vert, seul moyen selon lui de rétablir la sécurité des populations.

Dès lors, il suffit d'écouter les interventions de Mouammar Kadhafi pour comprendre sa stratégie. Tandis que les rues de Benghazi se sont vidées, de gigantesques manifestations populaires sont organisées aux quatre coins de la Tripolitaine et du Fezzam pour conspuer l'OTAN. Le «Frère Guide» y intervient par haut-parleurs et dialogue avec la foule. Il explique qu'une trêve rapide se ferait au détriment de l'unité nationale, tandis que la poursuite de la guerre donne le temps de renverser le pouvoir illégitime du CNT et donc de préserver l'intégrité territoriale de la Libye. Le colonel Kadhafi, qui a déjà rallié à lui les tribus, entend maintenant rallier à lui les individus qui soutiennent encore le CNT. Dans ses interventions audio, il appelle ses concitoyens à se préparer à libérer les villes occupées. Ils devront se déplacer en foule, sans armes, pour reprendre le contrôle des poches « rebelles » de manière non-violente.

Mouammar Kadhafi qui a déjà vaincu politiquement le pouvoir aérien de l'OTAN, pense pouvoir vaincre aussi politiquement au sol les « rebelles ».

Dans cette situation inextricable, où la plupart des protagonistes ne savent que faire, les réflexes tiennent lieu de pensée. Les partisans du Livre vert entendent profiter de la fuite des technocrates pour revenir aux fondamentaux de la Révolution ; ceux qui, autour de Saif el-Islam, croyaient pouvoir marier le kadhafisme et la globalisation négocient avec leurs amis occidentaux ; et l'OTAN bombarde une nouvelle fois, les sites qu'elle bombardait déjà hier, et avant-hier.

Réseau Voltaire 1er août 2011

Suite de la page (17) Les Etats-Unis se...



Des personnes déplacées internes reçoivent de l'aide alimentaire dans un centre de distribution à Mogadiscio, le 30 juillet 2011

Centre sur le droit et la sécurité, à l'université de New York, a remis en question les déclarations de King. Elle a fait remarquer qu'un seul Américain d'origine somalienne avait été condamné pour des délits liés au terrorisme et qu'il n'avait aucun lien avec al-Shabaab.

La réaction de Washington face à la famine qui sévit actuellement rappelle l'opération Restore Hope (Restaurer l'espoir) où dans les derniers jours de la présidence de George Bush père, le 5 décembre 1992, 30 000 soldats américains avaient été envoyés en Somalie sous prétexte de livrer de la nourriture aux enfants qui mouraient de faim.

Al-Shabaab n'existait pas alors. La soi-disant menace sur les convois acheminant la nourriture venait des « seigneurs de guerre » qui avaient émergé de l'effondrement du régime de Siad Barre. Depuis 1977 les Etats-Unis soutenaient le dictateur militaire Barre contre le régime éthiopien soutenu par les soviétiques. En 1991, Washington avait abandonné Barre et son régime s'était effondré. Depuis, il n'y a pas de gouvernement stable en Somalie.

Le président Bill Clinton avait poursuivi ce qui devenait toujours plus ouvertement une occupation. Il avait été forcé de retirer de Somalie les soldats américains en 1994 après que l'hélicoptère américain Black Hawk avait été abattu à Mogadiscio et que les cadavres des membres de l'équipage avaient été exposés devant les caméras de télévision.

L'opération Restore Hope représentait une nouvelle phase d'agression coloniale. La Workers League américaine, prédécesseur du Socialist Equality Party, avait à l'époque condamné l'intervention soi-disant « humanitaire » écrivant: « Le déchaînement de dizaines de milliers de soldats, renforcés par des navires de guerre, des chasseurs à réaction et des hélicoptères d'attaque, est une violation brutale de la souveraineté du peuple somalien. Il signale le retour de l'esclavage colonial non déguisé des peuples opprimés non seulement d'Afrique mais de par le monde.

Depuis, Washington est déterminé à inverser sa défaite et à reprendre le contrôle d'un pays qui est au coeur de la nouvelle ruée sur l'Afrique, un continent riche en pétrole et autres matières premières précieuses. La Somalie se trouve à la croisée du commerce mondial maritime et aérien. Quelque 90 vols commerciaux par jour traversent son espace aérien. Des voies de navigation maritime transportant le pétrole du Golfe et d'Afrique du nord se trouvent au large de ses côtes. Le contrôle de la Somalie est un objectif clé des Etats-Unis pour maintenir son hégémonie mondiale sur ses rivaux comme la Chine.

Washington a appris à adopter des tactiques différentes depuis sa défaite de 1994. De plus en plus il utilise des forces par procuration en Afrique. En décembre 2006, les Etats-Unis avaient soutenu l'invasion éthiopienne de la Somalie, qui avait installé le GFT comme régime fantoche. Lorsque les troupes éthiopiennes s'étaient retirées, AMISOM les avait remplacées. Des soldats de l'Ouganda et du Burundi, qui sont majoritaires dans AMISOM, ont été entraînés par les Etats-Unis et équipés avec du matériel le plus moderne.

Mais avec tous ces rebondissements d'intrigue impérialiste, la description de la Workers League de l'invasion de la Somalie en 1992-1994 a été à plusieurs reprises confirmée. Une succession d'aventures, d'invasions et de guerres impérialistes, aux Balkans, en Asie centrale, dans le Golfe persique et en Afrique, a suivi, et le plus souvent sous prétexte de missions humanitaires. Les travailleurs et les jeunes doivent rejeter toutes tentatives de manipulation des préoccupations suscitées par cette famine tragique en Somalie et qui servent à ouvrir la voie à une intervention brutale de plus.

Wsws 8 août 2011

Bon Anniversaire Fidel !

Par Jacques Elie Leblanc

« …C'est un métal en fleur que l'être communiste, …
Coulé dans le creuset des travaux et des peines.
Mais s'il n'était que rêve, où serait donc cette arche
Jetée sur le néant où serait l'estafette qui oblige l'irréel à fleurir le réel…… »

Anthony Lespès-«Le rêve »
(Inédit)

Ceux dont toutes les minutes sont remplies, n'ont pas toujours l'opportunité de s'apercevoir de la fuite des jours. C'est ainsi, qu'un autre 13 août est déjà à nos portes. C'est l'anniversaire de naissance du commandant Fidel Castro Ruz. L'humanité souffrante s'est imposée un devoir de mémoire.

C'est un jour qui agit sur les consciences. Cuba, à travers Fidel, a transmis au réel le rêve multiséculaire de l'homme, luttant dans cette petite île contre la menace et l'accrochement de l'impérialisme "civilisateur"

C'est une lutte qui a commencé en 1953 avec l'attaque de la Moncada à Santiago pour aboutir à l'apothéose du 1er janvier 1959 avec la rentrée des révolutionnaires à la Havane. Un sentiment de fierté a traversé nos esprits lorsque nous avons vu un peuple, avec une douzaine d'hommes et quelques armes, face à l'Armée la plus disciplinée de l'Amérique Latine, mais forts de leur justice et de leur courage, abattre la tyrannie dénigrante qui pesait sur leur pays.

Si nous les Haïtiens avec Jean-Jacques Dessalines, avons été les premiers à briser les chaînes de l'esclavage, Cuba avec Fidel a brisé les grillages qu'autour du sous-continent avait dressés l'impérialisme américain qui n'avait rencontré sur son chemin que des échines rampantes et croyait avoir dompté l'indomptable soif de justice sociale, de liberté et de dignité des vaillants peuples du sous-continent.



Un gâteau d'anniversaire pour l'ancien président cubain, Commandante Fidel Castro Ruz

La révolution cubaine qui s'est faite pour assurer sur le sol cubain le règne de la liberté, de la justice sociale a atteint son premier objectif: le renversement du règne d'immoralité et de terreur de Batista. Cela n'a été que la première étape de la révolution qui doit continuer jusqu'à atteindre les dernières couches de la stratification sociale. Le deuxième objectif auquel travaille depuis des années le peuple cubain sous le leadership avisé , mais pas infaillible de Fidel et de ses collaborateurs est de faire disparaître définitivement de la scène politique cette faune aujourd'hui fossilisée, avec Batista comme spécimen, qui n'a jamais vu les grands intérêts de la Nation qu'à travers le prisme de ses préjugés et de ses appétits. Ces profanateurs et ces hypocrites ont marché sur les volontés et les coeurs avec l'allure impitoyable d'un rouleau d'airain. Il faut qu'il soit bien compris aujourd'hui que leur puissance s'est écroulée avec la puissance de leur patron.



La fidélité de Fidel à la révolution n'a jamais été prise en défaut. C'est le seul défaut que le peuple cubain et la majorité des peuples ont découvert durant ses 85 années d'existence

Depuis 2000 ans nous subissons le bombardement quotidien, au propre comme au figuré, des défenseurs d'un système devenu indéfendable. Le fossé entre les riches et les pauvres s'agrandit à un rythme inquiétant.

Aucun peuple ne naît subitement à la démocratie. Il y accède péniblement à travers des erreurs quelquefois dramatiques, un apprentissage incessant et des vacillations nombreuses, à travers un tâtonnement douloureux dans la longue nuit de son histoire.

Le peuple cubain heureusement prend conscience du renversement qui s'est opéré dans l'échelle des valeurs. La Révolution doit continuer, car il faut que soient définitivement démolis tous les foyers de résistance, sinon l'ennemi, enhardi par notre inaction, pourrait s'infiltrer. Il s'apprête déjà à exécuter cette manoeuvre dans nos rangs et opérer une contre-offensive dangereuse, sinon chez nous, du moins chez un de nos alliés, qui avec le temps n'a fait qu'augmenter. Que le peuple Cubain veille! Que nos peuples veillent!

Nous ne cesserons de crier aux jeunesses du monde entier et particulièrement aux jeunesses de notre sous-continent d'être vigilantes pour que la Révolution Cubaine, (leur oeuvre exclusive) ne soit dégradée par des mains criminelles, que des politiciens roublards, des collaborateurs malhonnêtes, mais puissants encore n'exploitent le fruit de tant de sacrifices. Ce ne sera pas oeuvre facile, puisque l'oeil de Fidel n'est rien d'autre que l'oeil de Caïn. L'oeil éternel.

Fidel est le disciple dévoué et fidèle de José Martí .Théoricien profond, il défendit non seulement les théories de Martí, mais celles de Marx, d'Engels, et de Lénine; il élabora les enseignements de Marti et de Lénine concernant la victoire du socialisme dans son pays.

Sous la direction du Titan, le peuple cubain, dans les jours difficiles du débarquement de Playa Giron, défit les envahisseurs contre-révolutionnaires cubains, appuyés par les membres de la C.I.A. Fidel fut l'organisateur , le grand stratège et leader des forces armées cubaines. Il est le Lénine des temps présents. Avec le nom de Fidel, le peuple cubain associe son présent et son avenir, toutes ses réalisations et victoires.

Sa foi de lutteur, Fidel la puise dans la beauté et la grandeur de la cause: la cause du peuple, la cause de la démocratie populaire C'est son seul but. Le reste l'importe peu, car plus haut que la gloire, il y a le sacrifice. Sacrifice qu'il a consenti pendant les 59 ans de sa noble et courageuse vie.

La fidélité de Fidel à la révolution n'a jamais été prise en défaut. C'est le seul défaut que le peuple cubain et la majorité des peuples ont découvert durant ses 85 années d'existence.

A l'occasion de votre quatre-vingt- cinquième anniversaire, nous saisissons cette opportunité pour vous souhaiter non seulement en mon nom et celui du journal Haïti Liberté mais aussi au nom de tous les démunis du monde entier et d'Haïti en particulier, un heureux anniversaire. A vous offrir pour le moment nous n'avons que cela.

Notre voeu le plus sincère, mon commandant, c'est de vous voir avant la fin de cette année, non seulement étreindre l'un après l'autre les cinq héros anti-terroristes cubains injustement incarcérés par l'empire, mais aussi de vous voir signer d'une main ferme, l'acte constitutif de la nouvelle grande Patrie Latino- Américaine et Caribéenne (CELAC)

¡Ad multos anos, Commandante!

JETE DLO

Se nan Bwakayiman
Boukman
Padrejan
Nikola Janmkoupe
Yo tout te rasanble

Loray tape gwonde
Manbo a piwete
Yon kochon te dage
Ganmel san l separe
Nèg yo mande anraje
Blan Franse an danje
Lemonn antye sekoue

Jete dlo ! Jete dlo !

Se nan Bwakayiman
Esklav yo sèmante
Nan yon gwo tèt kole
Pou chenn yo te kase
Je klere pou yo wè
Yon solèy nèf leve
Sou zile Sendomeng

Jete dlo ! Jete dlo !

Se nan Bwakayiman
Yon sèl pèp
Menm kilti
Yon sèl kóz
Menm lenmi
Kongo ak Arada
Nago
Petro
Ibo
Te di : Ayibobo
Pou manzè libète
Libète y ap chèche
Ki pa fè ladesann
Lè ponyèt pa touse
Lè manchèt pa file
Lè pa gen tèt koupe
Lè pa gen san koule

Jete dlo ! Jete dlo !

Apwe Bwakayiman
Vèvè nou pilonnen
Yo di fòk nou rejete
Meriken debake
Pou antere Peral
Nan menm twou ak Boukman
Tonnè ! Fout !

Jete dlo ! Jete dlo !

Yon lót Bwakayiman
Yon lót Dizwisankat
Nan yon lót tèt kole
Yon pèp resèmante
Libète ou lanmó
Pou yon Ayiti tou nèf

Jete dlo ! Jete dlo !

TONY LEROY

Suite de la page (12)

que cela les uns des autres ». A la tête des protestations sociales aux quatre coins du pays, le député communiste du Hadash Dov Khenin a appelé le premier ministre Binyamin Netanyahu à démissionner : « Le gouvernement Netanyahu qui met en place des politiques qui enrichissent les grands patrons et s'en prennent à l'immense majorité des citoyens doit partir maintenant »,a déclaré Khenin à des journalistes pendant le rassemblement.« Une lutte qui a débuté à Tel-Aviv et s'est propagée à toutes les villes Israéliennes, du Nord au sud du pays », a-t-il ajouté. « On ne mettra pas fin à cette lutte avec des clopinettes tout comme elle ne cédera pas face à des effets médiatiques ».

A Haifa, 10 000 personnes ont défilé à travers la ville. A Jérusalem, 15 000 ont marché de Horse Park jusqu›à la résidence du premier ministre, Benjamin Netanyahu. A Be›er Sheva, 3 000 manifestants ont défilé en brandissant des banderoles où on pouvait lire : « Be›er Sheva crie puissance sept », sachant que ‹Sheva› est le terme Hébreu pour désigner le nombre sept. A Ashdod, les manifestants sont partis de City park. Près de 150 personnes se sont rassemblées au campement d›Ashdod sur le chemin. Les étudiants de Beit Barl ont défilé depuis le campement de Kfar Sava jusqu›au carrefour central de Ra›anana. A Nazareth, une manifestation commune Arabe-juive a été organisée en centre-ville par le Hadash et les militants communistes. A Kiryat Shmona, près de la frontière libanaise, 1 000 manifestants ont emprunté l›artère principale de la ville pour se diriger vers la sortie sud de la ville. Nombre de grands musiciens Israéliens ont joué lors des rassemblements, Hemi Rodner, Dan Toren, Yehuda Poliker, Barry Sakharov, Yishai Levi, Aviv Geffen entre autres.

Des centaines de personnes ont continué leur manifestation samedi soir à Tel-Aviv, bien après la fin du rassemblement. A midi, les manifestants ont bloqué les rues Kaplan et Ibn Gabirol de la ville, scandant « Le peuple demande la justice sociale ». Vers 13h30, après avoir échoué dans leurs négociations pour parvenir à mettre fin pacifiquement au rassemblement, qui ne montrait aucun signe d›épuisement, la police de Tel Aviv a commencé à disperser par la force les manifestants. Ces derniers ont commencé à huer les forces de l›ordre, tout en chantant « Non, nous ne partirons pas » et « État policier ». Plusieurs manifestants ont répliqué violemment et 12 d›entre eux ont été arrêtés.

Plusieurs milliers de docteurs et de particuliers ont manifesté dimanche au Jardin Rose devant la Knesset à Jérusalem, pour demander qu›une solution soit trouvée à la crise du système de Sécurité sociale. Le président de l›Association médicale d'Israël, le Dr. Leonid Eidelman, qui a entamé une grève de la faim depuis près d›une semaine, a été le premier à prendre la parole : « Pendant neuf mois, nous avons été à la table des négociations, et nous ne sommes encore parvenus à aucun accord », a-t-il affirmé. « Le trésor continue à économiser de l›argent au détriment de la Sécurité sociale. Les docteurs font des efforts, et bien que nous ayons réalisé des progrès dans l›élaboration de l›accord, nous ne sommes toujours pas d›accord sur les principales questions : la normalisation, le coût de l›accord, la répartition entre les dépenses et les recettes».

Traduction AC
Solidarité Internationale
6 août 2011

Yabofer Yabodi Yabola Botanica
1820 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-284-2237
347-204-6207

14 Août 1791 - 14 Août 2011



Dans l'esprit de la cérémonie de Bois Caïman, supportez les traditions haïtiennes!

3 x 3 Santa Barbara Botanica
Laider André
5700 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33137
786-262-7895

Tipa Tipa Botanica
Manmi Toyée
Voyant Spirituel
5857 NE 2nd Ave., Miami, FL 33137
786-326-0365

Twa Zòm Fò Botanica
Mambo Lucy
175 NW 62nd Street
Miami, FL 33150
786-357-1868

St. Nicolas Botanica
5600 NW 2nd Avenue
Miami, FL 33137
786-436-6921

Notre Dame des 7 Douleurs & Les 3 Hommes Forts Botanica
Mambo Betty
727 NE 128th St. North Miami, FL
786-278-5525

Isidor & Carmel Botanica
Mambo Marlène
164 NE 54th Street
Miami, FL 33137
786-357-7470
786-718-7739

St. Isidor & Dantor Botanica
Mammy, Spiritual Consultant
13045 West Dixie Highway
North Miami, FL 33161
305-981-3182
786-380-9345

Vièrge Miracle et St. Philippe Botanica



Mambo Elsie Joseph
"Attend Dieu"
5910 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33137
786-879-5158

Trase Fouye Botanica



Mambo Marie
6235 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33138
305-244-7094

Dantor & Agarou Botanica
44 NE 167th Street,
North Miami, FL 33162



Church Supplies, Card Reading, Spiritual Advisor & Healer. Good Luck Bath & Bad Luck Bath.
Everything Spiritual you may need!
Lydie or Marie
305-945-2234

St. Gerard Botanica & Variety Store
Frantz François & Viergela Louis
5901 NW 2nd Ave. Miami, FL 33137
Shop: 305-759-4424
Cell: 786-267-2329

Grand Drap Père Love Botanica
3009 Beverly Road
(between Nostrand & E. 31st Str)
Brooklyn, NY 11226
718-940-1491

Toute Division Botanica
Mambo Micheline
135 NE 54th Street
Miami, FL 33137
786-306-2960

To make your reservations, contact AmericanAirlines® Reservations at:



From the USA: 1-800-433-7300
From PAP: 2229-6000, 2999-6000

Website: AA.com
Or, visit your favorite Travel Agency
Our conveniently located Ticket Sales Centers:

AIRPORTS:
Miami International Airport (MIA) : Future Ticketing, Concourse D, 2nd Level

John F. Kennedy Airport (JFK) : Future Ticketing, Lane 2 Departure Level.

AmericanAirlines® International Airport of Toussaint Louverture (PAP) : Mais Gaté, Haïti

HAITI, DELMAS:
Delimart, Delmas 32 Plaza, Autoroute de Delmas

PÉTION-VILLE:
Choucoune Plaza, Rue Lamarre, Pétion-Ville, Haïti



HAITI SUMMER FLIGHT SCHEDULE THRU AUGUST 22, 2011*

From MIA, FLL, JFK to HAITI			From HAITI to MIA, FLL, JFK			
FLT NBR	DPTR TIME	ARVL TIME	TO STA	FLT NBR	DPTR TIME	ARVL TIME
377	6:45A	7:40A	MIA	816	8:50A	12:00P
807	7:30A	8:25A	FLL	1988	9:30A	12:35P
1291	10:00A	11:05A	MIA	404	12:15P	3:35P
837	9:20A	12:25P	JFK	896	1:40P	7:15P
809	12:10P	1:15P	MIA	804	2:25P	5:50P
803	2:10P	15:05P	MIA	1908	4:15P	7:35P
2285	2:50P	15:50P	FLL	2288	4:55P	7:55P

*Flights are subject to change/cancellation/delays.